



Memento mori

Les membres du gouvernement recourent à des jets privés pour se déplacer. Enquête sur les taxis aériens des ministres, un champ de dépenses sur lequel planent des nuages opaques

Ende einer Prestige-Institution

Das Hochschulministerium intervenierte am Max-Planck-Institut wegen Mobblings und Managementproblemen

Salut, les cousins !

Le combat pour les *Reschtsëtz* se mène au Brésil

C'était au temps où la rue d'Audun dansait

Dans les années soixante, les dancings de la Grenz ont été des hauts lieux de sociabilité. Laura Steil les étudie en faisant valser les anciens

Pferd bleibt Pferd, Spatz bleibt Spatz

„Zäit fir een neien Ufank“ lautet der Titel des CSV-Wahlprogramms. Neu ist aber weder ihr Personal noch ihre Politik

Foto: Olivier Halmes



Memento mori

Pierre Sorlut

Les membres du gouvernement recourent à des jets privés pour se déplacer. Enquête sur les taxis aériens des ministres, un champ de dépenses sur lequel planent des nuages opaques



Arrivée de la délégation luxembourgeoise à Vilnius le

11 juillet, dans le jet de Depeche Mode

Au sommet de l'Otan à Vilnius, le 11 juillet dernier, trois ministres luxembourgeois ont débarqué d'un jet affichant une massive tête de mort rouge sur son côté. L'image a fait le tour du monde. Le journal télévisé de ZDF l'a mise en scène dans son reportage sur place pour illustrer la déception générale à l'issue de la journée. Sur les réseaux sociaux, l'anecdote a été appréciée. « How cool can it get ? », a réagi Anne Calteux, la représentante de l'Union européenne au Luxembourg, au tweet de Philip Crowther. Le journaliste correspondant d'Associated Press explique que la délégation du « peaceful little Luxembourg » a utilisé l'avion de la tournée de Depeche Mode, baptisée Memento Mori, pour se rendre dans la capitale lituanienne. Le *community manager* du groupe britannique a même repris le reportage de la chaîne allemande sur son fil *Twitter*.

La petite histoire verse un peu de lumière sur la nouvelle manière par laquelle les ministres recourent aux avions privés. Pour voler jusqu'à la capitale lituanienne, les ministres luxembourgeois sont passés par une sorte de bourse d'échanges d'heures de vol dans le domaine militaire. Baptisée Atares, cette plateforme est gérée par une structure de commandement unique (EATC) pour les flottes aériennes de ses sept États membres, dont le Luxembourg depuis 2012. Dans cette logique de mise en commun et de partage (*pooling & sharing*), le Grand-Duché met principalement à disposition des capacités militaires via les programmes A400M et A330 MRTT, accrues depuis 2020.

Le partage des ressources présente une certaine pertinence. Mais il est opéré par les départements de la défense nationaux, des secteurs généralement protégés de l'indiscrétion démocratique. Les services de François Bausch (Déi Gréng), ministre du ressort, s'en défendent. « Atares permet un échange de services sans transfert d'argent, mais utilisant une monnaie virtuelle à savoir

l'*equivalent flying hour* (EFH) ». Les 168 millions d'euros (puis plus de dix millions par an en charges opérationnelles) investis dans l'A400 et les vingt millions d'euros par an (pour 1 200 heures de vol) du programme MRTT abondent le pot commun de l'Atares. Il est pourtant impossible de valoriser une EFH et donc de chiffrer le coût de ces taxis ministériels.

Ce mode de transport des membres du gouvernement ne se limiterait qu'à des « cas exceptionnels », par exemple lorsque l'aéroport de destination n'est pas accessible aux avions civils, nous fait savoir la Défense. Le Luxembourg recourt davantage à ses crédits EFH pour des transports de troupes militaires ou encore du transport pour des organisations internationales et nationales (comme l'acheminement de ressources CGDIS après le tremblement de terre en Turquie), souligne-t-on encore. Les données communiquées à la demande du *Land* renseignent toutefois sur un recours substantiel aux crédits militaires pour déplacer le gouvernement, voire une généralisation du financement via l'EATC. Depuis 2020, le ministère de François Bausch recense 34 transports de ministres contre 212 sollicitations pour l'armée et 26 missions d'appui aux organisations civiles.

326 500 euros de jets pour Xavier Bettel

Depuis 2021, le Premier ministre, Xavier Bettel, et le ministre de la Défense, François Bausch, ont utilisé à onze reprises ces crédits militaires. Le ministre des Affaires étrangères, Jean Asselborn (LSAP), huit fois, celui de la Coopération, Franz Fayot (LSAP), deux et le Grand-Duc une, pour le couronnement de Charles III en mai. Il n'existe pas de registre public documentant les déplacements des ministres. L'utilisation de ces crédits relève de la compétence de la Direction de la Défense au titre de l'exécution budgétaire dans laquelle l'Inspection générale des finances n'intervient pas, écrit cette dernière. La dépense échappe à tout contrôle. Or, le recours aux vols non commerciaux ou jets privés relève de la responsabilité des ministères et il n'existe aucun cadre légal ni même aucune règle de conduite, à proprement parler, pour les voyages des membres du gouvernement. Interrogé par le *Land*, le ministère d'État confirme qu'aucune consigne d'ordre politique, par exemple une utilisation parcimonieuse du transport aérien, n'est formulée. Il faut dire que le chef de gouvernement est l'un des principaux utilisateurs de jets privés.

Selon les éléments envoyés par l'hôtel Saint-Maxim, Xavier Bettel a dépensé 326 500 euros en jet privé depuis son arrivée à la tête du gouvernement. L'ensemble de ses déplacements a été opéré via le groupe luxembourgeois Luxaviation

En 2009, Jean-Claude Juncker s'est rendu à la conférence climatique mondiale de Copenhague avec un jet loué à Luxaviation pour 10 930 euros



Visite du Premier ministre, ministre d'État, Xavier Bettel, et du ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Franz Fayot, au Niger et au Rwanda, du 5 au 7 juin 2022

jusqu'en 2021. À cette date, le recours à l'EATC s'est systématisé et la compagnie de Patrick Hansen a vu s'éloigner son gros client qu'est l'État. Le premier déplacement du chef du gouvernement en jet privé a été organisé en octobre 2015, pour une visite de travail à Sochi. Dans la station balnéaire russe, Xavier Bettel a rencontré son homologue, Dmitri Medvedev, puis le président Vladimir Poutine... pour évoquer notamment « la situation en Ukraine » et l'application des accords (de paix) de Minsk. Coût du déplacement : 55 500 euros. Le déplacement suivant en jet privé a été effectué le 25 janvier 2018 entre Zurich et Luxembourg, un retour précipité du World Economic Forum de Davos pour « arriver à temps » au pot de nouvel an de la Fedil où Xavier Bettel prononçait un discours, est-il écrit dans le document envoyé par le ministère d'État. C'est l'une des deux seules fois où le recours à un vol non-commercial (sur les seize occurrences renseignées) est réellement motivé dans la partie du tableau excel. L'autre concerne un vol Athènes-Luxembourg « imprévu », le 10 août 2019, dans le cadre de la « gestion et coordination de crise après la tornade à Pétange. « Le retour vers la Grèce a été organisé et financé par le Premier ministre », est-il ajouté. Le coût : 31 500 euros. La moitié des vols sont à destination de l'Europe centrale (Autriche incluse). Pour six d'entre eux, l'objet du voyage est une participation à une célébration ou une commémoration. Des rendez-vous européens justifient une poignée d'autres, comme le sommet social de Porto en mai 2021, 21 000 euros. Figurent en outre des destinations proches : Dortmund le 17 mars 2018, à 270 km, pour recevoir un Steiger Award (comme Jean-Claude Juncker et Maria-Teresa avant lui) ou Paderborn, le 5 septembre de la même année (360 km), pour rencontrer à Gütersloh les actionnaires (famille Mohn) et dirigeants de Bertelsmann, groupe détenant le média systémique RTL. Coûts respectifs des déplacements : 7 300 et 12 000 euros. Le ministère d'État ne renseigne pas le nombre de participants au vol (une poignée de Luxembourgeois figurent sur la photo de famille autour de Liz Mohn dans le communiqué y afférent).

Sur l'échantillon 2013-2023 demandé au ministère d'État, les données liées à la consommation de jet de l'ancien Premier ministre Jean-Claude Juncker révèlent un appétit bien supérieur à celui de l'actuel chef de gouvernement. Sur ses onze derniers mois à l'Hôtel de Bourgogne, l'ancien chef de file CSV a cumulé 158 600 euros de factures chez Luxaviation. La plus onéreuse a été un vol, en juin 2013, à Athènes (sur trois jours), 31 000 euros. 3 400 euros ont été dépensés pour se rendre à une conférence sur l'immobilier à Francfort, 9 000 pour Vienne, 23 400 pour une double étape au Portugal, à Lis-

bonne et Porto (des villes très bien desservies par les avions de ligne), 5 800 pour une « manifestation Ernst & Young » à Düsseldorf ou encore 6 800 pour assister, à Gütersloh, à la remise du Reinhard Mohn Preis à Kofi Annan.

Dans une réponse à une question parlementaire exhumée de *chd.lu*, l'ancien chef du gouvernement déballe toutes les dépenses de son gouvernement en transports aériens, un exercice de transparence étalé sur soixante pages et jamais reproduit. Au député Fernand Kartheiser (ADR) qui s'inquiétait en septembre 2010 des dépenses des ministres quand ces derniers demandaient aux citoyens de serrer la ceinture, Jean-Claude Juncker finissait par détailler (en janvier 2011) les déplacements en jet et les classes d'avion occupées par les ministres, ainsi que les dépenses de déplacement des fonctionnaires des ministères. Jean-Claude Juncker a effectivement beaucoup voyagé par les airs et aussi beaucoup via des vols non-commerciaux. Même pour se rendre à Paris. En vol régulier, en business (la ligne à grande vitesse entre les deux capitales a été installée en 2007) pour 700 euros. Plus souvent via Luxaviation autour de 10 000 euros l'aller-retour (dont un pour une réunion des Premiers ministres du G7 sur la crise financière internationale), l'efficacité de la dépense dépendant du nombre de collaborateurs avec lui (entre quatre et six). Luxaviation était aussi sollicitée pour se déplacer à Francfort, afin d'assister à la réunion du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (7 500 euros pour trois voyageurs), ou à Lausanne pour une remise de médaille (29 760 euros). L'aviation belge était alors aussi mobilisée et des facturations opérées. En 2007, par exemple, les « frais de route et de séjour à l'étranger » du Premier ministre et de ses services ont atteint 1,4 million d'euros, dont 71 000 euros directement imputables (avec coût du vol par tête) aux vols de Jean-Claude et 19 000 à ses hôtels. Sur les trois ans et neuf mois renseignés dans le document parlementaire, « [C] » a dépensé avec ses collaborateurs 4,2 millions d'euros de frais, dont plus d'un million d'euros en frais d'avion (jets privés ainsi que business et first classes).

Frieden First et Backes Eco

Dans les premières lignes de sa réponse, le Premier ministre de l'époque souligne que de nombreuses décisions concernant le Luxembourg sont prises dans des arènes internationales. « S'y ajoutent certains cycles de conférences, comme par exemple ceux consacrés à la préservation de l'équilibre écologiques » (sic). Les 17 et 18 décembre 2009, Jean-Claude Juncker a volé vers Copenhague pour la conférence climatique mondiale avec un jet facturé 10 930 euros, avec quatre personnes à son bord. Le ministre d'État explique les multiples déplacements par une « délocalisa-

Quand Luc Frieden volait en jet privé vers Nice au mois d'août 2013 pour rencontrer l'actionnaire qatari de KBL et de la BIL

tion » partielle du processus décisionnel (sachant que de nombreux déplacements en jets sont justifiés par une participation à une conférence ou une célébration). « En règle générale, les membres du gouvernement voyageant en avion de ligne », lit-on dans la réponse du ministère d'État en 2011. Le recours à un avion privé serait « exceptionnel ». Principalement quand, dans la même journée, sont organisés des événements au Luxembourg puis à l'étranger. Des raisons de sécurité sont également invoquées pour éviter le recours à certaines compagnies aériennes et favoriser les jets privés. Le choix de l'opérateur s'effectue dans les coulisses des ministères où sont négociés les marchés de gré à gré sans publication préalable du marché (via la « procédure négociée »). Pratique.

Dans leur réponse de 2011, les services de Jean-Claude Juncker expliquent qu'un règlement grand ducal impose aux ministres une « déclaration motivée » pour l'engagement de dépenses de frais de route et de séjour. Or, ces justifications manquent pour certains vols effectués par l'ancien ministre des Finances Luc Frieden. Celui qui était désigné comme le dauphin de Juncker figurait parmi les sept ministres recourant aux locations d'avions privés dans le gouvernement Juncker-Asselborn II, sur plus de vingt services ministériels recensés. Un classement non-officiel des ministres dans les recours aux locations d'avions privés sur la période 2007-2010 place par ordre décroissant Jean-Claude Juncker, Jean Asselborn (LSAP), Luc Frieden (CSV), Jeannot Krecké (LSAP, qui avait suscité la polémique en volant sur un avion affrété par une société de Flavio Becca), Jean-Louis Schiltz (CSV), François Biltgen (CSV), Nicolas Schmit (LSAP) et Marie-Josée Jacobs (CSV).

À l'approche de la fin de son mandat au ministère des Finances, Luc Frieden a multiplié les déplacements en jet, selon des informations obtenues rue de la Congrégation. En 2012, l'élu CSV a volé au Liechtenstein (6 900 euros), à Berlin (9 100), à Francfort (6 000), à Bâle (6 500), à Genève (5 600), à Zurich (7 000) et à Dublin (13 300).

Des vols à chaque fois facturés par Luxaviation selon les recherches opérées dans le logiciel de comptabilité du ministère des Finances. Idem en 2013 : destination Berlin (9 200 euros), Dublin (14 500), Nice (11 000) puis Vilnius (18 200). À noter que la rue de la Congrégation ne trouve pas dans ses fichiers de justification aux déplacements à Genève le 29 juin 2012 et à Nice le 31 août 2013. Contacté par le *Land*, le *Spätzekandidat* informe, « pour autant qu'il se souvienne », que son déplacement sur la Côte d'Azur consistait en une réunion de travail avec « le Premier ministre du Qatar, actionnaire de banques à Luxembourg (KBL et BIL, ndlr), dans le cadre des réunions régulières avec les actionnaires des banques dans lesquelles l'État a une participation ». Interrogé sur d'éventuelles discussions avec la famille Al Thani, également actionnaire significatif de Deutsche Bank, établissement que Luc Frieden rejoindra un an plus tard (avant de président la BIL avant sa cession), l'intéressé dément : « On n'a pas parlé de mon avenir professionnel car je comptais bien rester au gouvernement. » Luc Frieden précise en outre que le Premier ministre qatari n'aurait pas été impliqué (« nullement ») dans son recrutement chez Deutsche Bank. Il explique son voyage à Genève en juin 2012 par le même type de raison : « Ces voyages auprès d'investisseurs figuraient dans mon agenda professionnel », justifie-t-il.

Entre 2007 et 2010, Luc Frieden a volé 17 fois en business, sept fois en première (quatre fois pour se rendre à Washington, puis Singapour, Hong Kong et en « Amérique du sud »). Interrogé début juillet dans le podcast *Gille Fro*, la tête de liste CSV explique voler en classe éco avec sa famille. « Ma femme est hollandaise », se justifie-t-il. « Il se présente pour à nouveau voler en business », plaisantent les interviewers. Selon les informations communiquées par le ministère des Finances, les successeurs de Luc Frieden, Pierre Gramegna puis Yuriko Backes (DP), n'ont jamais utilisé un avion privé pour se déplacer, en dix ans d'exercice cumulé. « En règle générale », ils ont voyagé en classe éco ou business, selon la longueur du vol. « Pierre Gramegna a opté pour des vols en First pour des vols de plus de dix heures », complète un porte-parole. Selon le ministère d'État en 2011, le choix d'un vol en première classe, (plus de place pour s'installer et repas gastronomique) « est l'exception ». Il se limiterait aux vols intercontinentaux et s'expliquerait « par la charge que représente ce type de déplacement pour la santé d'une personne normalement constituée, a fortiori lorsqu'il se répète plusieurs fois par mois ». Un argument taillé à la mesure du job du ministre des Affaires étrangères, Jean Asselborn, seul ministre à avoir exercé sans discontinuité depuis

l'ère Jean-Claude Juncker, et qui est amené, par sa fonction, à voyager très fréquemment.

Vol pour Moscou à 48 900 euros

Le *Goat* des frais de route et de séjour est effectivement le socialiste. Sur la seule période considérée dans la réponse à la question parlementaire en 2011 (2007-mi-2010), ils ont atteint 6,4 millions d'euros. L'inébranlable ministre des Affaires étrangères (en poste depuis 2004) a multiplié les recours à la location d'avions sur le marché privé, y compris pour des longs courriers, ainsi que les voyages en first, autour d'une dizaine par an, selon la réponse ministérielle. Pour les courts et moyens courriers, l'intéressé a principalement volé avec Luxair Executive (défunte branche affaires de la compagnie nationale), puis l'armée belge et Luxaviation. Coût total des locations d'avions entre 2007 et mi-2010 : 708 436 euros. Selon les informations communiquées par son cabinet ce mois-ci, ces dépenses se seraient considérablement ralenties depuis 2013. Le ministère des Affaires étrangères recense une trentaine d'utilisations de vols non commerciaux. Leur valeur est chiffrable jusqu'en 2022 : 486 516 euros. Le coût pour un vol culmine à 94 000, ici vers Nairobi en 2015 pour participer à une réunion de l'Organisation mondiale du commerce au Kenya (avec deux collaborateurs à bord, en plus du ministre). Depuis mars 2022, seuls les crédits de l'armée luxembourgeoise sont utilisés pour se déplacer en vols privés.

Son collègue socialiste, Franz Fayot, a eu recours à trois vols non commerciaux, en sa qualité de ministre de la Coopération, dont deux fois via les crédits EATC. Jamais en tant que ministre de l'Économie. Son prédécesseur Étienne Schneider a, selon les porte-paroles du ministère, utilisé des jets à deux reprises. L'une pour se rendre en Tunisie et au Maroc (29 700 euros) en 2015 et, en 2016, pour se rendre à Moscou (48 900 euros) dans le cadre d'un déplacement de la Commission mixte UE-BL-Russie. Le « minéco » précise que la destination, initialement Sochi, avait été modifiée et que le vol (opéré par Luxaviation pour neuf personnes) n'était pas annulable sans frais. Le département de la Défense retrouve péniblement les recours aux crédits EATC par l'ancien ministre Étienne Schneider. « Une vérification a posteriori de chaque vol enregistré est difficilement réalisable. Avant 2020, les statistiques ne renseignaient pas sur les passagers ou le type de mission (gouvernemental, militaire etc.) », écrit un porte-parole. Pas de traçabilité, pas de transparence, pas de loi, pas de consigne politique et donc une utilisation des jets selon les désirs des ministres. Memento mori, locution latine signifiant littéralement « N'oublie pas que tu vas mourir », désigne la vanité des plaisirs et du luxe dans la doctrine chrétienne. ●

É D I T O

Junkies sans lobby

Bernard Thomas

Depuis quarante ans, le débat tourne en rond. Comme le carrousel de dealers, junkies et flics. Dernier épisode en date : Une candidate malheureuse du DP aux communales lance un groupe sur WhatsApp appelant à rendre le quartier Gare « propre et sûr ». Plus de 450 riverains ont rejoint ce *chat* où ils échangent des photos de toxicomanes dormant dans la rue (« Je peux envoyer cette photo à *L'Essentiel* ? ») et s'insurgent contre l'Abrigado (« une faillite »). Un tel croit se souvenir qu'il y a onze ans, « il n'y avait aucun SDF ni aucun drogué, et la propreté était impeccable ». Un autre fustige la « migration illégale » qui « cause tout ». (Des messages racistes et haineux sont régulièrement supprimés par les administrateurs.) Dans le groupe WhatsApp tout comme dans les médias, la toxicomanie est quasi-exclusivement traitée comme problème sécuritaire ; presque jamais comme problème de santé publique. Mais les prohibitionnistes font abstraction d'un détail : Là où il y a une demande, il y aura une offre. C'est pourquoi la *war on drugs* reste une éternelle illusion.

Des alternatives plus pragmatiques existent. Elles sont peu thématisées et restent embryonnaires, mais elles fonctionnent. C'est discrètement, après neuf ans de préparatifs, qu'une distribution étatique d'héroïne pharmaceutique a été mise en place en 2017. Dans une villa en amont de la vallée de la Pétrusse, 25 « clients » reçoivent quotidiennement leur dose sous forme de pilules. Il s'agit de « vieux toxicomanes », âgés entre 41 et soixante ans, qui ont tenté à plusieurs reprises de décrocher grâce à la méthadone, mais sans y arriver. Le « capital veineux » et les poumons « lésés », ils seraient à la recherche « de tranquillité et de stabilité », lit-on dans une récente évaluation du « projet-pilote ». L'héroïne étatique leur permet de sextirper de la « scène » et de « se stabiliser ». Ainsi, la moitié des participants au programme travaillent. Les trois quarts ont totalement arrêté de consommer l'héroïne de rue.

Or, malgré ces résultats spectaculaires, le nombre de personnes admises n'a pas bougé en six ans. Faute de personnel et de locaux, il accueille toujours 25 personnes. L'administration par injection intraveineuse, qui procure un « flash », reste interdite ; le ministère de la Santé continue de plancher sur la question. Une antenne devrait ouvrir à Esch cette année, une autre pourrait suivre l'année prochaine à Ettelbruck. (Ouverte 365 jours par an, ces structures nécessitent beaucoup de personnel.) Se pose désormais un autre problème : La cocaïne est en train d'éclipser l'héroïne. (Alors qu'un gramme de cocaïne coûtait 144 euros en 2010, il n'en coûte plus que 37 aujourd'hui.) Or, contrairement à l'héroïne, il n'existe pas de substitution pharmacologique pour la cocaïne.

En 2018, la ministre sortante de la Santé, Lydia Mutsch, se rendit à Lisbonne pour s'y informer de « bon nombre de bonnes pratiques » du modèle portugais. En 2022, sa successeure Paulette Lenert fit le même voyage, et en tira les mêmes conclusions : « une perspective de santé publique en matière de réglementation des drogues ». Mais les avancées sont poussives. Les junkies n'ont pas de lobby. La politique se tient éloignée du sujet. Dans leurs programmes électoraux, les partis de gauche (LSAP, Déi Gréng, Déi Lénk) plaident certes pour une « dépenalisation » de la consommation des drogues dures, mais sans oser mettre le sujet en vitrine. Ils laissent ainsi le terrain à la droite. Le CSV reste droit dans ses bottes : « Der Strafkatalog für Drogendelikte wird verschärft ». Les libéraux, eux, préfèrent ne rien dire. Durant des années, la maire DP de la capitale a refusé d'ouvrir d'autres salles de shoot sur son territoire, laissant l'Abrigado se dégrader en *slum*. Or, le bilan de la Fixerstuff reste positif. 2 500 surdoses ont pu y être traitées depuis son ouverture. Le dernier *Rapport national sur les drogues* note que la chute de « direct drug-related death cases » est principalement due à l'ouverture des salles de consommation surveillées. La répression policière risquera de s'avérer contre-productive. Les États-Unis et le Canada ont voulu éradiquer l'héroïne de la carte. Les villes américaines sont désormais submergées par une vague de fentanyl, un opioïde de synthèse cinquante fois plus puissant que l'héroïne.

W A H L E N

Eis schéinst Traditioun

RTL Radio hatte am Mittwoch um 17 Uhr eine Liveschalte vom Glacis in den Nachrichten eingeplant. Sein Head of Entertainment und „Fouerexpert“ Patrick Greis berichtete, die *Stater* DP-Bürgermeisterin Lydie Polfer (Foto: Olivier Halmes) habe gerade „op ee Schlag zwou Milliounen Leit glécklech gemaach“. „Et ass eis schéinst Traditioun, an si ass fir jiddereen“, darf sich der Erste Schöffe Serge Wilmes (CSV) am Mikrofon freuen. Viele Politiker habe er bereits erblickt, sagte Patrick Greis, was „in einem Wahljahr normal ist“. Am Donnerstagmorgen postete Finanzministerin Yuriko Backes (DP) auf *Twitter* ein Selfie vom Riesenrad: „Mega Aussicht über unsere schöne Stadt.“ Die Schueberfouer geht zurück auf das Jahr 1340. Johann der Blinde, Graf von Luxemburg, erhoffte sich im 14. Jahrhundert, die Schueberfouer könnte der Stadt behilflich sein, sich als Drehscheibe des Handels zu entwickeln. Sein Plan ging mittlerweile auf. Dieses Jahr muss die Fouer für Wahlkampf-Selfies herhalten. sm

Parität...

Déi Lénk und Déi Gréng sind die einzigen Parteien, in denen genauso viele Frauen wie Männer bei den Nationalwahlen kandidieren. Das geht aus Statistiken hervor, die die Regierung in dieser Woche veröffentlichte. Für die Linke treten im Zentrum jedoch drei Personen an, die sich als nichtbinär identifizieren. Da in Luxemburg eine legale Basis für eine dritte Geschlechtsoption bislang fehlt, wurden sie im Wahlregister gemäß ihrem Geschlechtseintrag im Personenstandsregister den Frauen zugeordnet. Die Verpflichtung, sein Geschlecht bei der Einschreibung in die Wahllisten anzugeben, wurde erst mit der Reform des Wahlgesetzes von 2018 eingeführt.

Die wenigsten Frauen auf ihren Listen haben KPL (37,3%), CSV, ADR, Fokus und Liberté (jeweils 40%) sowie die Diversity-Partei DP (41,7%). Von den Parteien, die Listen in allen vier Bezirken aufbieten, ist Déi Lénk auch die Partei mit dem niedrigsten Durchschnittsalter (41,8), noch vor den Piraten (42,3); nur bei Volt liegt das Durchschnittsalter mit 34,8 Jahren noch niedriger, allerdings tritt die Kleinpartei nur im Süden und Osten an. Am höchsten liegt das Durchschnittsalter bei KPL (55,5), Liberté (50,4) und ADR (48,9). Bei den vier großen Parteien liegt es zwischen 45 (Grüne) und 46,4 (DP). Die Partei mit den meisten Kandidat/innen unter 25 Jahren ist Fokus (7), vor der Linken (5) und Déi Konservativ (3). Die Partei mit den meisten Über-60-Jährigen ist die KPL (24) vor der ADR (15) sowie Liberté und Grünen (jeweils 14). ll

P E R S O N A L I E



Pascal Alff,

hauptberuflich Bühnentechniker, in der Kulturszene jedoch besser bekannt unter seinem Künstlernamen De Pascal vu Wooltz (Foto: Facebook), wird bei den Nationalwahlen für Déi Lénk im Nordbezirk kandidieren. Bedenken, dass sein politisches Engagement seine künstlerische Unabhängigkeit gefährden könnte, hat der 40-jährige Sänger und Gitarrist der vor 20 Jahren gegründeten Punkband Weakonstruktion, der seit 15 Jahren auch solo als Singer-Songwriter auftritt, nicht. Seine Songtexte seien sowieso politisch links, und bevor er parteipolitisch aktiv wurde, habe er sich bereits an antifaschistischen Demos und Festivals in Deutschland beteiligt, erzählt er dem *Land*. Obwohl Weakonstruktion schon im Vorprogramm namhafter Punkbands wie Lagwagon oder The Aggrolites gespielt hat, reicht Pascal Alffs Bekanntheitsgrad nicht an den von Serge Tonnar heran, der ihn übrigens als Kandidat für Déi Lénk rekrutiert hat. Die Songs von Weakonstruktion und De Pascal Ara als in *RTL* und *100,7* gespielt. ll

G E S U N D H E I T

Urgence d'agir

La Société luxembourgeoise de psychiatrie, pédopsychiatrie et psychothérapie (SLPPP) s'est exprimée à l'occasion de la présentation du Plan national santé mentale (PNSM) 2024–



2028 pour pousser à une prise de conscience politique. Elle reconnaît l'utilité du document, en appréciant notamment le mérite de ses ambitions, de définition des champs d'action et l'état des lieux. „On y a contribué et on le salue“, confirme Dr Robert Wagener, le Secrétaire de la SLPPP. Mais elle tient à attirer l'attention sur des préoccupations urgentes du secteur. La SLPPP constate à regret que les objectifs du PNSM en matière de la pédopsychiatrie reprennent simplement les recommandations déjà présentes dans le rapport du CRP-Santé de 2013. Elle pose la question : « Comment se fait-il que dix ans plus tard /.../ on ait tout juste réussi à transformer des recommandations en objectifs, alors que les besoins deviennent de plus en plus criants ? » La Société met en balance « d'énormes moyens » déployés dans les structures d'accueil de l'Enseignement et de l'Aide à l'enfance pour les rendre plus inclusifs et, en même temps, le risque de « la souffrance et le débordement énormes » qu'engendrent désormais ces structures. Le défi impose de revoir l'approche, affirme l'association. Plutôt que multiplier des diagnostics « qui ne servent plus à soigner, mais à catégoriser », elle propose de « reconnaître les enfants sous leurs multiples facettes », de considérer leurs troubles comme « les accidents » et « les carences de la vie ». Pour y répondre, elle plaide pour les soins psychiatriques et éducatifs assurés par des spécialistes formés. Elle souligne leur complémentarité, rappelant que les souffrances des jeunes sont autant liés aux troubles psychiques qu'aux troubles de compétences. Concernant la psychiatrie adulte, la Société réclame « une mise en œuvre sans délai » de la stratégie de remédiation à la pénurie de services d'urgences, de lits d'hospitalisation et de logements thérapeutiques. Elle exprime son étonnement quant aux démarches ministérielles supposées qui consisteraient en attribution d'agréments de gestion des logements thérapeutiques à des sociétés commerciales, alors

qu'un modèle de prise en charge extrahospitalière, conventionnée, à but non lucratif, est en place depuis cinquante ans. La SLPPP veut que les priorités du Plan soient mises en évidence. Parmi celles-ci la création d'un secteur décentralisé extrahospitalier en pédopsychiatrie ; le renforcement des unités d'hospitalisation infantojuvéniles ; la dotation en personnel ; l'organisation des urgences psychiatriques adultes ainsi que la mise en place d'un master à l'Université de Luxembourg pour pallier la pénurie des médecins. L'association insiste sur l'urgence de leur mise en œuvre. Car « Il est quasi impossible d'orienter les gens, tout est saturé », constate Dr Wagener. La position de la SLPPP est sans ambiguïté: l'action politique concrète et sans autres délais s'avère nécessaire. aia

W I R T S C H A F T

Neurasthénie

Les élections législatives (et la campagne électorale) se joueront dans un contexte de dégradation économique. Deux publications plantent le décor cette semaine. Dans son « Conjoncture Flash », le Statec annonce un possible recul du PIB luxembourgeois au troisième trimestre. La cause ? La dégradation de la confiance des entreprises de mai à juillet, notamment dans l'industrie et la construction, avec des perspectives d'investissement assombries. « Le moral des entreprises luxembourgeoises est actuellement proche des niveaux atteints en pleine crise Covid, alors qu'en zone euro il se situe encore bien au-dessus », écrit l'institut national de la statistique. Le chômage augmente également. Il est passé de 4,7 pour cent mi-2022 à 5,2 pour cent aujourd'hui. La hausse tient pour beaucoup au secteur de la construction. (Le chômage dans le secteur a augmenté d'un tiers en un trimestre.) Le Luxembourg fait presque figure d'exception en zone euro où le chômage

continue de baisser, comme en Italie ou en Espagne. Une nouvelle indexation des salaires prévue par le Statec en septembre opérera une pression supplémentaire sur la rentabilité des entreprises. Dans son « baromètre officiel », la Chambre des métiers délivre un « avis de tempête » après avoir passé en revue la conjoncture au deuxième trimestre : « Il apparaît clairement que l'artisanat, et tout particulièrement le secteur de la construction, connaît une détérioration marquée. Cette dégradation entamée dès le troisième trimestre 2022 ne cesse de s'accroître », lit-on dans la publication. Le nombre de faillites dans la construction artisanale (excluant la promotion, qui jouit toujours d'épaisses marges de rentabilité et dont les artisans entendent bien se détacher) a augmenté de 59 pour cent entre le premier semestre 2022 (31 faillites) et le premier semestre 2023 (49 faillites), est-il souligné. psa

P O L I T I K

„D'EU brauch kee Parlament“

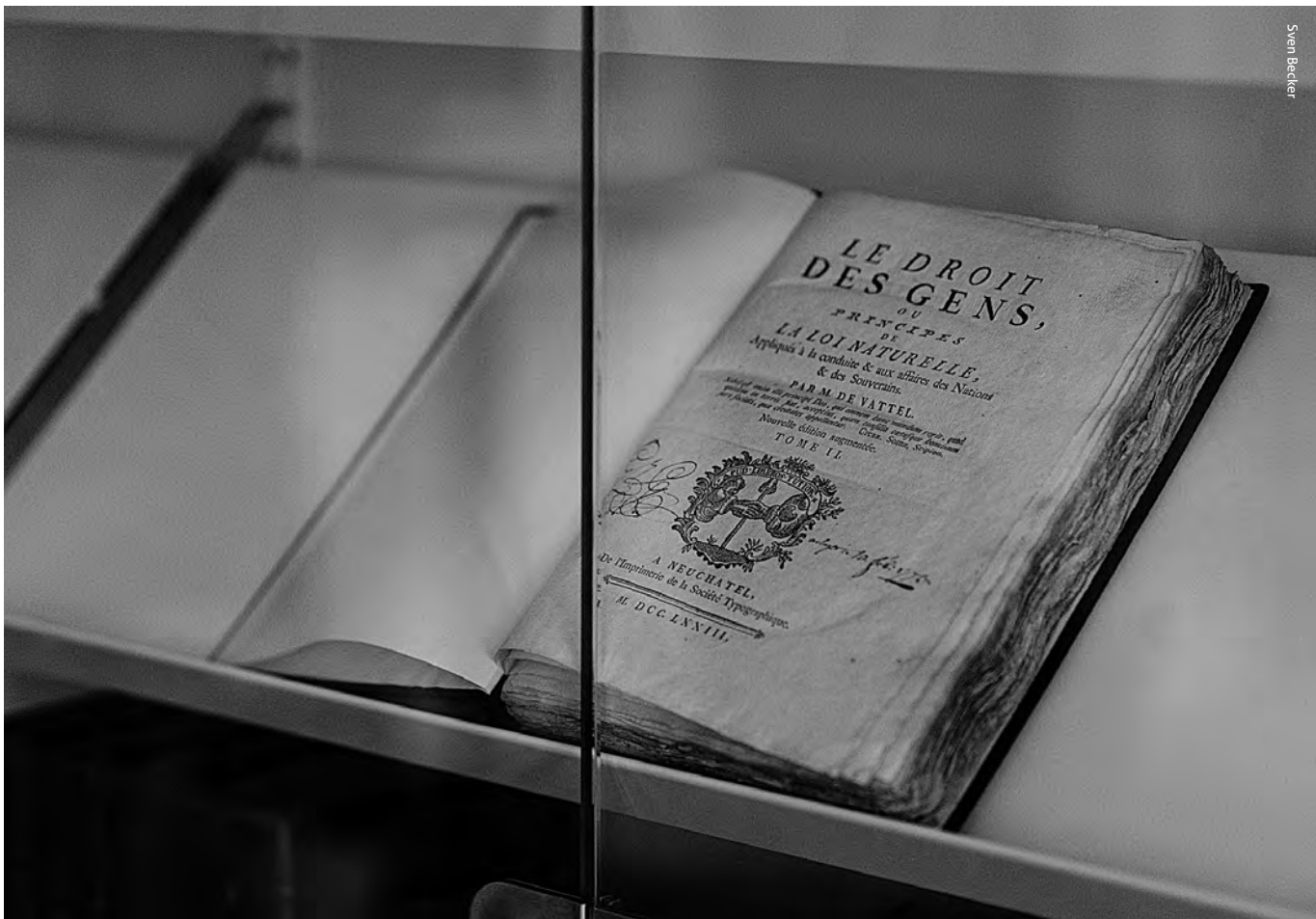
Die Konkurrenz im rechtsradikalen politischen Spektrum führt offenbar zu immer absurderen Wahlforderungen. Roy Redings Partei Liberté-Fräiheet, die ihr Programm für die Nationalwahlen häppchenweise auf *Facebook* präsentiert, forderte gestern die Auflösung der EU zugunsten einer Union von souveränen Staaten, die kein eigenes Parlament mehr benötige. Den freien Waren-, Personen- und Kapitalverkehr will Liberté zwar aufrechterhalten, jedoch unter der Kontrolle der jeweiligen Regierungen und Parlamente. Nicht einmal die ADR hat bislang die Auflösung der EU gefordert, vermutlich weil sie weiß, dass Luxemburg ohne Union kaum noch als eigenständiger Staat weiterbestehen könnte. ll

Blog

Ende einer Prestige-Institution

Stéphanie Majerus

Das Hochschulministerium intervenierte am Max-Planck-Institut wegen Mobblings und Managementproblemen



Emer de Vattel
Le droit des gens ou principes de la loi naturelle appliqués à la conduite et aux affaires des Nations et des Souverains stammt aus dem 18. Jahrhundert

Eigentlich hätte das Max-Planck-Institut (MPI) für International, European and Regulatory Procedural Law noch bis Mitte 2026 bestehen sollen – bis zur Emeritierung der Direktoren. Aber in den vergangenen Monaten gaben beide Direktoren bekannt, dass sie im Herbst neue Posten antreten werden, weshalb die Überführung des MPI in die Universität Luxemburg voraussichtlich zu Beginn des kommenden Jahres abgeschlossen sein wird. Die Direktorin Hélène Ruiz Fabri kehrt zurück nach Paris an die Sorbonne und der Direktor Burkhard Hess hat einen Vertrag mit der Universität Wien unterschrieben. Die *Luxembourg Times* zitiert eine E-Mail von Hess an die Mitarbeiter/innen, der zufolge sich die „Arbeitsatmosphäre in den letzten Jahren“ weiter verschlechtert habe. Hess zeigt sich „besorgt“ über die internen Vorgänge und deren „Impakt auf das Personal“. Im März 2020 ernannte die Max-Planck-Gesellschaft Berglind Fridriks zur Geschäftsführerin, die bereits in zwei Anwaltskanzleien als Leiterin der Personalabteilung fungierte. Sie weist sich über *LinkedIn* als „äußerst effektive Führungskraft“ aus; als Macherin, die dank eines „starken operativen Hintergrund[s]“ Ergebnisse erzielt.“ Laut acht Personen, mit denen die *Luxembourg Times* gesprochen hatte, wurde Berglind Fridriks bald Teil des Missnats am Institut. Dabei war sie angestellt worden, um die Mobbing-Vorwürfe und Managementprobleme dort zu beheben. Nach ihrer Ernennung gingen beim OGBL mehr als 25 Beschwerden ein, unbekannt bleibt allerdings, wieviele auf ihre Person zurückzuföhren sind.

Im März dieses Jahres führte der Erste Regierungsrat Léon Diederich vom Hochschul- und Forschungsministerium gegenüber der Presse erstmals Managementprobleme als Schließungsgrund für das Institut an. Man sei mit der Forschung zufrieden, aber nicht mit der Institutsleitung. Überdies geht aus Stellungnahmen hervor, die Forschungslandschaft habe sich seit der Gründung des MPI auf dem Kirchberg verändert. Unter Minister Claude Meisch (DP) wurde 2019 eine Strategie für Forschung und Innovation veröffentlicht, die festhält, die Regierung wolle die Forschungsanstrengungen neu bündeln. Zu weiterführenden Stellungnahmen ist das Ministerium derzeit nicht bereit; man wolle formale, inhaltliche und finanzielle Details Mitte September bekannt geben. Auf der Homepage der Max-Planck-Gesellschaft mit Sitz in München steht vermerkt, dass die Universität Luxemburg alle Mitarbeiter/innen des MPI sowie laufende Forschungsprojekte übernehme. Da das MPI als nicht-universitäre Einrichtung keine Dokortitel vergibt, promovierte ohnehin ein Großteil der Doktorand/innen des MPI an der Universität.

Der Bibliotheksleiter Jeroen Vervliet erläutert, sein Team sei dabei, „das Ausleihsystem an das Luxembourg Learning Centre der Universität anzugleichen“. Seit ihrem Bestehen hat die MPI-Bibliothek etwa 70 000 Bücher erworben. „Ich schätze den Wert des Bestands auf fünf Millionen Euro“, sagt Vervliet. In ihren Vitrinen hat die Bibliothek einige seltene Bücher ausgestellt (siehe Foto). Viele dieser Bücher gehen auf eine Schenkung des verstorbenen Professors Giuseppe Tarzia zurück. „Im Januar 2024 wird die Universität Luxemburg eine einzigartige Samm-

Völlig im Dunkeln liegt, ob die thematische Ausrichtung des Instituts bestehen bleibt

lung erben“, versichert Vervliet. 25 000 bis 30 000 Bücher werden jährlich ausgeliehen. Zusätzlich werden etwa 55 000 Einträge von Datenbanken mit juristischen Inhalten abgerufen. Ehemalige Mitarbeiter berichten zudem von einer hohen gesellschaftlichen Anerkennung des Instituts, an dem viele Rechtsexperten verkehrten, um sich Vorträge anzuhören oder Bücher zu konsultieren. Dazu trug auch bei, dass das MPI nahe dem Europäischen Gerichtshof gelegen ist.

Unklar ist, was mit der *Max Planck Encyclopedia of International Procedural Law* passiert, wer daran weiterarbeiten wird. Der Rechtswissenschaftler Jochen Zenthöfer bezeichnete sie in einem FAZ-Artikel als „die erfolgreichste Forschungsleistung des Instituts“. Aus internen Kreisen geht hervor, die Universität Heidelberg habe Interesse daran geäußert, ob sie aber ohne Weiteres ein vom luxemburgischen Staat finanziertes Forschungsprojekt übernehmen kann, ist fraglich. Um die zehn Millionen Euro jährlich hat der Luxemburgische Staat ins MPI gesteckt, das es zu 100 Prozent finanziert hat. Völlig im Dunkeln liegt überdies, ob die thematische Ausrichtung des Instituts bestehen bleibt, oder ob eine Neuorientierung vom Ministerium angedacht ist. Geplant bei der Gründung des MPI waren drei Abteilungen. Allerdings etablierten sich nur das Department of Public International Law und das Department of European and Comparative Procedural Law. Die dritte Abteilung für Regulatory Procedural Law entstand nicht. Dabei erhoffte sich die Regierung vermutlich von Letzterem einen praktischen Nutzen, da es den Fokus auf Finanzmärkte legen sollte. *Reporter* spekulierte, die Gründung könnte daran gescheitert sein, dass das Budget bereits ausgereizt war. Gesetzlich darf ein Maximalbeitrag von zwölf Millionen nicht überschritten werden; jährlich beanspruchten die beiden Abteilungen aber um die zehn Millionen Euro.

Einer breiteren Öffentlichkeit wurden die Probleme am MPI im Februar 2020 durch eine *BuzzFeed*-Recherche bekannt: Es herrsche eine Angstkultur am Institut. Vor allem Direktorin Hélène Ruiz Fabri übe Druck auf ihre Mitarbeiter/innen aus. So sei eine ehemalige Mitarbeiterin ohne „nachvollziehbaren Grund zu einer Vertragsauflösung gedrängt worden“. Ein weiterer Mitarbeiter wurde beschimpft, er sei passiv wie ein Beamter, dem es reiche, nur am Arbeitsplatz zu erscheinen. Während des Mitarbeitergesprächs habe sie schließlich die Fassung verloren und „verdammte Scheiße“ gerufen. Andere Mitarbeiter/innen bestätigten, dass bestimmte Personen vor Kolleg/innen gede-

mütigt worden seien. Als die Personalvertretung am Max-Planck-Institut auf dem Kirchberg eine Umfrage unter den Mitarbeiter/innen durchführte, antwortete ein Viertel, psychologischen Druck oder Mobbing erfahren zu haben; das ist deutlich mehr, als von anderen Arbeitsumfeldern bekannt ist. Von ähnlichen Vorfällen wurde in Deutschland berichtet. Am MPI für Astrophysik in Garching hatte eine Professorin einen Nachwuchswissenschaftler beschuldigt, Daten zu fälschen, und behauptet, er sei unfähig, eine wissenschaftliche Arbeit zu schreiben, berichtete der *Spiegel* 2018.

Bereits 2018 kontaktierte ein Mitarbeiter die zuständige Ombudsfrau der Max-Planck-Gesellschaft, Elisabeth Kieven, per Mail. Er beschrieb darin die belastende Arbeitsatmosphäre und sprach von einem „Klima des Terrors“, wie *BuzzFeed* berichtete. Die Ombudsfrau versicherte dem Mitarbeiter, der Fall würde anonym behandelt. Allerdings informierte die Max-Planck-Gesellschaft die Direktorin über die Beschwerden ihre Person betreffend, indem sie den Anfangsbuchstaben des Nachnamens des Mitarbeiters angab – der war danach schnell identifiziert.

Vermutlich hängen die Probleme mit der Leitungsstruktur des MPI zusammen. Die Direktoren haben keine Vorgesetzten, und insbesondere am MPI Luxemburg besaßen sie große Verwaltungsfreiheiten. Die Machtstrukturen verlaufen nach dem Harnack-Prinzip, das festlegt, dass die Institute rund um Spitzenforscher/innen entstehen, die eine weitreichende Entscheidungsfreiheit genießen. Sie wählen ihre Themen und Mitarbeiter/innen selbst, arbeiten unter optimalen Bedingungen und sind nicht zur Lehre verpflichtet. Die Max-Planck-Gesellschaft schreibt auf ihrer Homepage, das Harnack-Prinzip sei Teil des Erfolgsrezeptes der Institute. 1948 ging die Max-Planck-Gesellschaft aus der Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft zur Förderung der Wissenschaften hervor. Heute zählen die mehr als 80 Max-Planck-Institute zu den renommiertesten Forschungseinrichtungen weltweit, an denen jährlich etwa 15 000 Publikationen entstehen. Hinzu kommt, dass die Professoren meist nicht darin geschult sind, Mitarbeiterteams zu leiten und mit Konflikten umzugehen. Die Max-Planck-Gesellschaft gibt an, auf die Vorfälle der letzten Jahre reagiert und ihre Anlaufstelle für Opfer von Mobbing erweitert zu haben.

2012 hatte der damalige Hochschulminister François Biltgen (CSV) mit dem Präsidenten der Max-Planck-Gesellschaft das Gründungsdokument des MPI zur Erforschung europäischen Rechts unterzeichnet. Die Institutsgründung entspreche „der erklärten Absicht der Regierung, Luxemburg zu einem anerkannten Forschungsstandort für europäisches Recht zu machen“, schrieb damals das *Luxemburger Wort*. Nach einer Dekade wird das MPI nun abgewickelt. Es ist es das vierte MPI, das faktisch geschlossen wird. Auf die Nachfrage, ob es das erste Institut ist, dass aufgrund von Managementproblemen geschlossen wird, weicht die Max Planck Gesellschaft in München aus. ●

ZUFALLSGESPRÄCH MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Taux d'effort

„Die Wohnungskrise ist die größte Sorge der Menschen hier im Land“, heißt es im Wahlprogramm der CSV (S. 7). „Le logement pèse lourdement sur le budget des ménages moins aisés“, stimmt das LSAP-Programm zu (S. 24). Die DP bestätigt: „Die im Vergleich zu den Einkommen stärker steigenden Wohnungspreise belasten die Kaufkraft und hemmen die wirtschaftliche Entwicklung“ (S. 16). Déi Gréng sind fassungslos: „Die Ursache[n] für die Entwicklung liegen Jahrzehnte zurück – und wurden von den politischen Verantwortlichen ebenso lang ignoriert“ (S. 75).

Alle Parteien sind sich einig: Es soll etwas gegen die steigenden Wohnungspreise unternommen werden. Keine will wissen, weshalb die politischen Verantwortlichen die Ursachen seit Jahrzehnten ignorieren.

Lohnarbeit ist ein äquivalenter Tausch: Arbeitskraft gegen Erstattung der Lebenshaltungskosten. Über die Lebenshaltungskosten hinaus bekommen die Lohnarbeiterinnen einen Teil ihrer Arbeit nicht bezahlt. Die Käufer ihrer Arbeitskraft behalten ihn als Mehrwert ein. In der Geschäftsbilanz taucht er als Profit auf. Kritiker nennen den Prozess primäre Ausbeutung.

Vermieten ist eine Form der sekundären Ausbeutung. Sekundäre Ausbeutung geschieht nicht durch die Arbeitskraftkäufer. Sondern durch andere besitzende Klassen und Schichten. Beispielsweise Ertragshausbesitzer: vom Baulöwen bis zur Angestellten, die eine kleine Erbschaft in eine Mietwohnung anlegt.

Die sekundäre Ausbeutung hält keinen Mehrwert vom Arbeitsertrag zurück. Sie wartet, bis der Lohn ausgezahlt ist. Dann zehrt sie vom Nettolohn. Sekundäre Ausbeutung ist ein nicht-äquivalenter Tausch: Die Vermieterin zwingt ihre Mieter, mehr als den Wert zu zahlen. Mehr als sie investiert hat.

1907 besuchte der Verein für die Interessen der Frau 90 Vorstadthäuser mit 258 Wohnungen. Er stellte fest: „Der Mietpreis schwankt zwischen 7 und 20 % des Einkommens“ (*Einiges über Wohnungsverhältnisse der ärmeren Arbeiterbevölkerung in Luxemburg*, Luxemburg 1907, S.9).

„Die durchschnittlichen Löhne der ungelernten Arbeiter betragen 3,80 und 4 M[ark] jene der gelernten Arbeiter 4,50 resp. 5 M.“, schrieb am 10. März 1912 ein Escher Leser im *Armen Teufel*.

„Eine Zweizimmerwohnung ohne Zubehör kostet 20 bis 30 M. monatlich.“ Dies entspricht einer durchschnittlichen Kaltmiete von 22 Prozent des Lohns.

2019 mussten die Mieter 37,3 Prozent ihres verfügbaren Einkommens für das Wohnen ausgeben (Observatoire de l’habitat, *Note* 27, S. 5). 34,5 Prozent der Mieterinnen mussten sogar mehr als 40 Prozent ausgeben (S. 7). Binnen eines Jahrhunderts hat sich die Mietbelastungsquote verdoppelt. Taktvoller: „taux d’effort“.

Binnen eines Jahrhunderts hat sich die Mietbelastungsquote verdoppelt

Es gelang den Vermietern, die sekundäre Ausbeutung drastisch zu steigern. Im vergangenen Jahrzehnt konnten die Bauträger ihre jährlichen Profite verachtfachen – primär auf Kosten gering bezahlter Bauarbeiter und sekundär der Wohnungssuchenden (Autorité de la concurrence, *Enquête sectorielle immobilier résidentiel*, S. 10).

In der Konsumgesellschaft nach dem Zweiten Weltkrieg hat die sekundäre Ausbeutung bedeutend zugenommen. Miete ist nur eine ihrer Formen. Eine andere sind Kredite. Wohnungseigentümer mit Hypothekendarlehen mussten 29,5 Prozent fürs Wohnen ausgeben (Observatoire de l’habitat, S. 5). 24 Prozent der verschuldeten Eigentümer mussten mehr als 40 Prozent ihres verfügbaren Einkommens für das Wohnen zahlen (S. 7).

Seit Mitte vergangenen Jahres verdreifachten die Banken ihre Zinsen auf Immobilienkrediten von 1,34 auf 4,42 Prozent (www.bcl.lu, *Statistiques*). 2022 steigerten sie ihre Einnahmen aus der Zinsmarge zwischen Kundeneinlagen und Krediten um 39 Prozent (CSSF, *Communiqué de presse* 23/05).

Mieten oder Hypothekendarlehen belasten 59 Prozent der Haushalte (Observatoire de l’habitat, S. 4). Sie gehören zu den ergiebigsten Formen sekundärer Ausbeutung. Deshalb können die politischen Verantwortlichen seit Jahrzehnten nichts an den Ursachen ändern. ● Romain Hilgert



Eine Maklerin begegnet 2014 einer potenziellen Mieterin

Salut, les cousins !

Bernard Thomas (en collaboration avec Mayara Schmidt-Vieira, Florianópolis)

Le combat pour les *Reschtsëtz* se mène au Brésil

« Le succès du Luxembourg, c'est le succès du CSV ; parce que nous avons façonné une grande partie de l'histoire du pays. Voilà, maintenant j'ai fait campagne... », dit Isabel Wiseler-Lima, ce lundi soir dans un centre administratif, au cœur de Florianópolis. Une quarantaine de Brésilio-Luxembourgeois se sont déplacés pour écouter l'eurodéputée CSV et son époux Claude Wiseler discuter sur les « segredos dos sucessos do Luxemburgo ». Le mari fait le topo usuel sur le *Standort* : chemins courts, multilinguisme, stabilité politique. « Les élections les plus importantes pour nous se déroulent en octobre, sinon nous ne serions pas venus ici en vacances », plaisante son épouse. Drôles de « vacances ». Le couple Wiseler a aligné cinq meetings en quatre jours, visitant les États de Santa Catarina, Paraná et Sao Paulo. Chaque voix compte. Les Wiseler poussent la campagne jusque dans le petit bled bananier de Luis Alves. Le Brésil compterait 26 743 Luxembourgeois, à en croire le Registre national des personnes physiques. Lors de la conférence à Florianópolis, la consule honoraire Karen Francesca Schwinden prend la parole pour expliquer qu'à un moment de voter, « nous devrions tenir compte des candidats qui se sont donné la peine de venir jusqu'ici ».

Frank Engel était passé peu avant. Pendant cinq jours, le chef du micro-parti Fokus a aligné les rencontres avec les officiels du Paraná et de Santa Catarina, les deux États du Sud brésilien qui concentrent le plus de néo-Luxembourgeois. Ses interlocuteurs, raconte Engel au *Land*, auraient surtout été intéressés par du concret, comme des partenariats économiques, sportifs ou universitaires. « Ils se demandent : Wat hu mir vun der Staatsbierschaft ? Wat heescht dat konkret ? » Dans son programme électoral, Fokus propose de réserver « deux ou trois » sièges à la Chambre aux Luxembourgeois de l'étranger. L'élection de ces députés (Engel parle désormais de quatre) devrait se faire sur une liste dédiée avec des candidatures individuelles. La logique ethnique du recouvrement ne lui pose-t-elle pas problème ? Il pourrait certes comprendre que devenir Luxembourgeois « parce que l'arrière-grand-père avait un berger luxembourgeois » puisse déranger, répond Engel. Mais ce serait oublier que les néo-Luxembourgeois ont dépensé beaucoup « d'effort et d'argent » pour reconstituer leur « particularité ».

La brèche a été ouverte par la loi sur la nationalité de 2008. Elle permet aux lointains descendants de « recouvrer » la nationalité, à condition de dégotter un(e) arrière-arrière-grand-père/mère qui avait été Luxembourgeois(e) en 1900. Au moment du vote, cette « disposition transitoire particulière », prévue pour une durée de dix ans, passa inaperçue. Ce fut Luc Frieden qui avait déposé la loi comme ministre de la Justice. « Autant que je me souviens », relate-il cette semaine au *Land*, le recouvrement aurait répondu au souhait « fir och erëm Lëtzebuurger ze ginn » qu'auraient exprimé des Belges de la Province du Luxembourg, dont les ancêtres avaient été luxembourgeois. Le remède contre la douleur fantôme des « démembrements » a produit des effets secondaires inattendus. Dans le *Tageblatt*, le chercheur Denis Scuto a récemment pointé « l'ironie de l'histoire » : « Cette mesure à arrièrepensée romantique, voire ethnique, (...) a ouvert la porte à une seconde nationalité opportuniste, dite stratégique, une 'Premium Citizenship', à l'heure de la mondialisation et des grandes inégalités entre les continents. »

Avec désormais quelque 130 000 « Auslands-luxemburger », le « recouvrement 1900 » fait peser une hypothèque sur le processus électoral. (Pour rappel : la circonscription Centre n'a compté que 73 000 électeurs aux dernières législatives.) En 2018, le rush n'avait pas eu lieu. Au total, 1 078 votes par correspondance avaient alors atterri dans le Cercle Cité, bureau où, par défaut, votent les néo-Luxembourgeois qui n'ont jamais résidé au Grand-Duché. Mais ces bulletins incluaient également ceux d'anciens *Stater* : étudiants, expatriés ou nouveaux frontaliers. Les électeurs néo-luxembourgeois ne devaient donc pas dépasser quelques centaines, tout au plus.

Pour le scrutin de 2023, le délai d'inscription court jusqu'à mercredi prochain. Les Pirates estimaient que, cette fois-ci, entre 2 000 et 3 000 néo-Luxembourgeois pourraient participer. « Pas 10 000, mais pas quelques centaines non plus », dit le député Sven Clement. Une déci-

sion administrative vient de diviser par deux le nombre d'électeurs potentiels. Au-début du mois, les votants par correspondance à l'étranger ont reçu une lettre du ministère d'État les informant qu'ils devaient annexer à leur demande une copie simple de leur « carte d'identité ou passeport luxembourgeois ». Or seulement la moitié des néo-luxembourgeois Brésiliens disposent de ces documents. Ils pensaient pouvoir voter avec leurs papiers d'identité de la République fédérative du Brésil.

Sven Clement voit ses futurs sièges en danger. Face au *Contacto*, il fustige « une manœuvre politique pour empêcher les électeurs d'exercer leur droit constitutionnel de vote ». « Mir wëssen, wéi knapp Reschtsëtz ausfalen... », dit-il au *Land*. « Cela peut se décider à moins de 200 voix. Si deux à trois cents électeurs étaient exclus (et encore c'est une estimation très basse), une décision administrative aurait fini par influencer les élections. » Il dit avoir parlé à des concernés qui seraient prêts à « clarifier » la question devant les tribunaux. Il rappelle que la Ville de Luxembourg dispose déjà de la preuve de la citoyenneté, puisque c'est elle qui délivre les certificats de nationalité. Quant à la loi électorale, elle stipule simplement qu'un électeur domicilié à l'étranger doit présenter une copie de « sa carte d'identité ou de son passeport en cours de validité », sans préciser si ces pièces doivent être luxembourgeoises ou non.

Une semaine avant de s'envoler pour le Brésil, Claude Wiseler assistait au « Luxembourg Fest » à Belgium, Wisconsin, célèbre pour son « World's Largest Träipen Eating Contest ». Sans surprise, il y a croisé Sven Clement, mais également son camarade de parti Michel Wolter. Pendant treize jours, le député-maire de Käerjeng organisait un voyage à travers le Midwest américain, qu'il documentait amplement sur Facebook sous le titre « Mich goes to America ». Une sorte de pèlerinage généalogique à la recherche des lointains cousins de New Ulm et de New Trier. « Hei leien bestëmmt esou vill Lëtzebuurger wéi um Kierfecht zu Käerjeng », médite « Mich », en parcourant un énième cimetière. Wolter est surtout fier d'être reconnu comme « brewery-mayor » dans certains patelins américains : « D'Bofferdings-Brauerei an hire Béier sinn eng Institution ». Tant de camaraderie amène le politicien CSV à s'imaginer une communauté idéale : « Iwwerhaapt war dat Lëtzebuerg, wat d'Lëtzebuurger aus Amerika verkierperen, méi Lëtzebuergesch wéi Lëtzebuerg selwer. Oder esou. »

La diaspora au Brésil serait plus concentrée et mieux structurée que celle des États-Unis, estimait Claude Wiseler ce lundi à son arrivée à Florianópolis. Paradoxalement, cela est dû au fait que l'émigration vers le Brésil au XIX^e siècle était un gigantesque fiasco. Quelques 2 500 Luxembourgeois (soit 1,8 pour cent de la population) avaient tenté de gagner le Brésil en 1828. Les deux-tiers revenaient bredouilles, endettés jusqu'au cou et couverts de ridicule. Arnaqués par des agents de voyage, ces « Brasilienfahrer » n'étaient même pas parvenus à embarquer, se retrouvant coincés à Brême. Quelques rares heureux réussirent la traversée. Ce qui explique que les néo-Luxembourgeois du Brésil partagent souvent la même ascendance familiale ; des milliers de cousins lointains. Né en 1808 à Oberfeulen et mort à Rio Negro en 1877, Nicolas Bley compterait aujourd'hui 15 000 descendants, se racontent les Brésiliens luxembourgeois. En 1979, l'Urvater a eu droit à une monographie intitulée *Genealogia da Família Bley*, qui vient d'être réédité en 2023. Elle aurait « servi de base à l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise par de nombreux descendants », note le journal *Bem Paraná*.

Créée en 2019, l'Association des citoyens luxembourgeois du Brésil (ACLux) est un hybride entre Rotary club, groupe de lobbying, plateforme politique et ambassade officieuse. La région où se concentrent les néo-Luxembourgeois est très blanche, très aisée et très à droite. Aux dernières élections, Jair Bolsonaro a engrangé 62 pour cent dans le Paraná et 69 pour cent à Santa Catarina. Regroupant principalement des avocats, médecins, architectes et fonctionnaires, ACLux est représentative de cette classe supérieure, pour laquelle un passeport européen est autant un signe de distinction qu'une assurance. L'association est bien connectée avec l'élite politique. L'Assemblée législative du Paraná compte ainsi deux députés de nationalité luxembourgeoise. À Brasilia, ACLux tente de convaincre le gouvernement fédéral d'ouvrir une ambassade au Grand-Duché, prenant appui sur le sénateur Esperidião Amin, un poids-lourd politique originaire de Santa Catarina.

Mais l'ACLux exerce également une pression sur le milieu politique luxembourgeois. Le 1^{er} avril, l'association a eu son heure gloire. En pleine campagne des communales, elle réussit à faire venir à Florianópolis les représentants de cinq partis politiques pour un grand meeting électoral. Ceux-ci avaient longtemps hésité, proposant de passer par une conférence zoom. L'ACLux insista. Les partis se concertèrent entre eux, et finirent par suivre l'invitation. Ils étaient surtout poussés par la peur de se faire devancer par les Pirates. (Deux partis

« *Le succès du Luxembourg, c'est le succès du CSV ; parce que nous avons façonné une grande partie de l'histoire du pays.* »

Isabel Wiseler-Lima, ce lundi, lors d'un meeting à Florianópolis

ne furent pas du voyage : Le DP par principe écolo-gique, Déi Lénk par manque de moyens.) Une fois à Florianópolis, les invités luxembourgeois se sentaient rapidement limités au rôle de figurants dans un spectacle dominé par Sven Clement.

Le député pirate débarqua en terrain conquis. Ce fut sa troisième visite dans l'État de Santa Catarina. Il avait été le premier à découvrir ce gisement de voix et à l'intégrer dans sa stratégie électorale. En mars 2021, Clement déposa une proposition de loi pour prolonger jusqu'en 2030 la disposition du recouvrement. (Celle-ci a officiellement pris fin en 2018, mais les candidats auront jusqu'à fin 2025 pour compléter leur dossier et se présenter au Biergercenter.) Encensant les « héréditaires de la culture luxembourgeoise » et « le lien qui les unit avec la terre de leurs ancêtres, leur terre », la proposition de loi pirate prenait par endroits une coloration *völkisch*. Seuls les députés ADR se laissèrent convaincre par cette logique, y reconnaissant une application conséquente du « ius sanguinis ».

Sur leurs listes, les Pirates présentent l'ex-vice-présidente de l'ACLux, Roberta Züge. En amont du colloque d'avril, ce fut elle qui s'occupait des préparatifs au nom de l'association luxobrésilienne : « Je parlais avec tous les partis et je m'occupais du groupe Facebook », raconte la lointaine descendante de Nicolas Bley (« l'arrière-arrière-grand-père de ma mère »), installée depuis trois ans au Grand-Duché. Il y a quelques mois encore, elle passait pour une arbitre neutre. À la mi-juillet, elle afficha les couleurs des Pirates. Le comité de l'ACLux aurait été « surpris », dit-elle : « Il y a des gens qui disent que ce n'est pas bien pour l'association ». Elle assure avoir démissionné du comité de l'association et ne plus participer aux

réunions, même si elle figure toujours comme « directrice de la communication » sur le site web d'ACLux. Züge parle d'une « décision très difficile ». Elle y aurait réfléchi pendant deux semaines et se serait seulement décidée le jour précédant la présentation des listes. Züge se décrit comme « très au centre », elle ne serait « ni pro-Bolsonaro ni pro-Lula ». Elle voit dans les Pirates une organisation « jeune et ouverte », contrairement aux grands partis dans lesquels on ne pourrait « pas toucher aux questions ».

Le 8 octobre sera son 51^e anniversaire. Si elle était élue à la Chambre, elle y ferait entrer d'autres expériences : « La plupart des députés sont nés ici. Ils ne connaissent pas vraiment les problèmes d'intégration, alors que ça, moi je les connais ». Züge se réfère à son propre parcours et à ses difficultés pour faire homologuer son diplôme de vétérinaire : « J'ai seulement eu mon autorisation après quinze mois. Je crois que c'était de la discrimination ». Au Brésil, Züge travaillait dans la filière laitière, s'occupant de la certification officielle et du contrôle sanitaire. Au Luxembourg, elle ne disposerait « pas de vrai réseau », même si elle aurait déjà établi des contacts avec Luxlait et Fair Mël-lech. Depuis mars, les Pirates emploient également l'ancienne « social media manager » d'ACLux, Danielly Kaufmann. La Luxo-Brésilienne réalise actuellement un documentaire sur les deux députés pirates et leur staff : « But I never became a member of the party, I'm a contracted artist with this challenge of creating on demand », précise-t-elle. Un film à la gloire de Sven Clement ? « Non, elle a carte blanche », assure celui-ci.

Sur les quelque 18 000 néo-Luxembourgeois brésiliens en âge de voter, combien ont effectivement l'intention de voter ? Le fondateur de LuxCitizenship, Daniel Atz, qui offre des services administratifs et généalogiques aux candidats au recouvrement, vient de publier une « survey » sur la question. 634 Brésiliens luxembourgeois ont rempli le questionnaire, dont un quart environ dit vouloir voter. Or, l'enquête présente un fort biais statistique : Il a surtout circulé sur les réseaux sociaux, partagé et promu par les associations néo-luxembourgeoises. Or, il reste que, début avril, pas moins de 460 personnes s'étaient déplacées au « Teatro Governador Pedro Ivo » de Florianópolis pour écouter les exposés des politiciens luxembourgeois. Et ceci huit heures durant. Durant les interludes, des enfants en *Dirndl* et *Lederhosen* dansaient le *Schuhplattler* en honneur des invités luxembourgeois, stupéfaits par tant d'hybridation culturelle. ●



Politiciens luxembourgeois au meeting électoral à Florianópolis, début avril

Pferd bleibt Pferd, Spatz bleibt Spatz

Luc Laboulle

„Zäit fir een neien Ufank“ lautet der Titel des CSV-Wahlprogramms. Neu ist aber weder ihr Personal noch ihre Politik

Regierung „Blau-Rot-Grün hat ausgedient. Sie liefern keine Ergebnisse. Sie bringen Stillstand. Deshalb wollen wir den Wechsel. Wir wollen eine neue Politik. Wir wollen eine andere Politik. Für ein modernes Luxemburg. Für die Menschen. Für den Zusammenhalt. Die CSV steht für Mut und Neuanfang. Wir sind bereit für Regierungsverantwortung“, schreibt die CSV in der Einleitung zu ihrem Wahlprogramm und verspricht „mehr Lebensqualität“. Einen personellen Neuanfang hat die Partei in den vergangenen Jahren gewagt. Erst mit Frank Engel als Parteipräsident, doch der war der Fraktion zu forsch, deshalb hat sie ihn verjagt. Dann übernahm Claude Wiseler den Parteivorsitz und umgab sich mit jüngeren Menschen. Als Spitzenkandidaten holte er jedoch Luc Frieden zurück, der seine zehn Prioritäten für die Nationalwahlen am 8. Oktober bereits mehrmals vorgestellt hat. Seit vergangener Woche liegt das komplette Programm vor.

Bereit für Regierungsverantwortung war die CSV schon immer. 2013 mussten Jean-Claude Juncker und Luc Frieden sie abgeben; wegen des Geheimdienstskandals und weil die Luxemburger/innen genug hatten vom CSV-Staat. Claude Wiseler wollte sie 2018 zurückerobern, doch sein „Plang fir Lëtzebuerg“ konnte die Wähler/innen nicht überzeugen.

Das diesjährige Wahlprogramm heißt „Zäit fir een neien Ufank“ und soll die Erzählung, die die CSV für ihre Rückkehr in die Regierung entworfen hat, mit Inhalten füllen. Ein Neuanfang ist es in erster Linie für ihren Spitzenkandidaten, der nach seinem Rückzug aus der Politik 2014 und seinem Stillestand in der Bankenindustrie sein politisches Comeback plant. Tatsächlich dürfte das Versprechen eines „Neuanfangs“ eher ein Zurück zu traditionellen Verhältnissen werden – wenn das Wahlergebnis es erlaubt: Eine Koalition mit der DP oder der LSAP, mit denen die CSV abwechselnd rund 70 Jahre lang fast ununterbrochen regiert hatte.

Wagt die CSV programmatisch einen Neuanfang? Eigentlich nicht. Ihr Konzept ist altbekannt: Mit niedrigen Steuern für Reiche und Unternehmen das Wachstum ankurbeln, und hoffen, dass dabei genug für den Staat abfällt, damit er neue Straßen und Schulen bauen, Schulden decken und das Sozialsystem finanzieren kann. „Trickle Down“ oder „Horse and Sparrow“ wird diese Theorie genannt.

Um wettbewerbsfähig zu bleiben, will die CSV die Unternehmenssteuern weiter senken, sie an das Niveau der EU-Länder in direkter Konkurrenz mit Luxemburg und den OECD-Durchschnitt angleichen. In Luxemburg liegt der Betriebssteuersatz derzeit bei 24,9 Prozent (Körperschaftsteuer inklusive Gewerbesteuer in der Stadt Luxemburg); niedriger als in den Nachbarländern und in den Niederlanden, doch höher als in Irland, Skandinavien sowie den baltischen und vielen osteuropäischen Staaten. In den vergangenen Jahrzehnten wurde ein wahres Dumping praktiziert, an dem auch Luxemburg sich beteiligt hat. Tatsächlich liegt der nominelle Unternehmenssteuersatz in Luxemburg schon jetzt nur knapp über dem OECD-Durchschnitt von 23,1 Prozent. Wegen bereits bestehenden Steuervergünstigungen und Steuerschlupflöchern (Schachtelprivilegien), zahlen viele Unternehmen in Wirklichkeit jedoch kaum Steuern.

2018 versprach Claude Wiseler „qualitatives Wachstum“ ohne genau zu wissen, was er damit meinte. Sein Nachfolger spricht nun von „nachhaltigem und inklusivem“ Wachstum. Auch Luc Frieden weiß nicht genau, was das bedeuten soll

Durch „regelmäßige Anpassungen der Gesetzgebung“ soll der „Finanzplatz mit seinen vielfältigen Aktivitäten“ weiter ausgebaut werden. Mit „regelmäßigen Anpassungen“ meint die CSV weitere Steuervorteile für private und institutionelle Investoren und Spekulanten, insbesondere wenn sie in ESG-Produkte investieren (*Environmental, Social und Governance*).

Volkspartei Da die CSV den Anspruch hat, eine Volkspartei zu sein, und damit Gewerkschaften, Menschenrechtsorganisationen und Sozialverbände nicht den Aufstand proben, verspricht sie in ihrem Wahlprogramm selbstverständlich allen Bürger/innen finanzielle Vorteile, ob jung oder alt, arm oder reich, und natürlich denen aus der Mittelschicht. Familien will sie „wieder zur politischen Priorität machen“, vor allem sie sollen weiterhin weniger Steuern zahlen. „Méi Netto vum Brutto“ durch die Anpassung der Steuertabelle an die Inflation, fordern die Fraktionsvorsitzenden Martine Hansen und Gilles Roth seit Monaten. „Die CSV wird die Steuerwende herbeiführen“, verspricht sie selbstbewusst in ihrem Wahlprogramm.



Neu sind bei der CSV vor allem die Slogans und Hashtags, hier beim Konvent am 8. Juli

Die Abschaffung der Steuerklassen, wie DP, LSAP und Grüne sie wollen, lehnt die CSV aber vorerst ab. Mittelfristig schließt sie eine Debatte darüber jedoch nicht aus. Bis dahin will sie Kosmetik betreiben. Und um die Wahlen diesmal tatsächlich zu gewinnen, will sie großzügiger sein als 2018. Damals wollte Wiseler in seinem Plang den Eingangssteuersatz von 11 265 auf 12 000 Euro besteuertes Jahreseinkommen erhöhen. Frieden setzt nun noch eins drauf: Er will den Eingangssteuersatz auf 15 000 Euro erhöhen und zusätzlich die (unteren und mittleren) Steuertranchen von 1 800 beziehungsweise 1 900 auf 2 500 Euro erweitern. Diese Maßnahmen würden vor allem für die Steuerklassen 1 und 1a leichte Verbesserungen bringen, allerdings nicht in dem Maße, wie sie mit deren Abschaffung einhergingen. Alleinstehende und Geschiedene oder Verwitwete würden noch immer mehr als doppelt so viele Steuern zahlen wie Verheiratete oder Gepacste. Die Übergangszeit von der Steuerklasse 2 in die Klasse 1a will die CSV von drei auf sechs Jahre erhöhen, damit Verwitwete und Alleinerziehende, die geschieden wurden, etwas länger Zeit haben, sich einen neuen Partner zu suchen, der ihnen den Verbleib in der Steuerklasse 2 ermöglicht. Damit sich das Kinderkriegen lohnt, will die CSV einen jährlichen Steuerabschlag von 1 000 Euro pro Kind im Alter bis elf Jahre und von 2 000 Euro pro Kind im Alter von zwölf bis 18 Jahre beschließen.

Für die hohen Gehälter ab 45 000 Euro hätten die von der CSV angekündigten Maßnahmen kaum Konsequenzen. Den vergleichsweise günstigen Spitzensteuersatz von 42 auf 43 Prozent geringfügig erhöhen will sie erst ab einem Jahreseinkommen von 500 000 Euro, das sei „maßvoll und sozial gerecht“, heißt es im Programm; eine vorteilhafte Besteuerung von Reichen sei notwendig, um hochqualifizierte Talente anzuziehen, die künftig noch stärker von der teilweise steuerbefreiten *prime participative* profitieren sollen, die der frühere DP-Finanzminister Pierre Gramegna vor zwei Jahren als Kompensation für die Abschaffung der umstrittenen Stock Options eingeführt hatte. Dazu gehört auch, dass die CSV gegen eine Erbschaftsteuer in direkter Linie und eine Vermögenssteuer ist.

Das Wirtschaftswachstum, das durch diese Steuersenkungen entstehen soll, benötigt ein hohes Maß an Fachkräften und Talenten. Überhaupt ist die Politik der CSV sehr personalintensiv. Vor allem beim Staat sollen in vielen Bereichen zusätzliche Bedienstete rekrutiert werden: Polizist/innen, Richter/innen und Magistrat/innen, Lehrer/innen und Erzieher/innen. Das damit einhergehende Bevölkerungswachstum ist auch sehr platzintensiv, was zu Lasten des Wohnungsmarkts, der Mobilität und des Umweltschutzes geht. Um all die Menschen zu logieren, will – ja muss – die CSV „schneller“ und „einfacher“ zusätzliche Wohnungen bauen. Dafür will sie Steueranreize für Investoren schaffen, die Genehmigungsfristen verkürzen („20 Prozent mütter Bürokratie“) und das Naturschutzgesetz überarbeiten: Die Naturschutz-Kompetenzen des Umweltministeriums will sie „auf die Grünzone“ beschränken, innerhalb des bestehenden Bauperimeters keine

Kompensationen mehr vorsehen und die Reform des Denkmalschutzgesetzes der grünen Kulturministerin Sam Tanson wieder (teilweise) rückgängig machen. Die Einschränkung von Flächenversiegelung „in manchen Gemeinden“ will die CSV nicht unterstützen.

Schon 2018 versprach Claude Wiseler in seinem *Plang* „qualitatives Wachstum“, ohne genau zu wissen, was er damit meinte. Sein Nachfolger spricht nun von „nachhaltigem und inklusivem“ Wachstum (das Substantiv Nachhaltigkeit und das Adjektiv nachhaltig kommen insgesamt 48 Mal auf den 111 Seiten vor): „ein Wachstum von Wohlstand und Wohlbefinden, mit Augenmaß, wirtschaftlich und demographisch“. Auch Luc Frieden weiß nicht genau, was das bedeuten soll. Das hat zur Folge, dass die CSV in ihrem Wahlprogramm auf Worthülsen zurückgreifen muss, wenn es um wachstumsverwandte Themen geht. Im Kapitel über Landesplanung heißt es beispielsweise: „Wir wollen eine Landesplanung des gesunden Menschenverstandes, eine Landesplanung, die der Wirklichkeit Rechnung trägt, eine Landesplanung, die unser Land fit für die Zukunft macht.“ In dem ganzen Abschnitt findet sich kaum ein konkreter Vorschlag – außer dem, dass man wieder an das IVL-Konzept anknüpfen möchte, das der damalige CSV-Innenminister Michel Wolter vor rund 20 Jahren auf den Weg gebracht hatte. Und dass das räumliche Wachstum sich vor allem auf die sogenannte Nord-Süd-Achse (Nordstad-Alzettetal-Luxemburg-Esch/Alzette) konzentrieren soll. In der Mobilität will die CSV alle Verkehrsteilnehmer/innen zufriedenstellen: Größere und pünktlichere Züge und Busse, Ausbau der Tram, breitere Autobahnen und neue Umgehungsstraßen, bessere Radwege – nur an die Fußgänger hat sie nicht gedacht.

Dreieck Im Zentrum des CSV-Programms steht das „Nachhaltigkeits-Dreieck“, in dem sich „Wirtschaft, Umwelt und Soziales im Gleichgewicht“ halten. Ein gleichseitiges Dreieck ist es nicht, sondern ein unregelmäßiges, bei dem die Wirtschaft die längste Seite stellt, vor dem Sozialen und schließlich der Umwelt. Umweltauflagen werden in allen Bereichen der Wirtschaft geopfert, sei es im Wohnungs- und Straßenbau, in Wirtschaft und Industrie und vor allem in der Landwirtschaft. Beim Natur- und Wasserschutz oder dem Erhalt der Artenvielfalt bleibt das CSV-Programm größtenteils bei inhaltsleeren Bekenntnissen. Gleiches gilt für den Klimaschutz, der ebenfalls der Wirtschaft und der Landwirtschaft untergeordnet werden soll. 2018 waren die Ausführungen zum Klimaschutz noch konsequenter. Der „schnellstmögliche“ Atomausstieg wurde inzwischen aus dem Wahlprogramm gestrichen; seit Beginn des Ukraine-Kriegs hat die Position der CSV sich in dieser Angelegenheit bekanntlich geändert. Das Thema Tanktourismus wird nach wie vor geflissentlich ignoriert. Stattdessen kommt dem Wasserstoff nun eine „besondere Bedeutung“ zu: Wasserstoff-Tankstellen will die CSV auf den Autobahnen und Landstraßen mit starkem Lastwagen- und Berufsverkehr bauen.

Die Themen Arbeit und Soziales nehmen im Wahlprogramm der CSV vergleichsweise viel Platz ein. Das lässt darauf schließen, dass der Gewerkschaftsflügel um Marc Spautz und Paul Galles noch einen gewissen Einfluss in der Partei hat. Das Bekenntnis zum Sozialdialog ist eindeutig; auch das zum Index – solange die Betriebe nur eine Tranche pro Jahr ausbezahlen müssen. Arbeitszeitverkürzungen sollen nicht gesetzlich, sondern in den Betrieben beschlossen werden. Insgesamt fehlt es aber auch hier an realen Lösungsvorschlägen, viele Formulierungen bleiben vage und beschränken sich auf die Absicht, nationale Aktionspläne oder Strategien in die Wege zu leiten. „Zero Poverty“ wird als politisches Ziel ausgewiesen, wie es konkret erreicht werden soll, verrät die CSV jedoch nicht.

Gesellschaftspolitisch ist ihr Programm auf die Familie ausgerichtet, die auch „bunt“ sein kann. Bezeichnungen wie LGBT(IQ+), Trans und queer kommen zwar im Wahlprogramm nicht vor, dafür hat die CSV aber „nichtbinäre Geschlechtsidentitäten“ entdeckt, denen sie eine stärkere Akzeptanz und Chancengleichheit gewähren will. Die „Modalitäten bei Geschlechtsumwandlungen“ möchte sie „evaluieren und gegebenenfalls anpassen“. Ob die CSV demnach eine dritte Geschlechtsoption einführen und Zwangsoperationen von Intersex-Kindern verbieten will, geht aus ihrem Wahlprogramm nicht hervor. Techniken zur medizinisch unterstützten Fortpflanzung will sie auch für „alleinstehende Frauen“ öffnen, die Leihmutterchaft will sie hingegen verbieten.

Wehrhaft Für Eltern mit Kindern im Grundschulalter will sie ein Anrecht auf vier wöchentliche Eltern-Stunden ohne Lohnausgleich einführen. Wenn sie ihre Kinder bis zur Schulpflicht zu Hause erziehen, sollen sie doppeltes Kindergeld erhalten; die „Babyjahre“ will sie von 24 auf 96 Monate erhöhen. Diese Ankündigungen hatten DP-Premierminister Xavier Bettel schon Anfang Juni zu der Kritik verleitet, die CSV wolle die Frauen wieder dazu ermutigen, zu Hause zu bleiben, sich um die Kinder zu kümmern.

Damit die CSV-Politik aufgeht, braucht es einen „wehrhaften Rechtsstaat“, wie es im Wahlprogramm heißt. Mit Überwachen und Strafen will sie die bürgerliche Gesellschaft vor der Bedrohung durch Arme, vor gesellschaftlichem Widerstand und moralischem Verfall beschützen: Mehr Polizist/innen, eine „Gemeinde-Police“, sie mit Tasern ausstatten, Bodycams effektiver einsetzen, Videoüberwachung ausweiten, die repressive Drogenpolitik verschärfen, den Platzverweis ausdehnen, die *comparution immédiate* einführen. Das konstitutionelle Versammlungsrecht will sie mit einem Demonstrationsgesetz einschränken und ein Vermummungsverbot einführen. An den EU-Außengrenzen will sie einen verstärkten Grenzschutz, der „entschlossen gegen illegale Migration vorgeht“. Das Dublin-III-System müsse „solidarisch“ reformiert und Frontex gestärkt werden, um das „unmenschliche Geschäft der Schleuser“ besser zu bekämpfen. ●

ROUMANIE

Un grand appétit pour les armes « made in USA »

Mirel Bran, Bucarest

Adieu la France, bonjour les États-Unis ! C'est ainsi que la Roumanie pourrait résumer sa nouvelle stratégie en matière d'achats militaires



Un char M1A2 Abrams lors d'un exercice militaire en mai en Pologne

Le 8 août, le gouvernement roumain a annulé l'achat de quatre corvettes Gowind 2 500 à la société française Naval Group. Cela marque la fin d'une saga débutée en 2018, lorsque la Roumanie a lancé un appel d'offres pour l'acquisition de corvettes destinées aux Forces Navales Roumaines (FNR). En 2019, Naval Group a remporté une victoire surprenante face au groupe néerlandais Damen, obtenant un contrat de 1,2 milliard d'euros pour l'achat des quatre corvettes Gowind 2 500, équipées par la multinationale européenne MBDA.

L'achat des corvettes françaises visait à équilibrer les investissements militaires en Roumanie entre la France et les États-Unis, ces derniers proposant des contrats alléchants. Cependant, les relations entre la Roumanie et Naval Group ont été

tumultueuses. Le groupe néerlandais Damen a contesté le choix de la Roumanie devant les tribunaux. Une fois les recours judiciaires épuisés, les négociations avec Naval Group ont stagné, en raison de désaccords entre le groupe français et son partenaire roumain sur les responsabilités à partager dans le contrat. En juin 2022, une lettre d'intention signée par la France a apporté un regain d'espoir, mais le ministre roumain de la Défense, Angel Tilvar, a mis fin à toute négociation le 8 août.

Malgré les pressions de Damen, qui espérait récupérer le contrat, le gouvernement roumain a tranché rapidement. « Le programme de corvettes multifonctions sera annulé faute de fonds pour déclarer le second opérateur vainqueur », a précisé le ministère de la Défense.

Damen, lui aussi, quitte la scène. La Roumanie se tournera-t-elle de nouveau vers les États-Unis pour son équipement militaire ? Depuis 2021, l'administration américaine a autorisé la Roumanie de signer des contrats militaires sans avance financière.

La guerre en Ukraine voisine, déclenchée par la Russie, a poussé la Roumanie à moderniser rapidement son armée sous-équipée. La flotte navale en mer Noire, vulnérable avec des équipements obsolètes, est une priorité pour Bucarest. À quelques centaines de kilomètres d'une zone de conflit, la Roumanie multiplie les acquisitions et renforce son industrie militaire. « Nous faisons face à une guerre de longue durée, a déclaré Mircea Geoana, ancien ministre roumain des Affaires étrangères et secrétaire adjoint de l'Otan

L'influence des États-Unis ne se limite pas aux équipements militaires, elle touche également le secteur énergétique

quant les systèmes d'artillerie Himars, a signé un partenariat avec l'Université technique de Cluj, réputée pour être la Silicon Valley de l'Europe de l'Est. La Roumanie investit également dans les systèmes de défense aérienne Patriot de l'US Army pour 3,7 milliards d'euros et dans l'achat de 54 chars M1A2 Abrams pour un milliard d'euros. Enfin, le 11 août le gouvernement de Bucarest a demandé au parlement le feu vert pour l'achat de 32 avions de chasse américains F-35 pour un montant de six milliards d'euros.

L'influence des États-Unis ne se limite pas aux équipements militaires, elle touche également le secteur énergétique. La Roumanie compte devenir à terme un exportateur d'énergie dans l'Union européenne (UE), d'autant que son partenariat avec les États-Unis lui a permis de localiser des gisements de gaz dans la mer Noire. En 2021, un contrat a été signé pour déployer la technologie des petits réacteurs modulaires (PRM) de la société américaine NuScale dans l'Union européenne. Cette innovation révolutionnaire dans le secteur de l'énergie nucléaire est déjà en test en Roumanie et devrait être déployée dans l'UE d'ici 2028.

Avec la signature de cet accord la Roumanie espère devenir un centre de diffusion des nouvelles technologies PRM dans l'UE et un centre de formation du personnel. « Ce projet permettra de former une nouvelle génération d'ingénieurs qui bénéficieront de l'innovation révolutionnaire de la technologie PRM de NuScale », a déclaré Cosmin Ghita, PDG de la société roumaine Nuclearelectrica. En prime, Washington investit trois milliards de dollars dans la construction de deux nouvelles centrales nucléaires à Cernavoda, ville du sud-est de la Roumanie. L'Oncle Sam renforce son empreinte militaire et énergétique dans un pays où le penchant pro-américain dicte la politique d'approvisionnement militaire. ●

depuis 2019. C'est un conflit d'usure et nous manquons de capacités de production à l'échelle de l'Alliance atlantique. Nos bases industrielles ne sont pas prêtes pour un conflit de longue durée, nécessitant chaque jour une grande quantité de munitions. Nous devons augmenter notre production industrielle pour soutenir l'Ukraine. »

Les États-Unis ont entendu l'appel de Bucarest et les investissements américains dans l'industrie militaire roumaine sont en plein essor. En mai dernier, l'usine mécanique de Dragasani, une petite ville du sud de la Roumanie, a reçu un investissement de cent millions d'euros pour produire des poudres à usage militaire. En septembre 2022, la société américaine Lockheed Martin, fabri-

Découvrez chaque vendredi ce qui fait bouger le pays.

Sur papier et en digital.

Gratuitement pendant un mois. Faites le test.

zbelgacem@land.lu
(+352) 48 57 57 · 1



C'était au temps où la rue d'Audun dansait

France Clarinval

Dans les années soixante, les dancings de la Grenz ont été des hauts lieux de sociabilité.
Laura Steil les étudie en faisant valser les anciens

À Esch-sur-Alzette, la rue d'Audun commence après le passage sous le viaduc du chemin de fer et se prolonge sur la route départementale 16, après la frontière française. De nos jours, on y trouve une station d'essence, quelques bars dont il est difficile d'être sûr qu'ils sont ouverts, l'un ou l'autre snack à kebab, une pizzeria et une brasserie, plusieurs magasins spécialisés « tabathèques » et autres « alcoothèques » ainsi que divers chantiers, à l'arrêt en ce mois d'août. Au numéro 38, au dessus d'une agence immobilière, une enseigne affiche encore « Dancing – Discothèque ». Le vestige d'un autre temps. Un temps où cette rue était rythmée par les cafés et les dancings. Leurs noms ramènent à un pan d'histoire locale : Hein, Viola, Bernardo, Astoria, Rossi, Dickrechs Thëid.

Cette rue du quartier de la Grenz était « l'épicentre des bals à partir du début du vingtième siècle », résume l'anthropologue Laura Steil qui s'intéresse à ces lieux de sortie nocturne, proches de la frontière. Nuit et frontière, deux zones de limites où les règles s'estompent. Diplômée de l'École pratique des hautes études de Paris, elle travaille pour le C'DH au sein du réseau de recherche transnational PopKult60 (FNR-DFG). Laura Steil s'intéresse à ces espaces « de sociabilité musico-dansés » qu'étaient les dancings autour des années soixante. La chercheuse s'était penchée sur la danse et les boîtes de nuit afro-antillaises autour de Paris pour sa thèse (*Boucan*, Presses Universitaires du Midi, 2021). Elle trouve des similitudes avec son sujet d'étude actuel car ces endroits de « sociabilité nocturne » offrent des espaces « où peuvent se reconfigurer les normes et les interactions sociales ». Elle note que les lieux de loisir ne sont pas dénués de sens politique et social, se trouvant des vecteurs de valeurs et révélateurs de sociétés.

Laura Steil concentre ses recherches sur les années soixante pour lesquelles on trouve encore des témoins. Mais les bals privés et les bals associatifs, en particulier dans les sociétés musicales en plein essor, font florès dès le début du vingtième siècle. Les premiers « dancings » apparaissent après la Première guerre mondiale. Avec l'explosion de l'offre, le bal change de statut, passant du rituel festif à l'habitude dominicale en particulier pour les jeunes des milieux populaires. Le mot « dancing » est forgé en France, revendiquant nettement un lien à la culture américaine, nous apprend Sophie Jacotot, auteure d'une thèse sur le sujet (Nouveau Monde, 2013). Il désigne « les établissements publics où les Parisiens s'approprient les nouvelles danses en provenance des États-Unis (fox-trot, shimmy, charleston...) ou d'Amérique du sud (rumba, tango). Les dancings concernent toutes les classes de la société : ils peuvent s'adresser à un public privilégié ou populaire. » À Esch, on trouve une petite annonce dans le *Escher Tageblatt* du 13 mai 1921 « Dancing à l'Hôtel Métropole à partir de 2 heures, entrée libre. » (La même année, une annonce dans le même journal vante un dancing « après minuit » au Trocadéro, installé sur le Champ de foire: À Luxembourg-ville, on n'a pas les mêmes horaires.) À l'époque, ce ne sont déjà plus tout à fait des nouveautés. On lit, toujours dans le *Escher Tageblatt* en février 1921, sous la plume du feuilletoniste Philinthe (le pseudonyme de Nicolas Ries éditeur des *Cahiers luxembourgeois*) : « Les dancings sont tellement entrés dans nos mœurs que d'héroïques qu'ils étaient à leur naissance, c'est-à-dire clandestins et nocturnes, /.../ ils se sont banalisés en un phénomène social, pour lequel on ne

À la fin des années soixante discothèques ont remplacé les dancings. Les cover bands puis les disc-jockey ont supplanté les orchestres

s'enthousiasme plus guère, mais avec lequel il faut compter. » Quelques années plus tard (12 septembre 1925), le même auteur regrette que les dancings aient pris le pas sur les « bals un peu guindés, mais si élégamment ordonnés et disciplinés d'antan » en dénonçant, dans un vocabulaire inaudible aujourd'hui, « les dancings sont nés en Amérique, chez un peuple jeune et sans tradition qui, pour se désennuyer, ne trouva rien de mieux que d'imiter les rythmes mélancoliques et les contorsions des tribus nègres ». Il termine son propos assassin : « Les dancings sont les salons des pauvres. »

À mesure que les dancing se banalisent, la presse n'en fait plus guère d'écho. Ces établissements recouvraient plusieurs fonctions. Ils servaient simultanément de café, souvent avec un jeu de quilles, d'auberge où on servait à manger, et parfois, de pension d'ouvriers. Les noms renvoyaient généralement à la famille propriétaire. Ainsi, le Viola a ouvert en 1924 en tant que café par un ouvrier d'une fabrique de pâtes, Ubaldo Viola, originaire de la région de Perugia en Italie. En 1953, sa fille Orlanda Vanoli-Viola reprend l'éblissement et en fait un dancing. Il est finalement revendu au patron de l'actuelle Brasserie des Terres Rouges, dans les années 1980. Cette enseigne orne encore la façade.

Laura Steil a une raison personnelle de s'intéresser aux dancings de la Grenz : « Ma grand-mère avait 18 ans en 1949, lorsque sa mère l'emmena dans un des dancings de la frontière. C'est à cet endroit qu'elle a rencontré mon grand-père », rembobine-t-elle. Un grand nombre de familles eschoises sur plusieurs générations partagent ce souvenir d'une histoire d'amour qui a commencé dans un dancing de la rue d'Audun. « Une espèce de mythe d'Esch. » Cependant, le sujet est peu documenté dans les archives officielles ou dans la presse. « Les festivités populaires ont relativement peu attiré l'attention des chercheurs ou des pouvoirs publics, sauf lorsqu'elles ont été perçues comme présentant un trouble à l'ordre public ». En creusant dans les archives eschoises, on trouve par exemple des demandes de « nuits blanches » (les bals commençaient généralement dans l'après-midi). La presse des années soixante

regorge aussi d'annonces de bals. « Le 14 juillet, les Amitiés Françaises organiseront un grand Bal Populaire au Dancing Hein-Rodius, rue d'Audun avec le concours de l'orchestre bien connu René de Bernardy. Nuit blanche. Entrée libre », lit-on dans la rubrique « Aus dem Minett » du *Luxemburger Wort* du 13 juillet 1962. Quelques années plus tard, en 1966, la même annonce mentionne « le prestigieux orchestre The Allrounds » au même endroit.

Pour mener son étude, Laura Steil va rencontrer des dizaines de témoins, certains de la génération de ses grands-parents, mais plus généralement leurs enfants. « Il y a beaucoup de nostalgie et d'émotion quand on parle avec les eschois qui a ont vécu ces bals qui leur rappellent leur jeunesse, les meilleurs moments de leur vie. » Mais la mémoire fait défaut quand il s'agit de donner des informations concrètes et factuelles comme le prix d'entrée, les musiques les plus jouées, les vêtements portés. Ainsi, la série de photos prises par Marcel Schroeder en 1960 a suscité débats et discussions pour être située de manière certaine. « Les photos ont circulé sur différentes plateformes et sur des invitations sans trouver un consensus. Finalement on est maintenant sûr qu'elles ont été prises au Rossi. »

Dans ses recherches, l'anthropologue croise l'équipe du FerroForum. Elle partage avec eux l'ambition de rendre visible et de garder les traces d'une culture ouvrière peu documentée. Ensemble, ils veulent préserver l'histoire orale, donner de la valeur aux témoignages et replonger dans l'expérience du passé. L'idée de reconstituer les bals d'antan permet de rassembler des témoins et de leur faire revivre l'époque. En juillet dernier, une piste de danse est spécialement installée au sein de la Metzschmelz. Luciano Pagliarini réunissait des musiciens de la région pour animer le bal, non sans avoir fouillé dans les répertoires et partitions de l'époque. Des mobylettes anciennes et un stand de frites, souvent cités dans les témoignages complétaient le tableau. Une kermesse ouvrière prolongera l'expérience le 9 septembre.

« Les gens les plus âgés qui ont vécu les bals des années soixante ne peuvent plus vraiment danser », observe Laura Steil. Elle a également suivi des thés dansants organisés par le service senior de la Ville d'Esch. Les témoins retracent plutôt une ambiance, un sentiment. À moins qu'ils partagent des anecdotes précises. Fernande Miluzzi-Haas a aujourd'hui 76 ans. Elle raconte qu'elle faisait le mur pour aller au dancing. « Elle avait rencontré un Italien en vacances avec ses parents et inventait des cours d'italien pour pouvoir sortir. Elle est toujours mariée à ce Massimo avec qui elle participait à des compétitions de danse et ils dansent encore ensemble », relate Laura Steil. De son côté, Jeng Georgen a grandi à l'étage au-dessus du dancing Astoria que dirigeait son grand-père. Il a maintenant 70 ans et livre un témoignage précieux quant aux questions de classes sociales qui fréquentaient les lieux. Dans la même rue d'Audun, le Casino (aujourd'hui le Conservatoire de musique) était une salle plus chic, fréquentée par les ingénieurs de l'Arbed. « Jeng y gagnait quelques sous en redressant les quilles et jouait avec le fils du patron dans la rue devenue piétonne à cause de travaux du chemin de fer », poursuit la chercheuse. D'autres témoignages se focalisent sur les musiciens, généralement des ouvriers qui s'assuraient un revenu complémentaire en jouant

dans les bals. « Beaucoup jouaient aussi dans les harmonies car elles fournissaient les instruments de musique », précise-t-elle.

La mixité sociale était relative, mais les clients passaient souvent d'un dancing à l'autre. Le Hein, plus luxembourgeois et le Bernardo, plus italien étaient considérés comme chic. Le Viola avec ses chambres pour ouvriers était plus prolétaire. La bande dessinée *Quéquette Blues* (Dargaud, 1984), illustre bien cette idée. L'auteur Baru revient sur sa jeunesse à la frontière. L'histoire se passe à l'hiver 1965. On y lit un dialogue entre Baru et ses amis : « À propos de gonzesses, vous croyez qu'on va se lever quelque chose de potable à Esch... » – « Ben, c'est sûr. On ira chez 'Rossi' ou bien chez 'Bernardo'. L'après' y'a plein de petites nanas de quinze à seize ans ... Elles baisent pas, mais elles roulent des pelles facile... » – « On pourrait aller aussi chez 'Hein' ? » – « On fait pas le poids... Les gonzesses ici, elles ont le nez pour repérer les fauchés... »

La musique constitue un bon marqueur de l'évolution des dancings. Au fil des années soixante, on passe de l'orchestre assis qui joue des standards classiques, au cover band debout qui reprend des titres internationaux entendus à la radio. Les instruments changent, la guitare prend le devant de la scène, l'anglais fait son apparition dans les chansons. « Il n'y a pas de rupture nette, mais une continuité, une simultanéité », souligne Laura Steil. Elle raconte ainsi que le musicien d'orchestre Eddy Honken, célèbre pour avoir introduit la guitare hawaïenne au Luxembourg (on le voit dans le film d'Andy Bausch *Entrée d'Artistes*), donnait des cours de musique aux jeunes qui allaient constituer les cover bands. Progressivement, ces ensembles seront remplacés par des juke-box et des disc-jockeys. Les dancings deviendront des discothèques. (La première discothèque eschoise, le Standing ouvre en 1971, le dancing Rossi devient la discothèque Number one en 1973...). En même temps, les danses à deux comme les valse et les tangos, puis les rocks sont remplacées par les danses individuelles qui ne s'apprennent plus dans des écoles ou dans les salons familiaux. « On ne danse pas de la même façon devant un orchestre que devant un DJ ». La grand-mère de Laura Steil qualifie ces danseurs de « Männercher », comme des bonshommes désarticulés qui bougent dans tous les sens. Les dancings étaient des lieux intergénérationnels. Les filles étaient accompagnées de leur père à qui les garçons demandaient la permission de danser. Les discothèques deviennent des endroits réservés à la jeunesse. Le chaperonnage y a vécu ses derniers jours. Désormais habitués à la mixité dans les lycées, les adolescents se passent de l'aval des parents pour danser. Et les histoires d'amour continuent d'y naître. ●

* Après *Gudden Appetit*, FerroForum prépare un deuxième livre auquel collabore Laura Steil. *Feieren : Fester, Musék an Danz am Minett* mettra l'accent sur la culture et la mémoire des bals, danses et musiques populaires dans le sud du Luxembourg. La sortie de l'ouvrage est prévue pour la fin de l'année



En 1960, Marcel Schroeder photographiait le dancing Rossi

Les surprises de la richesse mondiale

Georges Canto

Le dernier *Global Wealth Report*, souvent utilisé comme boulier à millionnaires, révèle une réduction des inégalités... à nuancer selon les régions



Signe extérieur de richesse

Sans les « millionnaires de l'inflation », la baisse de leur nombre aurait été brutale. En revanche, les très riches sont de plus en plus riches

Les médias qui ont rendu compte de la quatorzième édition du *Global Wealth Report* (GWR) du Credit Suisse, publié la semaine passée et pour la première fois sous la bannière de l'UBS, se sont surtout intéressés à la partie relative aux millionnaires. Un choix très réducteur car cette étude est la seule au monde à prendre en compte la richesse de l'ensemble des ménages de la planète, plus exactement du nombre d'adultes de plus de quinze ans, soit près de 5,4 milliards de personnes. C'est aussi la seule qui, contrairement aux études de référence sur les personnes fortunées, comme celle de CapGemini sortie le 1^{er} juin, considère la totalité du patrimoine y compris l'immobilier.

Le document publié le 15 août, riche de 76 pages, réserve, comme ses prédécesseurs, son lot de surprises. La richesse totale des adultes dans le monde (leur patrimoine privé net, après déduction des dettes) s'élevait à 454 400 milliards de dollars américains courants fin 2022. Première surprise, on a constaté l'année dernière une légère baisse en valeur nominale (–11 300 milliards soit –2,4 pour cent) pour la première fois depuis 2008, à cause de l'appréciation du dollar par rapport à plusieurs autres devises. En raisonnant à taux de change constants (base 2021), elle aurait augmenté de 3,4 pour cent, ce qui aurait constitué la plus faible hausse depuis quinze ans. Mais en tenant compte d'une inflation moyenne

de six pour cent, on parvient à nouveau à une diminution de 2,6 pour cent, essentiellement due à la baisse de la valeur des actifs financiers, tandis que les actifs non financiers (principalement l'immobilier) ont continué à s'apprécier.

Deuxième surprise, la baisse des inégalités au niveau mondial, telle qu'elle peut être observée sur une longue période au moyen de la richesse moyenne par adulte. Entre 2000 et 2022, elle a augmenté au rythme moyen annuel de 4,86 pour cent dans le monde. Mais la croissance a été plus faible que la moyenne dans les zones les plus riches de la planète, l'Europe (4,71 pour cent), l'Amérique du nord (4,43 pour cent) et en Asie-Pacifique, hors Chine et Inde (4,06 pour cent). En revanche, la progression a été plus nette dans les régions plus pauvres ou les pays émergents, en Amérique latine (6,32 pour cent), en Afrique (6,67 pour cent), en Inde (7,49 pour cent) et surtout en Chine (12,21 pour cent). Un autre indicateur de cette tendance à la réduction des inégalités est la (modeste) diminution de la part de la richesse totale contrôlée par les un pour cent les plus riches. Depuis 2000, elle a régressé de 0,36 pour cent dans le monde, avec une baisse plus marquée en Amérique latine (–0,72 pour cent), tandis qu'en Europe, en Afrique et en Asie-Pacifique, elle était comprise entre –0,26 et –0,3 pour cent.

Raisonner en termes de moyenne est simple et pratique, mais se révèle inadéquat quand on a affaire à des séries statistiques très dispersées comme c'est le cas pour les revenus et les patrimoines. Travailler sur la richesse médiane, beaucoup plus faible que la richesse moyenne, est non seulement plus pertinent, mais aussi riche de nombreux enseignements. En 2022, la richesse médiane mondiale par adulte s'élevait à 9 200 dollars. Elle n'était que de 1 590 USD en 2000, en valeur nominale, soit une multiplication par 5,8, équivalant à une croissance annuelle « lissée » de 8,3 pour cent. Dans le même temps, la richesse moyenne a connu un taux de croissance annuel de 4,9 pour cent seulement. De plus la richesse médiane a augmenté à un rythme assez régulier, le seul revers s'étant produit en 2020 pour cause de pandémie, ce qui contraste avec la richesse mondiale par adulte, qui a mis deux ans à se remettre de la crise de 2007-2008. En toute logique, l'écart entre les deux valeurs s'est réduit. En 2000, la richesse médiane pesait cinq pour cent de la moyenne, aujourd'hui elle en représente 10,2 pour cent.

Pour les statisticiens cette évolution est le signe d'une forte tendance générale à la réduction des inégalités, mais elle ne s'exprime pas dans tous les pays et les zones géographiques. La croissance de la richesse médiane a été particulièrement forte, par rapport à la richesse moyenne, en Belgique, au Canada, en Allemagne, aux Pays-Bas et en Suisse, des pays où les inégalités de patrimoine sont plutôt faibles. Comme preuve, la part de la richesse des un pour cent les plus fortunés y a baissé depuis 2000. À noter que la Belgique arrive en tête de la richesse médiane par personne dans le monde avec 250 000 dollars devant l'Australie. En revanche, la richesse moyenne a augmenté plus rapidement que la richesse médiane depuis 2000 dans des pays comme les États-Unis, la Chine et l'Inde, ce qui révèle un creusement des inégalités. Dans les trois cas (surtout en Chine) on

observe une augmentation de la part de la richesse détenue par les un pour cent les plus riches.

Le nombre de millionnaires en dollars dans le monde a diminué de 3,5 millions en 2022 pour atteindre 59,4 millions de personnes en fin d'année, ce total comprenant 4,4 millions de « millionnaires de l'inflation » qui ne seraient pas dans ce groupe si le seuil d'éligibilité avait été ajusté à l'inflation en 2022. La baisse aurait été, dans ce cas, de 7,9 millions de personnes soit 12,6 pour cent de moins par rapport à 2021, une chute inédite qui constitue une nouvelle surprise. L'Amérique du Nord est à l'origine de 80 pour cent de cette baisse. Le total des millionnaires représente 1,1 pour cent de tous les adultes. Le seuil d'un pour cent a été franchi pour la première fois en 2020. Il s'agit pour l'essentiel de « petits millionnaires », près de 87 pour cent d'entre eux détenant moins de cinq millions de dollars de patrimoine net (résidentiel inclus). Mais on compte aussi parmi eux 243 000 « ultra-riches » qui détiennent plus de cinquante millions de dollars de patrimoine. Malgré une baisse de 8,5 pour cent en 2022, leur nombre a été multiplié par quatre depuis 2008, date de la première édition du GWR.

Les millionnaires sont toujours plus fortunés, leurs avoirs ayant quintuplé en valeur nominale depuis 2000, pour atteindre 208 300 milliards USD en 2022, soit 45,8 pour cent de la richesse totale contre 35 pour cent deux décennies plus tôt. Ils sont très concentrés géographiquement avec 42 pour cent résidant en Amérique du Nord, 27 pour cent en Europe et 17 pour cent en Asie-Pacifique, hors Chine et Inde. Une surprise est apparue cette année dans le palmarès des pays par nombre de millionnaires. En effet, la France, avec 2,821 millions d'adultes fortunés (2,56 millions à taux de change constant) se positionne en troisième position mondiale derrière les États-Unis et la Chine. Ce pays devance pour la première fois l'Allemagne, le Japon et le Royaume-Uni. Une place due au fait que les ménages français détiennent une part plus élevée qu'ailleurs en immobilier, dont les prix ont continué à croître en 2022.

Les auteurs du rapport observent que, contrairement à la base de la pyramide des richesses, qui se caractérise par une grande variété de personnes de tous les pays et à toutes les étapes du cycle de vie, « les millionnaires ont tendance à partager des modes de vie similaires – participation aux mêmes marchés mondiaux pour les produits de luxe, les vacances et les possibilités d'éducation pour leurs enfants, par exemple, même lorsqu'ils résident sur des continents différents ». Leurs patrimoines ont également tendance à se ressembler, avec une proportion élevée d'actifs financiers. Selon les projections du Credit Suisse-UBS, la richesse mondiale augmentera de 38 pour cent au cours des cinq prochaines années, pour atteindre 629 000 milliards de dollars en 2027, soit une moyenne de 110 270 dollars par adulte, avec les pays à revenu intermédiaire comme principal moteur de la croissance. Le nombre de riches augmentera bien plus vite : celui des millionnaires atteindra 86 millions (+44,8 pour cent) tandis que le nombre d'individus très fortunés (UHNWI) s'élèvera à 372 000 (+53 pour cent). ●

Les quatre étages de la pyramide

Une présentation courante de la répartition de la richesse mondiale est un découpage en quatre niveaux. En considérant les « deux bouts de l'omelette » on rencontre, tout en haut, les détenteurs d'un patrimoine net supérieur à un million de dollars. Ils représentent 1,1 pour cent des adultes et détiennent 45,8 pour cent du patrimoine total. Tout en bas, plus de la moitié des gens (52,5 pour cent) détiennent moins de 10 000 dollars et se partagent 1,2 pour cent de la richesse (moyenne de 1 881 dollars).

Les deux segments intermédiaires méritent l'attention. Le total de leurs membres (2,486 milliards) approche celui des plus pauvres (2,818 milliards). Celui qui couvre les personnes dont la richesse se situe entre 10 000 et 100 000 USD a vu sa taille multipliée par 3,7 depuis 2000 pour atteindre 1,844 milliard de personnes à la mi-2022, soit environ un tiers du total. C'est le résultat de la prospérité des économies émergentes, en particulier de la Chine. Il reflète l'appartenance et l'expansion de la classe moyenne dans le monde en développement. Dans ce groupe, dont les actifs totaux sont de 61 900 milliards de dollars (13,6 pour cent du total) la richesse moyenne est de 33 568 USD.

De son côté le segment moyen-supérieur, avec une richesse allant de 100 000 USD à un million USD, a également triplé de taille depuis 2000 et représente aujourd'hui 642 millions de personnes (douze pour cent du total) possédant des actifs nets de 178 900 milliards de dollars, soit 39,4 pour cent de la richesse mondiale, plus de trois fois leur proportion de la population adulte. La classe moyenne riche des pays développés appartient généralement à ce groupe. Sur le plan géographique, les deux « segments du milieu » de la pyramide médiane se caractérisent par la domination de la Chine, qui représente 36 pour du total des membres, contre dix pour cent pour l'Inde, sept pour cent pour l'Amérique latine et seulement quatre pour cent pour l'Afrique.

Une nouvelle surprise surgit en analysant le « segment du bas ». Comme on pouvait s'y attendre, dans de nombreux pays à faible revenu, plus de 80 pour cent de la population adulte se situe dans cette tranche de patrimoine, de manière durable voire définitive. Mais il apparaît aussi que dans les économies avancées, environ trente pour cent des adultes appartiennent à cette catégorie ! Toutefois pour la majorité de ces personnes, la présence est temporaire, en raison de périodes de chômage ou d'une phase du cycle de vie (jeunesse ou vieillesse). gc

Le vrai palmarès des millionnaires

Curieusement, le *Global Wealth Report* ne présente le palmarès des millionnaires par pays qu'en valeur absolue. Un calcul en proportion de la population est plus pertinent et réserve des surprises. Il a été réalisé sur 18 pays cités dans le rapport, représentant 88,4 pour cent de la richesse des millionnaires. Le record va à la Suisse où 12,6 pour cent des habitants sont millionnaires, loin devant l'Australie (7,2 pour cent), les États-Unis (6,8 pour cent), les Pays-Bas (6,7 pour cent) et Hong-Kong (6,5 pour cent) pour se limiter aux cinq premiers. Dans le Top 10, on trouve aussi Singapour, le Canada, la France, l'Allemagne et Taïwan. En revanche la Chine et l'Inde sont bons derniers, avec une proportion de millionnaires dérisoire par rapport à leur population (respectivement 0,4 pour cent et 0,1 pour cent). gc

MAUX DITS D'YVAN

Le CSV s'affiche

Yvan

Le stylo qui a servi à signer le contrat est à peine rangé, que le CSV viole déjà les règles de bonne conduite que l'accord était censé définir en vue des prochaines élections. En cause : un post sur *Facebook* qui rappelle les guerres froide et culturelles d'une époque qu'on espérait révolue. Les chrétiens-sociaux, moins sociaux et plus chrétiens que jamais, y mettent en scène une famille bien de chez nous, blanche et blonde, comme notre société « woke » n'ose plus en afficher. On devine les parents mariés plutôt que pacsés, devant « eiser Här » de préférence. Chez ces gens-là, Monsieur, on proteste contre l'union libre et manifeste pour l'union ivre de dieu et de bonheur. Le frère, la sœur et le parent 2, pardon, la mère, accueillent le parent 1, pardon le père, qu'on devine tout juste rentré de son boulot de jeune fonctionnaire dynamique. Les bambins resplendissent de santé, tout élevés sous la mère qu'ils sont, loin des maisons relais et autres crèches inventées par les fossoyeurs laïques de la cellule familiale. On sent ce foyer, ce véritable « heim », peu concerné par la crise du logement, le renchérissement de la vie, la crise du climat, les discussions grammaticales autour du genre. Ces nourritures terrestres sont bénies par les fournitures du ciel et détournent ainsi le fameux cri de Gide : « Famille, je vous aime ! Foyers clos, portes refermées, possessions jalouses du bonheur ».

Mais déjà, le malheur guette ! À y regarder de près, le clinicien avisé remarque que dans ce quartier de Luxembourgeois on se serre fortement l'un contre l'autre, comme si on faisait rempart contre une perfide menace, un danger sournois que le post se fait fort de dénoncer : L'anéantissement du clan blanc viendra des socialistes, qui, nous dit l'affiche, vont introduire « d'Ierfschaftssteier », et, pour faire bonne mesure, « a manner wéi engem Joer ». « Merde alors ! » s'écrie le méchant Asselborn, couteau entre les dents, quand le roi Ubu lui répond : « Heure Schräiss ».

Toute blague à part, ce post est dangereux. Parce que, tout d'abord, il suggère que le grand remplacement, cher à Eric Zemmour, est en marche : la famille blanche et chrétienne est menacée par la gauche qui taxerait les « possessions jalouses », dénoncées jadis par André Gide. Elle sera remplacée par des *patch-work families*, de toutes les couleurs, de toutes les religions voire d'athéismes, accueillies par le cheval de Troie d'un impôt qui priverait les rejetons du capital de leurs parents. L'identité même de la famille vole-

La famille blanche et chrétienne est menacée par la gauche qui taxerait les « possessions jalouses »

rait ainsi en éclats. Pauvres familles, dont l'identité se résume au compte en banque ! L'icône couteau entre les dents du communiste du siècle dernier se

métamorphose aujourd'hui en impôt sur l'héritage. Et, pour rester dans le vocabulaire du siècle dernier, le CSV semble bien prendre l'élection pour un piège à cons. A-t-il si peu de considération pour ses électeurs qu'il pense pouvoir les bernier par des publicités mensongères et des fake-news, chères à Donald Trump dont il n'a pas peur de copier les méthodes et, qui sait, bientôt les « idées » ? Car, enfin, l'impôt sur l'héritage existe depuis belle lurette et, à ma connaissance, les pontes du CSV ne l'ont jamais remis en cause. Ce à quoi certains socialistes, la plupart des partis de gauche et jusqu'à Frank Engel, l'ancien cacique des chrétiens-sociaux, ont commencé à réfléchir à haute voix, c'est l'imposition à transmission directe, celle donc qui concerne les seuls enfants d'un couple. Et tant pis, pour la cohésion sociale et le « vivre-ensemble », mot qu'une tribune au *Wort*, a récemment tenté de faire passer pour un gros mot. Il est vrai que le réservoir électoral du CSV se réduit désormais aux eaux saumâtres du marigot situé (très) à sa droite. Et pour le courtoiser, le parti du C se doit bien d'être un peu de mauvaise foi. ●



Photo publiée sur la page Facebook du CSV

ZUGAST

Discutons diplomatie

Nous allons entrer dans la phase finale de la campagne électorale. Les discussions politiques seront intenses. Elles tourneront essentiellement autour de sujets nationaux. Et pourtant nous sommes aujourd'hui devant une situation internationale remettant en cause l'ordre international tel que nous l'avons connu depuis la deuxième guerre mondiale. Je suis convaincu qu'il vaut la peine, même dans la campagne nationale, d'évoquer les choix diplomatiques cruciaux devant lesquels nous nous trouvons... et qui sont éminemment politiques.

Tout d'abord la guerre en Ukraine. L'intervention russe nous a montré que ce rêve de paix définitive n'était pas partagé par tous. Défendre notre liberté sans faire les efforts nécessaires reste une illusion. Le réveil a été brutal au Luxembourg et en Allemagne. L'enjeu politique et stratégique est évident : veiller à ce que notre effort de défense soit à la hauteur de l'enjeu et nous permette de contribuer de façon efficace à la défense européenne. Cependant, il faut expliquer le pourquoi pour faire adhérer une population réticente à un effort financier qui peut lui paraître inutile.

L'intervention russe nous a montré qu'en matière de sécurité, nous étions toujours dépendants des USA. Les grands discours sur une défense européenne commune ont vite été oubliés. Les gouvernements européens ont appelé les USA à l'aide dès les premiers jours. Aujourd'hui, les divisions européennes réapparaissent même en matière de sécurité et de défense. Ce n'est pas seulement en Europe qu'on estime cette situation inquiétante, c'est le cas également aux États-Unis, dont on peut craindre un désengagement en Europe, quelle que soit la prochaine administration à la Maison Blanche. Ce qui signifie pour nous Européens que nous serons dans l'obligation de mettre en place une politique de défense crédible et autonome à brève échéance. Pas seulement dans les discours mais aussi dans la réalité. Un thème de campagne pour les élections européennes !

Alors que les États-Unis se tournent vers le Pacifique et que la gouvernance mondiale des décennies à venir tournera autour de la rivalité entre la Chine et les États-Unis, je considère que la relation transatlantique reste fondamentale pour les Européens et

les Luxembourgeois. Nous sommes dans le camp des pays démocratiques. Nos alliés principaux doivent partager les principes de l'État de droit. Pour ne pas « sortir de l'Histoire », l'Europe doit faire ses choix dans ce nouvel ordre géopolitique. L'Europe doit gagner en autonomie stratégique et en indépendance économique. Elle doit se donner la capacité de prendre et d'assumer ses propres choix. L'Europe doit trouver des formes de collaboration qui lui permettent d'avancer. En abolissant l'unanimité en matière de politique étrangère en Europe. En choisissant d'utiliser la coopération européenne renforcée de certains pays qui décident qu'ils veulent aller plus loin et plus vite dans la construction européenne. Sommes-nous prêts ? Je pense que ce sont des choix logiques et indispensables.

Claude Wiseler est président du CSV

Nous, l'Europe et le Luxembourg, sommes souvent rapides pour donner des leçons en matière d'État de droit ou de droits de l'homme. Notre diplomate en chef actuel en est un véritable champion. Ce rôle de donneur de leçons est de moins en moins apprécié par les pays concernés. D'autant plus qu'on nous considère comme hypocrites puisque nous ne sommes pas capables de faire respecter dans l'UE les valeurs d'état de droit, de séparation des pouvoirs ou encore de liberté de presse que nous demandons à haute voix aux autres. D'où la nécessité de balayer d'abord devant notre porte.

Je plaide pour un véritable concept de politique étrangère, une matrice ou une boussole stratégique qui change le pointillisme diplomatique en une stratégie politique cohérente. Je plaide pour que les enjeux diplomatiques deviennent l'objet d'une discussion politique sur des questions d'avenir qui concerneront aussi notre quotidien immédiat. Ces enjeux doivent avoir une place dans la campagne électorale. ● Claude Wiseler

CHRONIQUES DE L'URGENCE

L'été en pente abrupte

Jean Lasar

Sans surprise, les catastrophes liées au réchauffement se multiplient durant l'été de l'hémisphère nord, où se trouvent les deux tiers des terres émergées et 90 pour cent de l'humanité. Cette année, les conditions El Niño, officiellement déclarées le 4 juillet par l'OMM, ont vraisemblablement déjà significativement contribué à faire sortir la météo de ses gonds.

À Lahaina, sur l'île hawaïenne de Maui, les flammes attisées par les vents d'un cyclone passant au large de l'archipel ont surpris les résidents. 111 ont péri selon un dernier décompte, un chiffre qui pourrait facilement doubler. En juillet, une température de 38,4 degrés a été mesurée dans l'eau de Manatee Bay, au large des Keys dans le Golfe du Mexique, connu pour être le berceau d'ouragans dévastateurs.

Un observateur pourrait assumer que l'avalanche de mauvaises nouvelles aurait causé un déclic. Malheureusement non

Phoenix, dans l'Arizona, a enregistré 31 jours consécutifs à plus de 43 degrés, soit 18 jours de plus que le record précédent. Les urgences y ont accueilli un grand nombre de personnes sévèrement brûlées après être tombées sur le trottoir ou ébouillantées par de l'eau qui stagnait dans un tuyau d'arrosoir. 25 personnes sont mortes des suites des canicules subies par la ville cette année, mais, a précisé le département de santé publique du comté de Maricopa, 249 autres décès pourraient être liés à la chaleur excessive.

En Espagne, en Inde, en Chine, dans les États de Vermont et de New York, des pluies torrentielles ont provoqué des inondations qui ont brutalement balayé des maisons, tuant des dizaines de personnes et en laissant des milliers sans abri. À égrener ces événements qui portent tous la trace de notre addiction aux énergies fossiles, et alors que les climatologues nous disent que la situation est grave mais que plus tôt nous réagissons, mieux cela vaudra, un observateur naïf pourrait assumer que cette avalanche de mauvaises nouvelles aurait causé un déclic.

Il nous faut malheureusement détromper cet observateur ingénu. Voici trois informations glanées ces dernières semaines qui montrent combien nous restons loin du compte.

Patrick Pouyanné, PDG de Total, a été promu officier de la Légion d'honneur le 14 juillet. Son groupe continue de projeter moult infrastructures pétrolières à travers le monde. Lorsque les étudiants de Floride effectueront leur rentrée, au lieu de matériels didactiques sur les causes de la crise climatiques et

les moyens de la combattre, ils auront droit à une série de clips favorables aux énergies fossiles concoctés par Prager U, une officine conservatrice. L'un d'eux prône le maintien du charbon comme source d'énergie en assimilant le courage requis pour défendre cette opinion à celui des habitants du ghetto de Varso-

vie se révoltant contre les nazis. Les Émirats arabes unis, organisateurs de la prochaine COP, ont « oublié » de déclarer leurs émissions de méthane à l'ONU pendant dix ans, alors que les efforts pour juguler les fuites de ce gaz font partie des mesures les plus efficaces pour réduire à court terme l'effet de serre. ●



Des pompiers luttent pour éteindre le feu en Grèce



Um die 400 Kinder planschen im Sommer im Baggerweiher



Oliver Holmes

Giftiger Teppich

Franziska Peschel

Schwimmeister kümmern sich heute um die Badegäste und um Blaualgen

Kühl-Packages, Verbandszeug, Coronatests, Augenspül-Am-pullen. Der Container, der den Schwimmmeistern am Baggerweiher als Krankenstation dient, ist für alle Fälle ausgestattet. Als Schwimmmeisterin Manon Sagramola den Kühlschrank der Krankenstation öffnet, regen sich draußen im Kinderbassin die ersten Schreie des Tages. Das Freibad am Baggerweiher in Remerschen hat erst vor zehn Minuten geöffnet, noch hält sich der Trubel in Grenzen. Doch es ist heiß heute. In den nächsten Stunden werden bis zu 400 Kinder das kleine Bassin bewuseln, den abgetrennten Bereich des Sees, in dem das Wasser höchstens 90 Zentimeter hoch ist und in flache Ränder aus Sand übergeht. Auf drei Türmen rund herum sitzen Rettungsschwimmer, um jeden Winkel des Bassins im Auge zu behalten. Seit drei Jahren betreibt die Asbl Erliefnis Baggerweiher ein Freibad im Naturschutzgebiet neben der Mosel in Remerschen – und stillt damit ein Bedürfnis, das parallel zu den Temperaturen seit Jahren stärker wird. Bis zu 3 000 Besucher dürfen gleichzeitig ins Freibad. Anhaltende Hitzewellen treiben auch die stärksten Faulpelze schließlich in Richtung Wasser, sodass das Freibad am Wochenende regelmäßig an die Grenzen stößt.

Aus dem Kühlschrank in der Krankenstation holt Manon Sagramola eine dicke Plastikflasche. Darin schwappt grünes Wasser, darauf klebt ein pinker Post-It. Datum, Zeitpunkt und

In den Arbeitsverträgen der Saisonarbeiter steht, die Anstellung endet, sobald Blaualgen auftauchen

genauer Ort der Entnahme mit einer kleinen Zeichnung des Sees in Kugelschreiberblau. Wenn der Schnelltest positiv ist, geht die Wasserprobe ans Luxembourg Institute of Science and Technology (List). In dieser Probe waren keine Blaualgen. Glück gehabt.

Manon Sagramola und die Rettungsschwimmer passen auf. Sie haben ihre Augen überall. Falls jemand in der Hitze über Kreislaufbeschwerden klagt, sich beim Spielen verletzt oder grünen Flaum auf der Wasseroberfläche findet, sind sie zur Stelle. Doch aus dem Wasser retten mussten sie diese Saison erst drei Leute. Manon Sagramola ist die Schwimmmeisterin. Sie führt das Team der Rettungsschwimmer und bildet selbst die neue Generation aus. Nächstes Jahr möchte Rettungsschwimmer Tom Koch die Ausbildung zum Schwimmmeister angehen. Wenn er die geschafft hat, kann er selbst ein Schwimmbad führen. Die Berufsaussichten sind gut, ausgebildete Schwimmmeister werden gesucht, erklärt Manon Sagramola. Seitdem Sagramola vor acht Jahren ihre Ausbildung

abgeschlossen hat, hat sich der Beruf gewandelt – zusammen mit der Gesellschaft, dem Land und dem Planeten. Einerseits müssen die Rettungsschwimmer immer aufmerksamer sein, da weniger Kinder richtig schwimmen lernen. „Dazu kommt ab einem gewissen Alter eine Selbstüberschätzung. Da müssen wir öfter eingreifen“, sagt Sagramola. Das Risiko wird größer, Erste Hilfe öfter nötig. Andererseits geht es heute viel um Dinge, die wenig mit der Rettung Ertrinkender zu tun haben. Für Manon Sagramola ist das Wasser nicht nur nass. Es ist Gegenstand von Analysen, Proben, PH-Wert- und Sauerstoffmessungen, Träger von Giftstoffen. Die Wasserqualität muss bestimmte Richtwerte einhalten. Außerdem steht das Feuchtgebiet, zu dem der Baggersee gehört, unter Naturschutz. Tiere haben also genauso Aufenthaltsrecht hier wie Menschen. Um die Wasserqualität und den Zustand des Weiher zu prüfen, fahren die Rettungsschwimmer jeden Tag auf den See hinaus. Tom Koch sitzt im Bug des kleinen schwarzen Schlauchbootes, zieht am Seil, um den Motor anzulassen. Das Boot streicht Wellen in die sonst ruhige Oberfläche des Baggersees. Die Rettungsschwimmer kontrollieren, ob sie Gefahrenstellen entdecken oder sichtbare Verschmutzungen, wie viel Wasser die Nilgänse um die Füße haben, die auf einer aufgeschütteten Sandbank in einer Ecke des Weiher stehen, auch ob sie Blaualgen entdecken. Manchmal weisen Badegäste sie auf mögliche Blaualgen-Akkumulationen hin. Die Schwimmmeister prüfen die Stellen, entnehmen Proben, testen sie auf Giftstoffe und geben die Proben ans List zur genaueren Untersuchung – jeden Tag einen Schnelltest, jede Woche im Labor vom List die ganze Analyse. Denn wenn Blaualgen sich zu stark ausbreiten, werden die Seen zur Gefahr für Menschen.

Blaualgen sind Bakterien, die sich – wenn sie in hohen Mengen auftreten – einem Teppich gleich über die Wasseroberfläche legen. Diese Cyanobakterien produzieren Stoffe, die für Fische, Wassertiere und Menschen giftig sind. Sie verursachen in starker Dosis Hautreizungen und gerötete Augen, Fieber, Magen-Darm-Krämpfe und Durchfall, teilweise auch Atemnot. Wenn Kinder mit Blaualgen verunreinigtes Wasser verschlucken, besteht Lebensgefahr. Sobald also Blaualgen in den Seen gefunden wurden, ruft das Wasserwirtschaftsamt (AGE) Badeverbote aus. Vergangene Woche haben AGE und List die App *Bloomin' Algae* eingeführt. Dort können Nutzer Sichtungen von Blaualgen eintragen. So sollen Vorkommen schneller entdeckt werden. Auf der Webseite cyanowatch.lu veröffentlicht das List die Ergebnisse der Kontrollen in Form einer Karte.

Das verstärkte Vorkommen von Blaualgen wird mit dem menschengemachten Klimawandel in Verbindung gebracht. Jean-Baptiste Burnet ist am List für die Beobachtungen zuständig. Er forscht an der Verunreinigung von Wasser durch Bakterien und Viren. Burnet sagt: „Wissenschaftlicher Konsens ist, dass der Klimawandel das Auftreten von Cyanobakterien verstärkt. Aber ob das hier jetzt schon so ist, kann ich nicht sagen.“ Dafür liegen zu wenig Daten vor. Die ersten wissenschaftlichen Aufzeichnungen stammen von Ende der 1990-er-Jahre. Erst seit der starken Algenblüte 2018 überwacht die List-Forschungsgruppe das Vorkommen lückenlos. Burnet sprach mit Fischern, die ihm sagten, sie hätten in den 1980-er-Jahren viel höhere Konzentrationen an Blaualgen beobachtet. „Ich glaube ihnen, aber ich kann es nicht prüfen.“ Zurzeit arbeitet seine Forschungsgruppe an einer Befragung über lokale Blaualgenvorkommen in der Vergangenheit. Denn viele Daten und Erkenntnisse fehlen noch, um Hypothesen zu Gewissheit zu machen. Die Forscher gehen davon aus, dass die Hitze die Ausbreitung von Blaualgen in Seen und Teichen begünstigt. Blaualgen fühlen sich in warmem Wasser wohl. Der Wasserpegel sinkt, und mit geringer Wassermenge nimmt die Konzentration zu; der Verdünnungseffekt ist schwächer. Heftige Regenfälle schwemmen außerdem Schmutzpartikel in die Gewässer. Phosphor ist ein wichtiger Nährstoff für Blaualgen; er wird aus der Landwirtschaft ungefiltert in Seen und Flüsse gespült – und mit ihm Bakterien, Viren, Parasiten, Pilze.

„Wir haben eine sehr gute Infrastruktur zur Wasseraufbereitung in Luxemburg, aber wir müssen immer weiter daran arbeiten, sie zu verbessern und widerstandsfähiger zu machen“, sagt Jean-Baptiste Burnet. Denn auf Starkregen, der durch den menschengemachten Klimawandel immer häufiger fällt, sind die Kläranlagen nicht eingestellt. Wenn die Wasseraufbereitungsanlagen an ihre Grenzen stoßen, werden Regenwasser und Abwasser ungefiltert in Flüsse und Seen abgelassen, um zu verhindern, dass Städte überschwemmen. In vielen großen Städten führt das immer wieder zu verschmutzten Flüssen. Die Stadt Paris hat im vergangenen Monat zwei Vorbereitungsveranstaltungen zu den Olympischen Spielen 2024 abgesagt wegen schlechter Wasserqualität. Mit vielen Investitionen in die Wasseraufbereitung versucht Paris seit Jahren, die Verschmutzung der Seine zu reduzieren. Dennoch kommen die Kläranlagen noch nicht gegen die Natur an. Ende Juli fiel so viel Regen auf einmal, dass die Konzentration an Bakterien zu hoch war, um Triathleten ins Wasser zu lassen.

In Luxemburg ist der Verschmutzungsgrad niedriger. Burnet sagt: „Wir schaffen es, die Verschmutzung unter Kontrolle zu halten.“ Dabei ist das in Luxemburg schwieriger als anderswo, weiß Jean-Paul Lickes, Direktor des Wasserwirtschaftsamtes. „Wir liegen an der Wasserscheide zwischen zwei Einzugsbecken, denen von Rhein und Maas. Diese Gegebenheit verschärft die Klimawandelszenarien. Wir sind zwar ein quellenreiches Gebiet, aber die Abflussmengen schwanken stark zwischen Winter und Sommer.“ Im Sommer haben die Flüsse wenig Wasser. Sie werden fast ausschließlich durch das gereinigte Wasser der Kläranlagen gespeist – denn durch Luxemburg fließt kein großer Fluss, der die kleineren mit frischem Wasser versorgen könnte. „Wir gehen davon aus, dass sich das durch den Klimawandel noch verschärft“, sagt Lickes. Besonders anhaltende Trockenheit und punktueller Starkregen seien Stressfaktoren für die Ökosysteme der Gewässer. „Das ist das Szenario, auf das wir uns einstellen müssen. Deshalb müssen wir Bäche und Flüsse resistenter für Flora und Fauna machen.“

Dass Blaualgen im Wasser vorkommen, ist normal. Lange bevor es Pflanzen und Tiere gab, gab es Blaualgen. Sie haben dazu beigetragen, dass es überhaupt Sauerstoff auf der Erde gibt und Menschen auf der Erde leben können, da sie Meister der Photosynthese sind. Aber wenn sie zur herrschenden Kraft im Ökosystem aufsteigen, schaden sie einigen Arten und verhelfen anderen zu unverhoffter Größe. Die ganze Nahrungskette gerät aus dem Gefüge, das System aus dem Gleichgewicht.

Wird der Blaualgengrenzwert einmal überschritten, bleibt in Remerschen das Freibad für den Rest des Jahres zu. Die Gefahr wäre zu groß. Seit Mitte August rechnet Manon Sagramola jeden Tag mit der Entdeckung von Blaualgen. Ein Plan B für den Rest des Geschäftsjahrs ist geschrieben. Sie ist vorbereitet. In den Arbeitsverträgen der Saisonarbeiter steht, die Anstellung endet, sobald Blaualgen auftauchen. Die festen Mitarbeiter bekommen dann andere Aufgaben rund um den See. Dennoch hofft Sagramola, dass die Saison andauert. Der Juli war verregnet. Erst letzte Woche kam das Geschäft im Freibad richtig in Gang. Die Einnahmen aus dem Eintritt müssen für das ganze Geschäftsjahr reichen, auch um einen Teil des Personals zu bezahlen. Nach Saisonende gibt es zwar Einnahmen aus Festen und Veranstaltungen rund um den See, doch das ist nur Nebengeschäft.

Tom Koch und Manon Sagramola werfen einen Blick auf den Wasserspiegel – noch ein Faktor, der den Launen des Wetters unterworfen ist. Im Winter sind die Steine am Ufer beim Ponton von Wasser bedeckt, zurzeit liegen sie etwa 30 Zentimeter frei. Kein Grund zur Sorge. Durch den Regen ist der Wasserspiegel dieses Jahr höher als 2022. Manon Sagramola sagt: „Letztes Jahr ist der Wasserspiegel etwa anderthalb Meter runtergegangen. Ein Mann hat einen Kopfsprung vom Ponton gemacht, als das Wasser so niedrig stand. Die Verletzungsgefahr ist groß.“ Der Herr hat es unbeschadet überstanden, aber sicher eine Rüge und einen Pfiff von den Rettungsschwimmern einkassiert. Eben für solche Situationen tragen sie noch immer die Pfeife um den Hals. ●

ÉPHÉMÉRIDES ESTIVALES

Les adorateurs du soleil

Jean-Marie Schaeffer

Été 2018 Ils débarquent chaque année fin juin début juillet, et ils disparaissent tout aussi subitement deux mois plus tard. Du jour au lendemain les plages locales sont envahies comme un champ sur lequel se serait abattu une nuée de sauterelles. Comme tous les ans c'est Barnabé qui nous a prévenus à la toute fin juin qu'ils étaient de retour. C'est que, vers midi, tous les jours de l'année, que le soleil brûle ou que Mistral souffle – « qu'il pleuve ou qu'il vente », dirait Jojo qui a grandi dans le Nord et qui ne s'est toujours pas habitué à notre climat – il descend jusqu'à la Promenade, la longe sur quelques centaines de mètres, puis fait demi-tour et remonte dans la Vieille Ville pour nous retrouver au troquet où nous prenons l'apéro de midi.

« Ça y est. Ils sont de retour », a-t-il lancé en guise de salut.

Les nouveaux venus dans notre cercle sont toujours étonnés lorsqu'ils l'entendent pour la première fois annoncer la nouvelle. « Eh, comment sais-tu, puisque t'es aveugle ? ». Didi ne les loupe jamais : « Vous êtes des couillons. Pas besoin d'avoir des yeux, il suffit d'avoir un nez ».

Selon lui, avant même d'arriver à la Promenade ce matin, il était déjà certain qu'ils étaient de retour. La brise qui vient de la plage et s'engouffre dans les rues qui mènent à la Promenade n'était plus la même que les jours d'avant. C'en était fini du mélange d'air iodé et d'effluves d'algues pourrissantes. À la place il y avait l'odeur entêtante des crèmes solaires et le parfum nauséabond de chairs humaines cuisant au soleil.

Voyant nos sourires en coin, Louis, qui dans une autre vie avait bossé à Grasse dans les parfums, nous a dit que nous avions tort de nous moquer, que lui aussi il sentait immédiatement la différence. Si nous ne la sentions pas, c'est que nous n'avions pas de nez, voilà tout. Hafid – nous appelons le « Petit », parce qu'il est beaucoup plus jeune que nous – a été du même avis. Il doit savoir de quoi il parle car il vend des bouteilles d'eau fraîche sur la plage. Il a prétendu que les hommes, les femmes et les enfants sentent différemment et qu'il préfère l'odeur des femmes. Tout le monde s'est tourné vers Myriam qui s'est bornée à hausser les épaules « T'es con, Petit ».

Hafid a rougi de bonheur car Myriam est jeune et belle, et sa parole avait été douce comme une gorgée de thé à la menthe.

« Les adorateurs du soleil ». Je ne sais qui de nous avait trouvé le sobriquet, mais il avait été adopté immédiatement par tout le monde. Il faut dire que pour nous qui sommes nés ici, sans même parler de Hafid qui vient de l'autre côté de la Méditerranée, les adorateurs du soleil sont une véritable énigme (« métaphysique », selon José, qui a fait des études supérieures et que par dérision amicale nous appelons « le philosophe », bien qu'au fond ce soit un bon gars un peu paumé, comme nous tous).

« Réfléchissez un moment », leur ai-je dit. « Qu'est-ce qui peut bien amener des gens qui sont faits comme vous et moi à venir se faire

rôtir par le soleil, vautrés dans des transats du matin au soir, tout cela pour se brûler la peau à un point tel qu'après trois jours tout le monde a l'air d'un grand brûlé avec de la tête aux pieds des lambeaux de peau qui s'en vont ? Vous y comprenez quelque chose ? »

Le philosophe m'a répondu que, comme tous les adorateurs de puissances divines, les adorateurs du soleil cherchent à plaire à leur idole en lui offrant leurs souffrances. « Ce sont des martyrs de leur foi », a-t-il ajouté.

Myriam, qui aime les animaux et qui s'y connaît en serpents (« des bêtes innocentes à qui on fait un faux procès ») a prétendu que comme ceux-ci les adorateurs du soleil veulent muer, faire peau neuve, prendre un nouveau départ en se débarrassant du passé.

« C'est une illusion », a-t-elle ajouté, « mais qu'est-ce qui n'en est pas une ? »

Selon Barnabé, l'explication était simple : « S'ils se font rôtir c'est que ce sont des cons. Lorsque j'avais encore ma vue, j'ai regardé un jour un sketch comique dans lequel un spécialiste montrait une carte de la répartition géographique des cons en été. Il en ressortait – je me rappelle encore ses mots – qu'en été 'les cons forment un conglomerat continu qui va de Calais à Hendaye et de Portbou à Nice' ».

Selon Félip qui autrefois avait tenu une épicerie non loin de la plage et que nous appelons tous l'Économiste, la seule chose qui importe est que les adorateurs du soleil nous font vivre. « Au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, mes parents voulaient fermer l'épicerie qui ne rapportait que dalle et aller travailler en usine. Eh bien, ils m'ont toujours dit que c'est l'arrivée des adorateurs du soleil qui les a sauvés. Ils ont sauvé tout le monde ici. Sans eux nous n'aurions pas le sou. Et c'est nous qui serions les cons. »

C'est Myriam qui a mis tout le monde d'accord : « De toute façon ça ne durera pas. Températures de fournaise, maquis qui part en flammes, désertification de l'arrière-pays – bientôt plus personne ne viendra adorer le soleil. C'est aux adorateurs du soleil que nous devons la bétonnisation des côtes, la mocheté

des villas de l'arrière-pays, les collines pelées et la raréfaction de l'eau. » « Et l'invasion par les sangliers », a ajouté Jojo qui voulait détendre l'atmosphère, mais en vain. Myriam n'a même pas réagi et a continué : « Mais ils n'ont fait qu'accélérer une dégringolade enclenchée depuis longtemps. Désormais nos nababs locaux feront des pèlerinages estivaux vers le Nord pour échapper à la fournaise. Ici, il n'y aura en été que des gens comme nous, c'est-à-dire des pauvres. »

J'ai pensé qu'elle disait cela comme ça, pour nous faire peur.

Été 2032 En été, tard le soir lorsque la chaleur est un peu moins étouffante, Myriam, Hafid et leur petit viennent parfois me chercher à l'hospice. Le petit aime beaucoup pousser le fauteuil roulant jusqu'à la Promenade généralement déserte.



Paul Signac,
Les platanes
(place des Lices,
Saint-Tropez),
1893

Il m'installe à côté d'un banc libre tourné vers la mer. Il a l'embarras du choix, car presque tous sont inoccupés depuis que les adorateurs du soleil ont déserté la ville. Ses parents et lui s'assoient sur le banc.

Face à nous il y a la mer plongée dans le noir. Seul le clapotis des vagues sur les galets témoigne de son existence à quelques pas. Tout est vide et calme. Nous ne parlons pas, car qu'y-a-t-il encore à dire ?

Lors de notre sortie d'hier, alors que je pensais à Barnabé qui savait sentir la mer à défaut de la voir, une main s'est soudain posée sur mon épaule. Je pensais que c'était elle, enfin, et qu'elle était venue pour me prendre. Mais ce n'était que Myriam. « Mare nostrum ! » me dit-elle, en pressant doucement mon épaule. J'étais presque déçu. ●

DROIT DE RÉPONSE

« Facturer par analogie »

En date du 11 août 2023, le *Lëtzebuenger Land* a publié sous le titre « 14 Wochen » une prise de position du Dr Michel Pletschette concernant la discussion autour de l'élargissement des délais de l'IVG à Luxembourg, et plus particulièrement sur l'intervention du président de la Société luxembourgeoise de gynécologie obstétrique (SLGO) sur *RTL-Radio* en date du 12 juillet 2023.

L'auteur, médecin universitaire, chercheur, épidémiologiste et infectiologue, n'a probablement pas lu la prise de position de la SLGO sur le sujet et n'a pas pris le soin de s'enquérir auprès de la SLGO sur son avis, mais se base sur des déclarations radiophoniques à destination du grand public pour s'attaquer à un groupement de professionnels dont il ne partage pas l'avis. Après s'être cru obligé de donner une leçon magistrale aux obstétriciens sur la gestion des risques et complications en médecine, il critique les déclarations de la SLGO sur le manque de chiffres objectifs autour de l'IVG au Luxembourg.

Or, et cela est une réalité, ni le Planning familial, ni la SLGO, ni surtout les pouvoirs publics ne disposent de chiffres fiables concernant cette intervention. Aussi bien le Planning familial, au sein duquel sont réalisées une partie des IVG médicamenteuses, que la SLGO, qui représente les gynécologues réalisant toutes les IVG chirurgicales et de nombreuses IVG médicamenteuses, n'ont qu'une vision parcellaire de la situation, et n'ont aucun moyen de fournir le moindre chiffre global.

La Société luxembourgeoise de gynécologie obstétrique réagit à l'article du Dr Michel Pletschette, paru dans le Land du 12 juillet 2023

Le Planning, en tant que structure nationale, peut fournir le nombre d'IVG médicamenteuses effectuées dans ses murs, sous condition de tenir un registre.

La situation est toute différente pour la SLGO, dont le rôle n'est d'ailleurs nullement d'établir des statistiques ni de demander des comptes à ses membres sur leur activité. Tout d'abord, les gynécologues ne sont pas tous membres de la SLGO. Ensuite, l'IVG n'ayant pas un code de facturation spécifique, l'IVG peut être encodée soit sous le code 6A71 avortement chirurgical avant quatorze semaines de grossesse (l'IVG médicamenteuse n'est pas prévue) soit sous le code 6A72 avortement médical ou par hystérotomie (!) après quatorze semaines de grossesse, sans pouvoir différencier le traitement d'une fausse couche, d'une interruption médicamenteuse ou d'une IVG, ce qui rend l'information inutilisable.

Qu'un épidémiologiste suggère d'aller puiser des informations dans une telle source sans la moindre fiabilité est pour le moins étonnant.

Les pouvoirs publics – ministères et Direction de la Santé – avaient, quant à eux, le temps depuis 2014 d'organiser le recensement statistique, tout comme la prise en charge adaptée par la CNS de cet acte sur lequel ils ont légiféré. Ni l'un ni l'autre n'ont été faits sous quatre ministres successifs. Que le Dr Pletschette soit rassuré : la revendication n'est pas pécuniaire, mais administrative. Que l'avortement médicamenteux – volontaire ou médical – n'ait aucune position dans la nomenclature est aberrant et oblige les médecins à facturer par analogie. Aujourd'hui il n'existe donc aucun chiffre sur ce qui

est fait, et sur comment cela est fait. On ignore aussi le nombre de patientes à qui une extension des délais pourrait profiter.

La SLGO est donc parfaitement dans son rôle quand elle met en garde contre une extension des délais sans raison objectivable, et finalement surtout pour s'aligner sur la France, où le manque d'accessibilité à l'IVG a été objectivée.

Alors que le Dr Pletschette corrobore les dires de la SLGO sur une discrète augmentation des risques en fonction de l'âge gestationnel au moment de l'interruption, il omet malheureusement de citer un argument-clé, largement abordé par le président de la SLGO, rendant l'extension des délais de l'IVG éthiquement critiquable : face au NIPT test, réalisé de manière quasi systématique à Luxembourg et divulguant le sexe du fœtus aux parents vers douze semaines de grossesse, une IVG devient possible parce que le sexe de l'enfant ne correspond pas aux souhaits des parents.

Il nous semble que cet aspect aurait mérité que le Comité national d'éthique eut été demandé en son avis avant le feu vert ministériel de principe.

Pour terminer ce droit de réponse, nous voudrions citer le Dr Michel Pletschette : « Jedenfalls ist es nicht zulässig, jemand anderem seine ethische oder anders geartete Ansicht aufzuzwängen, in welche Richtung auch immer ». ● Le conseil d'administration de la SLGO

Féminin fragmenté

Le Trois C-L annonce sa rentrée, dès le premier dimanche du mois de septembre, avec le traditionnel 3 du Trois. Les deux chorégraphes invitées, Sarah Baltzinger qui travaille entre le Luxembourg et la France et la Grecque Fotini Stamatelopoulou, ouvrent la saison avec des créations qui étudient les corps de femmes.

Dans *Vénus anatomique*, Sarah Baltzinger invite le spectateur à déconstruire le corps féminin, paradoxalement à travers le processus de sa fabrication. Avec cinq performeuses sur scène, on entre dans un laboratoire à Vénus, rempli de kits de corps mécaniques, disloqués, prêts à être assemblés. Par une opération chirurgicale, on construit le modèle unique de la Vénus idéale à partir de morceaux polymorphes (photo : Steez). La chorégraphe s’est inspirée de la culture populaire, de la mythologie du féminin et de l’histoire des Vénus fabriquées et transformées au fil des temps. Dans sa création, elle remet en question notre imaginaire qui a figé le regard posé sur le corps des femmes, qui l’a enfermé dans les carcans, qui continue opérer dans ses mises en scène. Ces représentations révèlent l’aliénation corporelle par

l’objectivation et l’uniformisation absurde. La pièce *Vénus anatomique*, coproduite par les Théâtres de la Ville de Luxembourg, est présentée aux Trois C-L en cours de travail, après plusieurs résidences de création. Sa première est prévue au Grand Théâtre à la fin d’année.

Il est également question du rapport au corps féminin et des normes qui le régissent dans le projet d’installation sonore et de mouvement *Divine thanks for near misses*. La chercheuse, chorégraphe et performeuse Fotini Stamatelopoulou examine, à travers le mouvement, le son et l’histoire de l’anatomie humaine, le regard porté sur les corps de femmes. Se référant aux cultures méditerranéennes, notamment à la tradition d’offrandes votives illustrant des parties corporelles fragmentées, la chercheuse sonde à la fois les usages traditionnels et les rites liés à la foi. L’artiste engage sur scène un dialogue avec des pratiques rituelles, tout en étant dans une posture de figure observée par le public. Panos Alexiadis, l’artiste sonore associé au projet, travaille sur l’aspect physique du son, en se concentrant sur la perception de celui-ci par le corps de l’interprète et sur son impact sur le public. aia



14

K U L T U R

Land

25.08.2023

GRANDE RÉGION



Artmix

La Ville de Luxembourg et la Ville de Sarrebruck invitent artistes et curateurs à présenter leur candidature pour la résidence Artmix 2023 – 2024. Pendant la résidence, les artistes auront à leur disposition les ateliers de la Stadtgalerie de Sarrebruck et ceux de Neimënster à Luxembourg. La résidence sera clôturée en mai 2024 par une exposition au Cercle Cité et à la Stadtgalerie de Sarrebruck (photo). Le Casino Display met en place un programme cadre en parallèle. Jusqu’ici Artmix s’adressait aux artistes plasticiens émergents. La résidence inclut désormais

des curateurs et passe au format biennal. Son objectif est de favoriser les échanges interrégionaux entre les scènes artistiques respectives, d’encourager des nouvelles formes de collaboration et de professionnaliser le secteur. Un jury composé de représentants des institutions participantes sélectionnera un ou une artiste en lien avec Luxembourg et avec Sarrebruck, ainsi qu’un curateur ou une équipe de curateurs. Les candidats retenus développeront ensemble un concept d’exposition, ainsi que les supports de relations presse et de communication, ainsi qu’un programme de médiation. Ils assureront également la scénographie, encadrés et soutenus par les équipes des deux espaces d’exposition. Les candidatures sont à déposer avant le 2 octobre prochain. aia

F E S T I V A L

La der des der

Après dix ans, les organisateurs du festival Last Summer Dance tirent leur révérence. Cette huitième édition (2020 et 2021 n’ont pas eu lieu) sera la dernière. Une occasion de se retrouver encore une fois dans le parc du château d’Erpeldange-sur-Sûre ce vendredi à partir de 17h. L’invitation à cette dernière danse reprend le format qui a fait ses preuves : de la musique et de l’art, des artistes du pays et quelques invités d’ailleurs. Avec, en sus, une rétrospective en images de l’histoire du festival et un

magazine. On fera le retour, sans nostalgie, sur les dix années de son existence. Sur la scène du Last Summer Dance des musiciens de tous bords, notamment ceux qui ont marqué les éditions précédentes : la compositrice-interprète Hannah H avec ses tonalités de jazz et de soul (photo), le groupe barcelonais Awa Pa Las Calvos qui mélange des rythmes urbains avec le flamenco andalou. Du R&B et de la danse contemporaine par la tête d’affiche Edsun, précédé du groupe indie-rock Desy Mesk. Les amateurs de la country seront servis par le trio Zero Point Five. Sur la scène musicale également, Nea Lone avec sa pop fraîche et tonique et du nouveau rock-pop de la chanteuse Nadja Prange. Aux platines de la nuit d’Erpeldange officiera le DJ Aka Ghost.

Dans le cadre de cette dernière édition, les organisateurs ont invité les artistes plasticiens, habitués du festival, Marina Herber, Anne Gillen, Lynn Kelders, Maurizio Fusillo, Elena Hentges, Mila Thoma, Léa Giordano, en leur proposant de revenir sur les éditions écoulées et de saisir ce que Last Summer Dance a vécu depuis ses premiers pas jusqu’à sa ronde finale. aia



MUSIQUE CLASSIQUE

Hors des grandes scènes

Amener des concerts de qualité dans les villages et en faire connaître le patrimoine bâti et naturel, telle est la proposition du festival Musique dans la Vallée. Les cinq communes de l’Attert participantes des deux côtés de la frontière belgo-luxembourgeoise entament, ce samedi, sa 25e édition. Le concert d’ouverture du 26 août mettra à l’honneur Liszt à l’église de Tontelange. Le quatuor composé des pianistes Eliane Reyes et Jean-Claude Vanden Eynden, de la mezzo-soprano Cécile Lastchenko et du baryton-basse Sébastien Parotte, interprétera entre autres *Les jeux d’eau à la villa d’Este* et la *Rhapsodie hongroise n°15*. Le 9 septembre, à l’église de Ell, ce sera du Vivaldi avec le concerto *La Notte* pour flûte et orchestre ; *Sento in sens* pour contre-ténor et orchestre et, les tant appréciées, *Quatre saisons* par l’Orchestre I Virtuosi di Waterloo. Un des chefs d’œuvre de Mozart, la *Sinfonia concertante* résonnera à l’église de Bettborn le 16 septembre. Avec sur scène, l’orchestre grand-ducal Estro Armonico sous la direction de Carlo Jans et quatre solistes. Le 23 septembre, à l’église de Beckerich, le concert sera consacré à Mendelssohn avec la *Symphonie pour cordes n°3*, *6 et 10*, *Infelice op 94* et le *concerto pour violon et orchestre n°1*, interprétés par l’Orchestre royal de chambre de Wallonie. Les organisateurs accueillent

chaque année un chœur étranger, cette année direction la Corse, avec le chœur d’hommes de Sartène pour des chants de la Passion et des chants traditionnels corses. Une nouveauté aussi, un concert pour famille *Enfin en accords* aura lieu le 23 septembre à Beckerich. Les musiciens de l’ORCW et Anne-Sophie Delire, clown qui joue des claquettes et de la contrebasse, amuseront les jeunes spectateurs. Le festival s’étire jusqu’au 1^{er} octobre. La soprano Claudia Porrero Cabrera et le ténor Jonathan Vork, accompagnés par Alain Bajot au piano, interpréteront un répertoire sur le thème d’amour. Du Schumann, Donizetti, Puccini, Strauss, Mozart, Fauré en clôture du festival à la salle Schuman d’Attert. aia

COUP DE GUEULE

Une exposition vandalisée

La série *Planet Thuya* comprend une trentaine d’images réalisées par Patrick Galbats pour la commune de Lorentzweiler. Exposées en plein air le long d’une piste cyclable, elles ont toutes été vandalisées, rayées avec un outil métallique (photo : Véronique Kolber). « À part les dégâts matériels qui s’élèvent à plusieurs milliers d’euros, cet acte de vandalisme pas très innocent, déclenche une certaine amertume chez moi », partage l’artiste ce jeudi sur Facebook. Son travail



s’inscrit dans un programme d’art en espace public initié par la commune en 2019. Patrick Galbats, enfant du pays, revient dans sa commune d’origine qu’il a quittée il y a vingt ans. Ses photos sont une plongée dans un paysage et des coutumes qui ne sont plus ceux qu’il a connus. Le photographe les observe comme une planète extraterrestre. Un visage peint pour jouer au Père Fouettard, une dame qui pose à côté de son thuya géant (qui donne le titre à la série), la végétation qui a repris ses droits sous l’autoroute, des barrières qui entourent une plaque d’égout ou un cimetière de sapins de Noël sont autant de détails ironiques et décalés. « J’ai du mal à m’identifier au mode de vie luxembourgeois et ce mal fait partie de mon travail », détaille celui qui vit désormais à Bruxelles. Il n’exclut pas un acte dirigé spécialement contre ce travail « critique mais respectueux ». Il espère que la commune de Lorentzweiler, propriétaire de l’exposition, portera plainte et pourra remplacer les tirages photographiques qui devraient être exposés jusqu’en mai 2024. L’administration communale, en congé, n’a pas pu répondre à cette demande. fc

ERRATUM

Les oiseaux attendent pour siffler

Une erreur nous a été signalée par Simone Beck, présidente de la Commission luxembourgeoise pour l’Unesco dans l’article *Des oiseaux sifflent* paru la semaine dernière. Contrairement à ce que l’introduction de l’article affirme, l’Éimaischen n’est pas inscrit au patrimoine culturel immatériel de l’Unesco. « Pour qu’une tradition puisse introduire une candidature pour la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l’humanité, il faut qu’elle figure sur un inventaire national. Cet inventaire a été créé en 2008 pour permettre une candidature de la Procession dansante d’Echternach. Quatre traditions luxembourgeoises figuraient alors sur l’inventaire national : la Procession dansante, l’Éimaischen, la Schueberfouer et son Hämmlsmarsch et l’Oktave en honneur de Notre-Dame de Luxembourg », précise Simone Beck. En 2017, le ministère de la Culture a suscité un nouvel intérêt pour l’inventaire national du patrimoine vivant luxembourgeois. Sur cet inventaire figurent onze nouvelles traditions dont certaines sont présentées dans une série d’articles du *Land* cet été. En 2020, l’art musical de sonner la trompe est entré sur la Liste de l’Unesco. La transhumance, l’abissage et la maïeutique font actuellement partie d’une candidature multinationale. Une décision à ce sujet est attendue en décembre. Pour plus d’informations : iki.lu. fc

Ça chauffe dans la vallée de Trintange

Erwan Nonet

Depuis l’année dernière, il y a du grabuge dans la vallée de Trintange. L’État souhaite y créer une zone protégée, mais la population s’y est fermement opposée. À force de diplomatie, une solution est en passe d’être trouvée

Elle trace une ligne, direction sud-est, depuis le village d'Ersange jusqu'à Bous, à la porte de Remich. La vallée de Trintange (Tréntengerdall) est un axe fréquenté aux heures de pointe puisqu'elle est une des voies d'accès vers la capitale, distribuant aussi Contern et Sandweiler. En dehors de ces heures de grand passage, les villages qui s'ègrènent les uns après les autres le long des rives du Houlbech, le petit ruisseau qui est l'auteur de ce cadre bucolique, sont tous plus calmes les uns que les autres. Les panoramas sont particulièrement apaisants. Au fond de la plaine alluviale, la nature est maîtrisée sans être exploitée et sur ses flancs, plus élevés au sud qu'au nord, les denses forêts semblent protéger cette sérénité apparente, qui peut toutefois s'avérer trompeuse.

Ce paysage morcelé, aux parcelles de tailles modestes entrecoupées de haies et ponctuées de vergers, de bosquets voire de roselières dans les zones les plus humides, n'a presque pas changé depuis bien longtemps. La culture des cerises, notamment, est historique. Elles abondaient autrefois sur les marchés de la capitale. Depuis 1946, la fête de la cerise, chaque premier dimanche de juillet, lui rend hommage même si, ici comme ailleurs, les bénévoles pour l'animer commencent sérieusement à manquer.

Fin 2020, le dossier d'un possible classement qui permettrait de préserver ce paysage riche et rare est entamé. Une première mouture est finalisée un an plus tard, les communes sont contactées une par une et, le 25 octobre et le 8 novembre 2022, les premières réunions publiques sont organisées à Moutfort, puis Bous. La présentation du projet de protection du Tréntengerdall en tant que Zone protégée d'intérêt national (ZPIN) attire les foules et les salles sont archipleinées. Gilles Biver (conseiller de gouvernement à la direction des ressources naturelles, de l'eau et des forêts au ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable) et Corinne Steinbach (en charge des zones protégées au Service de la nature de l'Administration de la nature et des forêts, ANF) sont chargés de présenter un projet qui, manifestement, n'est pas le bienvenu. Lorsqu'arrive le temps des questions-réponses, le ton monte rapidement et l'atmosphère devient irrespirable.

Les agriculteurs et les quelques viticulteurs concernés (des vignes sont plantées à Bous) s'opposent frontalement aux représentants de l'État qui n'étaient sans doute pas prêts à affronter une

telle adversité. « Le problème, c'est que beaucoup ont eu l'impression d'avoir été mis devant le fait accompli et de ne rien avoir à dire, que tout avait été déjà décidé sans eux », avance Jean-Marie Vesque, un vigneron qui travaille des vignes à Bous, dans un secteur inclus dans le périmètre alors présenté.

La crainte des locaux ? Qu'on ne les laisse plus travailler sur leurs terres avec, en bruit de fond, un prétendu durcissement de la réglementation européenne attendu en 2025. La rumeur court que dans les ZPIN, on ne pourrait plus utiliser aucun traitement, même pas bio. Les vignerons allemands, de l'autre côté de la Moselle, s'en inquiètent puisque près de la moitié de leur surface viticole est concernée. Évidemment, l'application d'une telle législation signerait le glas de la protection viticole dans ces secteurs. Difficile, tout de même, de croire que l'Europe préférerait voir des coteaux en friche plutôt que des terrasses plantées de vignes en bonne santé. C'est un choc de cultures qui se pose dans la vallée de Trintange, et il n'est pas impossible non plus que, les élections communales approchant, certains aient sciemment jeté de l'huile sur le feu sur un projet « vert »...

Heureusement, le dialogue a pu être relancé, notamment grâce à des agriculteurs et des viticulteurs plus pragmatiques comme Jean-Claude Muller (ferme Muller-Lemmer, à Contern) ou Jean-Marie Vesque (domaine Cep d'Or, à Héttermillen). La porte des agents du ministère de l'Environnement étant toujours ouverte, une nouvelle phase plus productive a pu s'opérer. « Pour éviter tout risque d'interdictions futures, nous avons proposé de retirer certaines zones du périmètre initial, mais en offrant que d'autres secteurs, y compris des zones de protection de l'eau, soient inclus », explique le vigneron. Corinne Steinbach confirme qu'une nouvelle proposition prenant en compte les critiques énoncées par la population locale est sur le point d'être proposée.

Normalement, les Zones protégées d'intérêt national imposent un règlement plus strict que les zones Natura 2000, mais ici, Corinne Steinbach explique que ce nouveau classement ne changera pas vraiment le quotidien de tous ceux pour qui la vallée est un lieu de travail. « Chaque zone a son règlement et ses interdictions, mais dans la vallée de Trintange, l'idée est surtout de protéger le paysage, souligne-t-elle. Le principal changement sera qu'on ne pourra plus construire de



Des vignes de Jean-Marie Vesque sont dans le périmètre concerné

Dans la vallée de Trintange, l'idée est de protéger le paysage en interdisant de nouveaux bâtiments ou de nouvelles routes

nouveaux bâtiments et de nouvelles routes, mais il n'y aura pas vraiment de nouvelles restrictions concernant les pratiques agricoles. » L'emploi de fertilisants et de pesticides sera même toujours possible, sauf dans les biotopes particuliers qui sont de toute façon déjà protégés.

Un long parcours

Une fois que les limites de la ZPIN feront consensus, le dossier repartira donc dans les communes où il sera consultable par tout un chacun. Le temps de l'enquête publique sera alors venu et, comme le garantit la convention d'Aarhus, il sera possible de faire parvenir ses réclamations pendant trente jours au conseil communal qui donnera son avis et le transmettra au ministère de l'Environnement. Toutes les réclamations seront alors étudiées par l'ANF et elles pourront éventuellement donner lieu à des modifications ponctuelles. La version potentiellement amendée sera alors remise au ministre de l'Environnement, puis au Conseil de Gouvernement et au Conseil d'État. Un parcours long, mais garant du processus démocratique. Si le règlement grand-ducal stipulant la création de la nouvelle zone protégée était publié fin 2024, début 2025, c'est que l'on n'aura pas perdu de temps.

Bien d'autres dossiers de classements en zone protégée sont en cours dans le pays, dont la superficie protégée frôle les trente pour cent du territoire national (zone Natura 2000 et ZPIN comprises), ce qui en fait un très bon élève au niveau européen. Mais celui de la vallée de Trintange est l'un des plus grands... et assurément l'un des plus compliqués. « Chaque dossier porte sa propre histoire, certains sont plus complexes que d'autres et celui-là n'est pas le plus facile, remarque Corinne Steinbach. En règle générale, ceux qui se trouvent dans les secteurs forestiers sont plus simples que ceux qui se trouvent dans des milieux ouverts. Nous le comprenons très bien, beaucoup de personnes vivent du travail de ces terres. »

Mais pourquoi la confrontation du projet avec les citoyens s'est à ce point mal passée ? L'impact des réunions publiques a été très mauvais et il y a des leçons à tirer de cet épisode. Sans doute que la communication aurait pu être meilleure, mais il faut reconnaître qu'il est toujours difficile de lutter contre les fausses informations qui circulent. L'effet de groupe ne créant pas, non plus, le cadre idéal des discussions sereines et apaisées. Néanmoins, la reprise du dialogue montre aussi que chaque camp a su rebondir et dépasser les premiers clivages. Les habitants du Tréntengerdall ont travaillé sur une nouvelle proposition et les services de l'État se sont montrés ouverts à la négociation. « Il faut aussi savoir que dans ces cas, nous pouvons proposer aux agriculteurs des analyses agronomiques de leurs exploitations pour étudier les répercussions d'un classement sur leur activité et trouver les solutions qui permettront à tout le monde de sortir gagnant. Ces études entièrement payées par le ministère sont très utiles pour trouver le meilleur moyen de gérer les surfaces agricoles », précise Corinne Steinbach.

Si le Tréntengerdall était prochainement classée en ZPIN, elle ne serait pas mise sous cloche puisque les interdictions ne seraient pas légion, bien moins importantes, en tout cas, que dans beaucoup d'autres zones protégées du Grand-Duché. Un classement à minima, peut-être, mais qui permettrait déjà à la vallée de conserver ses caractéristiques actuelles et aussi aux producteurs locaux d'avancer un nouvel argument pour mettre en avant le fruit de leur travail.

Les lourdes terres argileuses parfaites pour les pâtures extensives pourraient alors retrouver ce calme auquel elles étaient habituées. Les habitants et les visiteurs avertis pourront se dire qu'il s'est passé là un drôle de combat dont personne, sûrement, n'aura vraiment compris tous les tenants et aboutissants. Le plus important, finalement, étant que le lieu et ses habitants conservent cette osmose qui fait de la vallée un des plus jolis coins du pays. ●



Le paysage du Tréntengerdall a peu changé au fil des années

MUSIQUE CLASSIQUE

Avanti la musica

On the road again ! Reprise imminente des bonnes habitudes, à la Philharmonie, avec le retour d’une saison musicale qui met à l’honneur autant la tradition que l’innovation, les répertoires anciens que les modernes, les valeurs sûres que les étoiles montantes, les ensembles autochtones que les formations venues d’ailleurs.

Côté tradition, on notera que l’Orchestre Philharmonique du Luxembourg, doyen des orchestres luxembourgeois en activité, soufflera fièrement, cette saison, ses 90 bougies, tandis que, l’an prochain, les Solistes Européens, Luxembourg, l’autre phalange phare de la vie musicale grand-ducale, fêteront leurs 25^e anniversaire. OPL (sous Gimeno, son chef attiré, mais aussi sous Equilbey, Hager, Karabits, Popelka, Saraste, Sokhiev, Ward) et SEL (drivés par Christoph König) se montreront, comme à l’accoutumée, généreux et audacieux, en conjuguant, à la faveur de programmes de derrière les fagots, voies royales et chemins de traverse.

Côté innovation, on signalera que le festival de musique contemporaine *Rainy Days*, dont le « bras armé » est l’ensemble United Instruments of Lucilin (lequel présente sa propre série de concerts), se dote d’une nouvelle directrice en la personne de la compositrice Catherine Kontz. De l’innovation à la création, il n’y a qu’un pas qu’illustre, par exemple, la création du *Concerto pour violon* de notre compatriote Georges Lentz. Parmi les compositeurs, une place de choix sera faite – centième anniversaire oblige – à György Ligeti, reconnu, à la fois, comme un classique de la modernité et l’un des créateurs les plus populaires du siècle dernier.

Aucune époque du répertoire – baroque, classique, romantique, moderne – aucun de ses pans – symphonique, chambriste, soliste, lyrique, folklorique, jazz – n’est laissé de côté. Sans oublier quelques découvertes ou telles surprises, là où on les attend le moins. Quant aux enfants, ils sont particulièrement gâtés, cette année, par le département Éducation, lequel leur a concocté une palette on ne peut plus fournie et variée de programmes, déclinés selon des tranches d’âge précises.

Force est de constater que, dans le panorama général de la saison nouvelle, le piano se taillera la part du lion, avec une douzaine d’interprètes de haut vol. À commencer par la pianiste d’exception qu’est Hélène Grimaud, laquelle se produira au total quatre fois à la Philharmonie, en tant qu’« artiste en résidence ». Mais attention à ne pas résumer la nouvelle saison au choc annoncé et forcément très attendu des retrouvailles avec celle qui se décrit volontiers comme une « femme de la Renaissance ».

Grand auditorium et salle de musique de chambre seront, en effet, les écrins de

nombreuses prestations, où les grand(e)s sages de « l’orchestre à 88 touches » (Aimard, Buchbinder, Kissin, Mustonen, Pires, Pletnev, Sokolov, Uchida) auront l’occasion de croiser leurs cadets (Dovgan, Lahiry, Lisiecki, Malofeev, Melnikov, Moog, Rana, Trifonov, Wollny, Zhan) et tel ou tel nouveau visage. Répondront présent également les intrépides virtuoses de chez nous, Laurence Koch, Cathy Krier et Jean Muller. À noter aussi, côté organistes, un récital de « notre » Maurice Clement ainsi que la venue du jeune prodige Sebastian Hendl, qui se fendra d’un récital « pop-baroque ».

Le violon, quant à lui, est représenté par les noms prestigieux de Capuçon, Faust, Jansen, Kavakos, Mutter, Steinbacher et Zimmermann ; le violoncelle, par ceux de Sol Gabetta et Jean-Guihen Queyras ; les ensembles chambristes à cordes, par les Quatuors Brentano, Diotima, Èbene, Haas et Kreisler, ainsi que par les Trios Louvigny et Schengen.

S’agissant des orchestres et de leurs chef(fe)s, la programmation n’a absolument rien à envier à celle des hauts-lieux internationaux : Petrenko et le Berlin, Harding et le Vienne, Muti et le Chicago, Nézet-Séguin et le Philadelphia, Rattle et le London Symphony Orchestra, Nelsons et le Gewandhaus, Christie et Les Arts Florissants, Herreweghe et le Collegium Vocale Gent, Chailly et la Filarmonica della Scala, Gardiner et les English Baroque Soloists, et j’en passe... Une mention spéciale revient à la venue de l’inclassable et inénarrable Max Raabe

Aucune époque du répertoire, aucun de ses pans n’est laissé de côté dans ce programme d’équilibrisme

avec son merveilleux Palast Orchester, comme, dans d’autres registres, celle de deux légendes vivantes : l’une de la guitare (Gilberto Gil), l’autre de la trompette (Wynton Marsalis).

Enfin, cet aperçu panoramique de la saison à venir serait incomplet sans qu’il soit fait état du domaine lyrique, plus richement illustré que jamais, avec les apparitions des mezzos Joyce DiDonato dans Didon et Énée de Purcell, Magdalena Kozena dans un récital Debussy-Messiaen, et – last but not least – accompagnée par l’orchestre Les Musiciens du Prince, attaché à l’Opéra de Monte-Carlo, la *diva assoluta*, Cecilia Bartoli, dans *Jules César en Égypte* (version concert) de Händel. Tandis que le Grand Théâtre prêterait sa scène à deux coproductions opératiques internationales d’envergure : *La Clémence de Titus* de Mozart et *Falstaff* de Verdi. ● José Voss

L’Orchestre Philharmonique du Luxembourg fête ses 90 ans



CULTURE ET ÉCO-RESPONSABILITÉ (6)

Vers une écologie curatoriale

Loïc Millot



Béatrice Josse est aujourd’hui professeure à la Haute école des arts du Rhin

Formée en droit et en histoire de l’art, Béatrice Josse a créé de bout en bout le Frac Lorraine, établissement d’art contemporain dont elle a assuré la direction pendant plus de vingt ans (1993-2016). À ses débuts, la jeune femme ne disposait ni d’une équipe permanente, ni d’un lieu où exposer durablement les œuvres acquises dans le cadre de la constitution de cette collection publique. Mais l’imagination et l’ingéniosité ont fait des miracles. La première idée, fort originale à l’époque, était de collectionner des œuvres immatérielles, des performances et des protocoles ré-activables à l’infini. Béatrice Josse décide ensuite de donner une orientation résolument féministe à sa programmation artistique, un héritage aujourd’hui indissociable de l’identité du Frac Lorraine. Pendant dix ans, Béatrice Josse parvient à faire vivre ce fonds singulier de façon itinérante. Par exemple, en 1996 elle s’associe avec le Casino Luxembourg, dirigé alors par Enrico Lunghi, pour mener un projet avec l’artiste Nicolas Floch dans l’espace public. Aucune mention du mot « art » ne figure alors au sein de cette action urbaine, qui consiste à faire pousser des choux pour en faire, à terme, une grande potée pour le public. L’enjeu est manifestement éco-politique : il s’agit de réintroduire des espaces comestibles au sein de la cité, les rendre accessibles à tous, et par là même occasion d’interroger ce qui relève du goût des citoyens et du goût des édiles...

Dans un même registre para-artistique, un jardin voit le jour en 2007 au sein du Frac Lorraine, finalement installé dans sa tour médiévale rue des Trinitaires à Metz. Le collectif berlinois Le Balto est invité à mettre en œuvre le chantier et à engager une sensibilisation à l’environnement auprès de l’équipe (et du public, qui peut y pénétrer au détour d’une visite). Puis avec Liliana Motta, artiste associée, éclot un « Jardin des mauvaises herbes », prétexte, là encore, à une interprétation politique : Les mauvaises herbes étant, selon elle, « une terminologie inadéquate pour désigner des herbes non désirées. Il n’y a pas de mauvaises herbes, comme il n’y a pas de mauvaises personnes ». En 2009, le directrice privilégie une approche poétique de l’écologie à travers l’exposition *Esthétique des pôles. Le testament des glaces*, qui fit connaître le travail du vidéaste hollandais Guido van der Werve. Il se filme marchant sur une mer gelée, suivi d’un énorme brise-glace. On l’aura compris : c’est à travers ses propositions artistiques que se traduit initialement l’engagement de Béatrice Josse.

Après cette longue expérience fondatrice au Frac Lorraine, elle rejoint en 2016 le Magasin des Ho-

« Dans les écoles, on voit tout de suite le résultats : on sème quelque chose et les étudiants s’en emparent. »

Béatrice Josse

rizons de Grenoble, ville pionnière en matière d’inclusion et d’écologie. Sa candidature est choisie pour le projet, qualifié de « permaculturel », qu’elle souhaite pleinement ancrer dans l’environnement de Grenoble : interventions en montagne sur le problème de la fonte des neiges, rencontres entre artistes et penseurs dans des villages alpestres. Sur place, la nouvelle directrice déchante rapidement en découvrant un bâtiment vétuste, « sans chauffage et laissé à l’abandon », initialement conçu pour une existence éphémère... Comme « les écolos se demandent comment vivre à partir des vestiges du capitalisme », Béatrice Josse souhaite, symétriquement, « bâtir quelque chose à partir des ruines, de l’existant, et interroger collectivement les modes de gouvernance, la programmation, la scénographie. Un projet que l’on croyait très en phase avec la politique écolo menée par le maire Eric Piolle », confie-t-elle. Mais très tôt elle se heurte à des logiques contradictoires : « On s’est retrouvés pris dans une pression politique entre la ville d’un côté, et la région et l’État de l’autre, qui font globalement la guerre aux écolos, et nous avons endossé le rôle de punching-ball... », se désole-t-elle. Privée d’une partie importante des subventions, Béatrice Josse doit revoir à la baisse sa copie éco-féministe, peu au goût de la région et de son président Laurent Wauquiez... Alors qu’elle devait présenter en 2019 un nouveau projet au conseil d’administration, Béatrice Josse claque la porte. Pour ne plus jamais y remettre les pieds.

Après deux années de confinement, Béatrice Josse vit désormais retirée à la campagne, non loin de Genève. Invitée à Esch-sur-Alzette lors du workshop sur l’écoresponsabilité, la théoricienne et curatrice a évoqué les interventions des activistes visant des

chefs d’œuvre des musées internationaux. « Ce que nous disent ces actions, c’est qu’il n’est plus possible de se contenter de contempler la nature peinte ou feinte. Les humains doivent aujourd’hui considérer la nature dans sa réalité catastrophique et non seulement contemplative. Par ailleurs, s’en prendre aux musées a un effet bien plus considérable que s’en prendre aux jets privés. Deux militants sans budget peuvent ainsi se faire entendre avec des millions de vues et susciter des milliers d’articles et de réactions diverses. Autre remarque, ces actions s’adressent à un public éduqué, celui qui fréquente les lieux culturels, ceux-là même qui pourraient être des électeurs des partis écologistes. Ceux et celles qui sont parfois en contradiction avec leur vote dans leur mode de vie, de consommation, de loisirs, de voyages. » Dans son discours, elle se réfère aussi au *Petit traité de permaculture institutionnelle* écrit par Guillaume Désanges, l’actuel président du Palais de Tokyo. C’est d’ailleurs au sein de cet institut parisien qu’elle organisera, le 16 septembre prochain, une série de tables-rondes sur les possibilités socialement inclusives du secteur culturel. Elle invite parallèlement des conservateurs à envisager ce qu’elle définit comme une « écologie curatoriale », c’est-à-dire à changer les habitudes de travail, notamment en valorisant autrement les collections dont disposent les musées au lieu de recourir à des pièces lointaines acheminées par avion. Du circuit court appliqué au secteur culturel, autrement dit.

Gardant un pied en Grande Région, Béatrice Josse conduit un programme ambitieux commandité par la Scène nationale de Bar-le-Duc, ironiquement intitulé *Un avenir +/- radieux*, où se mêlent savoirs, spectacles vivants et participation de la population. Soit l’occasion de structurer une résistance citoyenne, artistique et anthropologique face à l’enfouissement des déchets nucléaires dans le village de Bure, un projet gouvernemental qui s’étend sur quelques centaines de milliers d’années... Mais c’est surtout dans l’enseignement supérieur que la curatrice militante estime trouver un levier important de changement. Responsable du Master « Réhabiter » à la Haute école des arts du Rhin à Mulhouse, elle dispense notamment des cours sur le bio-régionalisme, une notion venue des États-Unis dans les années 1970. L’endroit idéal, selon elle, pour avoir à nouveau prise sur le réel et concevoir un avenir désirable : « Dans les écoles, on voit tout de suite le résultat : on sème quelque chose et les étudiants s’en emparent aussitôt. C’est peut-être là le meilleur endroit pour faire bouger la société et aider les jeunes », constate-t-elle, confiante malgré tout en l’avenir. ●

L'art de l'éphémère

Karolina Markiewicz

Quelques jalons sur ce qu'est la performance art ou l'art performance, ainsi que les artistes qui l'ont initié, défini et le représentent



Forecast (LX23)
de Ari Benjamin Meyers avec Laura Eichten

La performance art consiste en une création artistique réalisée à travers des actions menées par un artiste ou d'autres participants. Ces actions peuvent être spontanées, planifiées, exécutées en direct ou consignées, et elles sont destinées à être présentées à un public dans un contexte artistique. Souvent ce genre d'expression fait fusionner l'identité de l'artiste avec son œuvre, remettant en question la distinction conventionnelle entre l'artiste et son travail, ainsi que la nature marchande des formes artistiques traditionnelles. Parfois appelée « action artistique », elle a évolué en tant que genre autonome au sein de l'art, jouant un rôle central dans les mouvements avant-gardistes du vingtième siècle.

Dans une performance, on distingue des éléments fondamentaux tels que le temps, l'espace, la présence physique du corps de l'artiste. On distingue aussi la dynamique entre la créatrice ou le créateur et le public. Les actions peuvent se dérouler n'importe où, une galerie d'art, un musée, dans la rue ou tout autre environnement. Elles ont pour but de susciter une réaction, souvent par le biais de l'improvisation et de la mise en scène artistique. Les thèmes abordés sont généralement liés à la vie de l'artiste, à une critique sociale, politique ou à la transformation. Les performances peuvent être uniques ou répétées, structurées ou laissées à l'imprévu, et elles peuvent être le fruit de préparations minutieuses avec des protocoles ou d'actes spontanés.

Le terme « performance » tire son origine de l'expression « performance art », qui évoque l'idée d'un art en direct. Bien que les termes « performance » et « art de la performance » aient été adoptés dans ces années 1970, l'histoire de la performance dans les arts visuels remonte aux productions futuristes et aux cabarets dès les années 1910. On peut remonter les sources à divers mouvements artistiques tels que le dadaïsme et l'Internationale Situationniste ainsi qu'à des artistes comme Antonin Artaud ou Valeska Gert, au début du vingtième siècle, même si leur travail artistique respectif part de la danse et du théâtre, l'expressionnisme allemand dans lequel s'est inscrite Gert, par exemple, esquisse déjà cette forme qui peut s'apparenter à la performance art d'aujourd'hui.

Cependant ce « performance art » a été progressivement défini comme un genre distinct dans les années 1970, surtout aux États-Unis, avec entre autres, Allan Kaprow. Inspiré par ses maîtres (John Cage et Marcel Duchamp) et par les diverses tendances de l'école de New York, Kaprow rejette toute idée reçue en lien avec l'art, il efface ainsi les frontières entre art et non-art et crée le « happening », une œuvre d'art en devenir, qu'on qualifiera de performance art, plus tard.

Auprès de ses représentants, il s'agit d'échapper à la répétition et à la structure d'une œuvre traditionnelle. Des artistes pionnières et pionniers

Il s'agit d'échapper à la répétition et à la structure d'une œuvre traditionnelle

tels que Carolee Schneemann, Laurie Anderson, Marina Abramovic, Ana Mendieta, Tehching « Sam » Hsieh, Marta Minujín, Chris Burden pour ne citer qu'eux, ont jeté les bases de cette forme d'art. Aujourd'hui, des artistes comme Tania Bruguera, Orlan ou Abel Azcona continuent de repousser les limites de la performance.

L'art performance se caractérise par sa nature éphémère, ne laissant généralement que des images ou des souvenirs comme traces. Tino Sehgal, par exemple, artiste contemporain, préfère que ses œuvres soient éphémères, ne vivant que dans la mémoire des spectateurs.

Même si certaines performances s'inspirent du théâtre, elles sont souvent axées sur le devenir plutôt que sur une narration linéaire. C'est le processus qui compte ici. La performance art exploite le temps et l'espace, contrairement au théâtre qui offre un temps fictionnel. Pour la performance art, les éléments théâtraux sont réutilisés dans un contexte différent, rappelant la distanciation de Bertolt Brecht.

La performance art englobe diverses disciplines artistiques, brouillant les lignes entre celles-ci. Il peut également s'inspirer de domaines variés tels que la cuisine, le sexe, la technologie ou même des activités économiques, comme le montrent par exemple les œuvres d'Orlan et de Cosey Fanni Tutti, membre entre autre de Throbbing Gristle.

La performance est souvent une expression artistique risquée et en direct, impliquant le public et la sphère privée. Elle est vue comme une interaction immédiate avec les spectateurs. Elle découle parfois d'une composition préalable, d'un protocole précis, mais sa nature éphémère remet en question la commercialisation traditionnelle de l'art. Beaucoup d'œuvres féministes et néo-féministes existent ou ont existé sous la forme de la performance art.

Des artistes femmes contemporaines comme Marina Abramovic, Sigalit Landau, Esther Ferrer, Amal Kenawy ou encore Pippa Bacca

ont toutes travaillé avec leur propre corps, pour toucher l'intellect et déconstruire des mythes patriarcaux, mais aussi les symboles les aliénants, telle que la robe de mariée.

Ainsi, l'artiste italienne Pippa Bacca, lors de son ultime performance, *Sposa in viaggio*, voyageait en robe de mariée pour « rejouer » le voyage vers Jérusalem dans une autre optique, celle de la paix. Une partie de son protocole a été de faire le voyage en auto-stop. Elle a été violée et assassinée en 2008 en Turquie après être montée dans la voiture du dernier chauffeur.

Mais qu'en est-il au Luxembourg ? Une brève recherche sur Internet permet de constater qu'il y a un problème de notion. Dans les annonces de spectacles des arts de la scène, pour un plus large public, l'art performance signifie aussi bien le théâtre, l'opéra que la danse, parfois même un concert, surtout dans sa traduction anglaise. Il est vrai que les formes d'art s'associent ou se télescopent au Luxembourg comme ailleurs, mais les performances art engagent certains codes ou repères (protocole pré-établi, interaction avec le public, sujets personnels, intimes, mais aussi sociétaux et politiques) ainsi qu'un certain degré de risque ou de métamodernisme. Il paraît en tous cas nécessaire que cette forme d'art particulière fasse ici aussi l'objet d'un certain état des lieux et d'une précision de définition.

Le constat est simple : Il y a un amalgame au niveau de la notion mais, une fois définie, il y a de plus en plus de performances, le Mudam en programme et en produit de manière régulière désormais, avec un programme spécifique organisé par Joel Valabraga. La dernière performance art en date fut présentée à l'Hémicycle, intitulée *Forecast (LX23)* de Ari Benjamin Meyers avec la brillante performeuse, Laura Eichten. Une performance art sur les dérives du monde en somme, empruntée d'une puissance apparentée à celle des textes et mises en scène de Sarah Kane, mais dans une nouvelle liberté, celle de la performance art, justement.

Le Casino d'art contemporain propose des performances depuis des années, faisant un peu l'histoire, le Casino Display présente des artistes émergents qui incluent à leurs recherches, la performance art. Il y a encore d'autres lieux culturels ici qui offrent parfois de l'espace et les moyens pour la performance art, mais actuellement c'est le cas aussi de la Kunschthal et le Bridderhaus. Christian Mosar et son équipe proposent également des d'artistes pour lesquels la performance art fait partie de leur corps de travail.

Réfléter cet état de lieux et continuer à réfléchir à ce qu'est la performance art et dans quels courants de pensées elle s'inscrit aussi au Luxembourg et puis observer certaines et certains de ses représentants ou initiatrices et initiateurs sera l'objet d'un article suivant, ici mêmes. ●

GRANDE RÉGION

L'ailleurs lointain

La Moderne Galerie du Saarlandmuseum, à Sarrebruck, accueille l'exposition Slevogt und Wilde Westen. Sur l'affiche on voit des chevaux, ce qui ressemble à une cavalcade dessinée. C'est que le peintre Max Slevogt a aussi beaucoup dessiné et l'attention portée à son dessin permet d'appréhender l'œuvre picturale sous un nouveau jour. Les collections du Saarlandmuseum sont riches de 70 œuvres sur papier rarement montrées du peintre allemand, fasciné par le Far West et son corollaire d'aventure et de liberté.

Né à Landshut en 1868 Max Slevogt, peintre, graveur et dessinateur impressionniste, est l'un des principaux représentants avec Lovis Corinth et Max Liebermann du style « plein air » allemand. Inspiré par un voyage en Égypte en 1914, il réalise de nombreux tableaux et s'affranchit peu à peu des modèles académiques. Ses dons de coloriste apparaissent dans certaines huiles libres dans les collections du Saarlandmuseum comme dans *Tigre au zoo* (1901). Slevogt est encore connu pour *Chanteur d'Andrade* dans le rôle de *Don Juan* (Staatgalerie, Stuttgart) dont il existe trois versions (Nationalgalerie, Berlin, Kunsthalle, Hambourg) où ses talents de coloriste et son art de la composition se manifestent encore. On connaît moins le remarquable travail qu'il a accompli en tant qu'illustrateur. En 1900-1902 il illustre ainsi *Ali Baba*, en 1907 il donne une suite de douze lithographies pour *L'Iliade* et en 1925-1927 le *Faust* de Goethe. C'est sur cette partie que l'exposition *Slevogt und der Wilde Westen* se propose de revenir.

Toute sa vie fasciné par les romans d'aventure et de conquête de l'Ouest, Max Slevogt était particulièrement attiré par le caractère dramatique de ces récits. Les histoires mouvementées de *Lederstrumpf* (*The Leatherstocking Tales* de James Fenimore Cooper), *Waldläufer* (adaptation du *Coureur des bois* de Gabriel Ferry) ou de *Coranna : Eine Indianergeschichte* (W. Claire) lui offraient un support de projection bienvenu. Marqué par ses lectures d'enfance et de jeunesse ainsi que par le romantisme de l'Ouest sauvage qui prévalait dans l'Empire allemand, il transpose artistiquement l'idée d'aventure et de liberté qui y est associée dans de nombreuses illustrations de livres et de graphiques. Les éditions grand format des récits de *Lederstrumpf* et du *Waldläufer* sont d'ailleurs exposées. On y entrevoit, comme à travers les dessins du peintre, l'imaginaire flamboyant qui s'y déploie. On imagine combien, pour l'Europe, ces paysages ont pu receler d'étrangeté, entre étendues lunaires, guerre territoriale entre Indiens et futurs Américains et conquête d'un Ouest fantasmé. Les dessins exposés, parfois de l'ordre de l'esquisse, disent en creux cette lutte à mort et révèlent ses contours. Ce qu'ils ont pu receler d'exotisme. Né à la même période que Slevogt, l'historien d'art allemand Aby Warburg se rend en 1895-1896 dans le Sud Ouest des États-Unis où résident les Hopis. Il rapporte de cette expédition quelques clichés photographiques et en tirera *Le rituel du serpent : Récit d'un voyage en pays Pueblo*. Où l'on se rend compte de la fascination pour un ailleurs lointain encore à explorer. Une facette de Max Slevogt encore peu connue et qui offre aussi une autre lisibilité à son œuvre peinte. ● Florence Lhote

Slevogt und der Wilde Westen, à voir jusqu'au 1^{er} octobre à la Moderne Galerie, Saarlandmuseum, Sarrebruck

Illustration de Coranna, 1905



Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Services

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 22.09.2023
Heure : 10.00 heures

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Mission de contrôle technique à exécuter dans l'intérêt de la construction du Nordstad-Lycée à Erpeldange-sur-Sûre.

Description succincte du marché :
Lycée avec infrastructure sportive :
– Surface brute : 31 000 m² ;
– Volume brut : 181 000 m³ ;
– 1 250 élèves.
La durée des services est de 5 ans, à débuter fin 2023.

Les services sont adjudgés à prix unitaires.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
21.08.2023

La version intégrale de l'avis n° 2301739 peut être consultée sur *www.marches-publics.lu*

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 02.10.2023
Heure : 10.00 heures

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux d'aménagements extérieurs et d'infrastructures à exécuter dans l'intérêt de la Fondation Kräizbierg à Dudelange.

Description succincte du marché :
Démolition d'un ancien bâtiment ainsi que les travaux d'aménagements extérieurs et des infrastructures du site de la Fondation Kräizbierg.

La durée des travaux est de 550 jours ouvrables à à débuter le premier semestre 2024.

Les travaux sont adjudgés à prix unitaires.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réceptions des offres :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
24.08.2023

La version intégrale de l'avis n° 2301793 peut être consultée sur *www.marches-publics.lu*

Société Nationale des Habitations à Bon Marché s.a.

Avis de marché

Procédure : ouverte
Type de marché : Travaux

Ouverture le 06.10.2023 à 10.00 heures

Lieu d'ouverture:
SNHBM 2B, rue Kalchesbruck
L-1852 Luxembourg.
Intitulé :
Lot carrelage.
Description :
– L'exécution des travaux de revêtement de sol du PAP Millénaire à Mamer.
Conditions d'obtention du dossier de soumission :
Le bordereau de soumission est téléchargeable sur le Portail des marchés publics.
Réception des offres :
Le jour de l'ouverture avant 10.00 heures.
Date de publication de l'avis 2301842 sur *www.marches-publics.lu* :
23.08.2023

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 29.09.2023
Heure : 10.00 heures

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux de charpente en bois et étanchéité à exécuter dans l'intérêt du Centre d'accueil Burfelt – site Neihaff.

Description succincte du marché :
Travaux de charpente en bois :
– Poutres en lamellé-collé : 45 m³ ;
– KVH : 30 m³ ;
– OSB : 650 m² ;
– Parois en lames de bois massif : 280 m²
Travaux d'étanchéité et couverture :

– Couverture en bac acier 650 m² ;
– Toiture végétalisée : 70 m².
La durée des travaux est de 120 jours ouvrables à débuter le 1^{er} trimestre 2024.

Les travaux sont adjudgés à prix unitaires.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
24.08.2023

La version intégrale de l'avis n° 2301769 peut être consultée sur *www.marches-publics.lu*

Société Nationale des Habitations à Bon Marché s.a.

Avis de marché

Procédure : ouverte
Type de marché : Travaux

Ouverture le 06.10.2023 à 10.00 heures

Lieu d'ouverture:
SNHBM 2B, rue Kalchesbruck
L-1852 Luxembourg.
Intitulé :
Lot porte métallique.
Description :
– L'exécution des travaux de porte métallique de 3 immeubles résidentiels à Bissen.
Conditions d'obtention du dossier de soumission :
Le bordereau de soumission est téléchargeable sur le Portail des marchés publics.
Réception des offres :
Le jour de l'ouverture avant 10.00 heures.
Date de publication de l'avis 2301732 sur *www.marches-publics.lu* :
21.08.2023

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 05.10.2023
Heure : 10.00 heures

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Soumission relative aux services de planification urbaine à exécuter dans l'intérêt du développement du site de Belval.

Description succincte du marché :
Services de planification urbaine.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Dossier de soumission à télécharger gratuitement sur le Portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Les conditions de participation sont précisées dans les documents de soumission.
Réception des offres :
La remise électronique des offres sur le Portail des marchés publics (*www.pmp.lu*) est obligatoire pour cette soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
21.08.2023

La version intégrale de l'avis n° 2301801 peut être consultée sur *www.marches-publics.lu*

Société Nationale des Habitations à Bon Marché s.a.

Avis de marché

Procédure : ouverte
Type de marché : Travaux

Ouverture le 06.10.2023 à 10.00 heures

Lieu d'ouverture:
SNHBM 2B, rue Kalchesbruck
L-1852 Luxembourg.
Intitulé :
Lot menuiserie intérieure.
Description :
– L'exécution des travaux de menuiserie intérieure d'un Parking Central et d'un Bâtiment mixte à Olm.
Conditions d'obtention du dossier de soumission :
Le bordereau de soumission est téléchargeable sur le Portail des marchés publics.
Réception des offres :
Le jour de l'ouverture avant 10.00 heures.
Date de publication de l'avis 2301758 sur *www.marches-publics.lu* :
21.08.2023

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Services

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 25.09.2023
Heure : 10.00 heures

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Mission d'organisme agréé à exécuter dans l'intérêt de la construction du Nordstad-Lycée à Erpeldange-sur-Sûre.

Description succincte du marché :
Lycée avec infrastructure sportive :
– Surface brute : 31 000 m²

– Volume brut : 181 000 m³
– 1 250 élèves.
La durée des services est de 5 ans, à débuter fin 2023.

Les services sont adjudgés à prix unitaires.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
21.08.2023

La version intégrale de l'avis n° 2301740 peut être consultée sur *www.marches-publics.lu*

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 28.09.2023
Heure : 10.00 heures

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux de gros-œuvre et infrastructures – station d'ancrage SATCOM – à exécuter dans l'intérêt de la Caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch.

Description succincte du marché :
– Travaux de terrassement : 2 000 m³ ;
– Travaux de gros-œuvre : 170 m³ de béton ; 20 tonnes de ferrailage ;
– Travaux d'infrastructures : 58 ml de murets de soutènement ; 920 m² de plateforme à préparer.

La durée des travaux est de 150 jours ouvrables, à débuter le 1^{er} trimestre 2024.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
24.08.2023

La version intégrale de l'avis n° 2301662 peut être consultée sur *www.marches-publics.lu*

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 26.09.2023
Heure : 10.00 heures

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux de menuiserie extérieure à exécuter dans l'intérêt du réaménagement et extension du Centre mosellan à Ehnen.

Description succincte du marché :
Fenêtres et portes historiques :
– Remplacement d'environ 43 fenêtres ;
– Remplacement d'environ 14 portes ;
– Élément vitrée ;
– Élément d'entrée.
Menuiserie des nouveaux bâtiments :
Bistro / Vinothèque et Cuisine :
– Mur-rideau avec ouvertures : 75 m² ;
– Lucarnes, portes ;
Y compris tous les travaux de sous-construction, raccords...

La durée des travaux est de 100 jours ouvrables, à débuter le 1^{er} semestre 2024

Les travaux sont adjudgés à prix unitaires.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
24.08.2023

La version intégrale de l'avis n° 2301644 peut être consultée sur *www.marches-publics.lu*

Le triple *Parsifal*

Lucien Kayser

Sur la colline verte, on a innové avec la réalité augmentée, à saluer, en même temps il y a à prendre et à laisser

Richard Wagner, tout se passe comme s'il avait eu un malin plaisir à confronter les metteurs en scène avec des situations leur demandant de l'imagination, de l'invention, de l'ingéniosité. Prenez par exemple la façon dont Alberich utilise le heaume pour ses transformations, en dragon, en ver minuscule. Mais restons-en à *Parsifal*, l'opéra mis cette année au programme avec le concours de l'Américain Jay Scheib et le Center for Art, Science & Technology du Massachusetts Institute. Il y a le cygne qui tombe habituellement des cintres, s'écrase en bas de la cage de scène, avec la flèche tirée par Parsifal. Il y a l'ultime tentative de Klingsor d'arrêter notre héros avec la lance ravie jadis à Amfortas. Et là, les metteurs en scène ne sont pas toujours dans l'heureuse disposition de deux athlètes, le souvenir ramène à Götz Friedrich ainsi que Franz Mazura et Peter Hofmann, ce dernier brillant dodécathlonien capable de saisir au vol un javelot.

Et passons sur le moment crucial où le premier acte bascule, nous fait entrer dans l'aire sacrée du Graal, pousser telle porte miraculeusement, *zum Raum wird hier die Zeit*. On voit, il y a, il y avait de quoi avoir recours à la réalité augmentée. Et Wagner lui-même, pour l'illusion, n'avait pas hésité à se servir de machines, jusqu'à y attacher les filles du Rhin.

1 *Kinder, schafft Neues !* Il fallait donc y aller l'esprit ouvert, et savoir gré d'être parmi les élus munis des lunettes prometteuses. Et en effet, il est des moments qui valent leurs éclaboussures de sang, se déversant sur le Festspielhaus, quand des cygnes, en nombre, dans leur dernière course viennent s'abîmer près de vous, dans leur envol ils fondaient sur vous le moment avant. Et il n'en va pas autrement des lances, comme sorties d'une peinture surréaliste, transperçant des lobes d'oreille, dont on peut prendre peur qu'elles ne s'arrêtent pas à temps. Il y a là de quoi, comme sensation, comme vécu, ou inclusion ou immersion comme on aime à dire, vous enrichir une mise en scène.

Il est d'autres usages de cette réalité augmentée qui n'ont pas le même impact : où l'espace (cosmique ou sous-marin comme on voudra) est trop mis à contribution avec toutes sortes d'objets qui

Comme pour la vidéo au théâtre, il faut savoir doser la réalité augmentée à l'opéra au moment et à l'expression justes

volent ou flottent, ah, notre ancien ministre féru de *space mining* aurait trouvé son plaisir aux astéroïdes couleur de cobalt (le Graal est de fait de cette couleur que Parsifal met quand même en mille morceaux à la fin du Bühnenweihfestspiel).

Trop, c'est trop, se dit-on. Faut-il tellement insister quand tous ont compris, oui, le monde croule sous les détrités, le plastique, les vieilles batteries, et le reste. Et pourquoi nous boucher la vue sur le duo Kundry-Parsifal, doublé en plus en vidéo, en nous mettant devant les yeux une gynoïde bien embarrassante.

La réalité augmentée, c'est justement comme la vidéo au théâtre, à l'opéra, faut choisir le moment et l'expression justes (on aura eu cette chance dans *Tannhäuser*, merci Tobias Kratzer, on y reviendra). Pour les lunettes, objection peut-être plus principielle. Wagner a voulu une salle proche de l'amphithéâtre grec, pour une expérience commune ; bien sûr, on en a toujours été loin, aujourd'hui même, dans un type de société avec ses inégalités. Les lunettes effacent le public, nous renvoient à notre solitude de spectateur, comme la télé par rapport à une salle de cinéma.

2 Est-ce grave de conclure que la mise en scène de Jay Scheib existe par elle-même ? Et quelle a



Deux couples au bout du compte

ses qualités propres, dans sa conception, dans sa réalisation. Un récit mené avec de l'allant, un deuxième acte chatoyant avec les filles fleurs, plein d'emprise émotionnelle avec le face à face Kundry-Parsifal et la révélation du baiser. D'ailleurs, les deux se retrouveront très proches au moment final, de même Gurnemanz et une compagne qu'on a déjà surprise à ses côtés, et sans doute plus, dès l'abord.

Les décors, les costumes, tout contribue à faire un spectacle qui se tient, d'une belle cohérence. La télévision l'a montré tel quel, à notre tour, le souhait existe de le revoir pour de vrai, dans pareil dénuement. En sachant que la réalité augmentée n'en est qu'à ses débuts, que ses progrès seront rapides, et feront quelle sera

utilisée au meilleur escient. La transition y pousse, il lui faudra aussi apprendre à distraire le moins possible, de la scène, du déroulement musical.

3 Dès la retransmission, à la radio seulement, de la première le 25 juillet dernier, l'avis fut net, à l'écoute, un *Parsifal* de tout premier ordre. De très grade qualité, pour la direction et l'orchestre comme pour les chanteurs. Le chef espagnol Pablo Heras-Casado a pris d'emblée la bonne mesure de la salle, a pris un tempo égal à celui de Boulez, cent minutes pour le premier acte, rien donc qui traîne, dans une solennité qui s'étire, rien non plus qui se hâte. Et là-dessus, un parfait accord avec les voix, et bien sûr les excellents chœurs d'Eberhard Friedrich.

Côté solistes, dans la représentation du 15 août, Ekaterina Gubanova a donné une Kundry déployant toutes les nuances de cette femme insaisissable, face à Andreas Schager, puissant, délicat dans tels autres moments. Difficile d'imaginer un festival dans ces années sans Georg Zeppenfeld, un Gurnemanz qu'on ne se lasse pas d'écouter, dans son discours, ses inflexions, un texte toujours compréhensible, au long de ses interventions. Jordan Shanahan apporte la noirceur de Klingsor, Derek Welton (Amfortas) et Tobias Kehrer (Titurel) la douleur des gardiens du Graal déchus. Mais il faudrait nommer tout le monde, des *Gralssritter* aux *Zauber Mädchen*. Dans une production qui avec telles autres à côté (à préciser) marque peut-être une rupture, l'avènement d'une nouvelle sonorité wagnérienne. ●

BANDE DESSINÉE

Quand le doute s'installe

Pablo Chimienti

Michel Bussi est, depuis une décennie, un des romanciers les plus lus du monde littéraire francophone avec plus d'un million de livres vendus en 2016, plus d'un million également en 2018 et encore en 2019. Un succès public doublé d'un succès critique, puisque cet ancien professeur de géographie a également remporté de nombreux prix littéraires dont celui du romain insulaire dans la catégorie « romain policier » pour *Ne lâche pas ma main*, sorti en 2013 et qui vient, dix ans plus tard, d'être adapté en bande dessinée.

Que ses livres soient adaptés, c'est loin d'être une première pour l'écrivain de 58 ans. Parmi ses nombreux romans, portant tous ou presque des titres issus de chansons françaises – dans ce cas-ci, il fait référence à la chanson homonyme de François Hadji-Lazaro (ancien du groupe Les Garçons bouchers mais aussi tenancier de bistrot dans le film *Black Dju* de Pol Cruchten) –, quatre ont déjà été adaptés pour la télévision et huit de ses ouvrages ont été adaptés en BD. Fred Duval avait déjà travaillé sur *Un avion sans elle*, avec Nicolai Pinheiro au dessin ; et le duo Duval/Casgrain avait déjà collaboré sur *Nymphéas Noirs* (pour lequel ils avaient obtenu le Prix BD RTL du mois de janvier 2019). Voici le duo de retour en librairie pour *Ne lâche pas ma main*, avec cette fois-ci la participation de Michel Bussi lui-même dans l'adaptation.

Comme toujours avec Bussi, l'album nous plonge dans un récit policier. Contrairement à la majorité de ses œuvres, en revanche, l'écrivain, ne situe pas son récit dans sa Normandie natale. Au contraire, *Ne lâche pas ma main* marque, dans la bibliographie de Bussi, le début d'une autre grande spécificité qu'on retrouve dans nombre de ses romans, celui de l'insularité. L'histoire se déroule sur l'île de la Réunion. À Saint-Gilles-Les-Bains, sur la côte ouest de l'île, la famille Bellion profite de quelques jours au soleil dans le sinon luxueux du moins sympathique hôtel Alamada. Il y a Martial, le père, Liane, la mère et Sofa, leur fille de six ans.

Un vendredi, alors qu'ils profitent de la piscine, la mère de famille remonte dans la chambre. Une heure après elle n'est toujours pas redescendue. Le père monte alors la chercher. La porte de la chambre est fermée et la jeune femme a disparu avec ses affaires. La chambre est sans dessus dessous, les affaires éparpillées au sol, un vase de fleurs renversé et de nombreuses traces de sang sur les draps, au sol ou sur les rideaux. Le mari demande alors à l'équipe de l'hôtel d'appeler la police. S'agit-il de la fugue précipitée d'une épouse volage,

d'un enlèvement violent ou encore d'un meurtre dont on aurait dissimulé le cadavre ?

Ce sera à la capitaine Aja Purvi de mener l'enquête. La jeune femme est ambitieuse et semble avoir une revanche à prendre sur la vie, elle la « zarabe métisse créole » dont les parents ont travaillé toute leur vie, justement, à l'Alamada. Rapidement le témoignage du père de famille semble en contradiction avec ceux des employés de l'hôtel ; et, parallèlement, des cadavres de personnes récemment assassinées sont retrouvés dans les environs.

Martial Bellion passe ainsi de victime à coupable présumé. Tout l'accuse et lui-même se demande : « Pourquoi je suis revenu sur cette île ? Pourquoi ? / Quelque chose a dérapé... Rien ne se passe comme prévu.../ J'ai perdu le contrôle... ». Il décide alors de s'enfuir avec sa fille. Une petite qui se demande si son père a tué sa mère comme les journaux télé semblent l'indiquer ? Le père ne cesse de lui clamer son innocence et lui demande de lui faire confiance.

Une course poursuite s'engage alors – en voiture, à pied, en hélicoptère, en bateau – entre ce père et sa fille et toutes les forces de police de La Réunion à travers les différentes zones de l'île, d'une côte à l'autre, en passant par le « Jardin d'Eden », par la nature luxuriante des hauteurs qui font penser à la Suisse ou encore par les espaces désertiques autour du Piton de la Fournaise.

Le scénario ne laisse aucun répit tout au long des 130 pages de ce one-shot découpé en quatre actes telle une pièce de théâtre. Un découpage bienvenu tant le récit est dense et probablement trop verbeux pour certains. Le scénario est pourtant haletant, riche en personnages – celui de l'adjoint de Purvi, le sous-lieutenant Christos Konstantinov est particulièrement savoureux –, plein de rebondissements créant à plusieurs reprises de nombreux doutes dans l'esprit du lecteur. Rien que pour ça, l'album

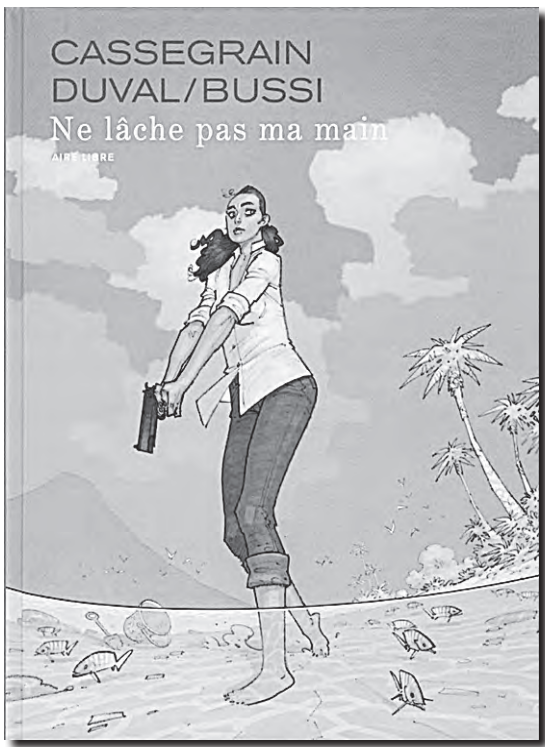
Une réussite scénaristique renforcée par un dessin réaliste et expressif de toute beauté

pourrait déjà être considéré comme une réussite ; mais dans cette adaptation BD, le récit est accompagné non seulement par un découpage dynamique qui met le scénario en exergue, mais aussi et surtout par un dessin réaliste et expressif de toute beauté – qui souffre d'ailleurs de jolis clin d'œil, comme, au moment de la découverte de la dépouille d'un certain Rodin –, qui rend hommage aux magnifiques décors de la Réunion, avec une palette de couleurs pastel et une lumière gorgée de soleil.

Une manière, pour les auteurs, d'offrir au lecteur un voyage à bas cout pour Le Réunion, sa diversité, sa flore, les spécificités de sa population. On sent que le professeur de géographie ne s'est pas totalement effacé derrière le romancier et que le duo Duval/Casgrain a tenu à rester au plus près du roman.

Un album à recommander à tous les amateurs de polar. ●

Ne lâche pas ma main de Duval et Bussi. Aire Libre/Dupuis



Barbielux

Stéphanie Majerus

Seit Wochen lockt der Film *Barbie* von Greta Gerwig Jung und Alt in die Kinos. Unter den Bersucher/innen tauchten auch die Kulturredaktionen der Luxemburger Medienlandschaft auf. Und sind sich – bis auf *RTL*-Rezensent Loïc Tanson – einig: Irgendwie doch nur Mattel-Werbung.

Für die *Wort*-Journalistin Anina Valle-Thiele ist Barbie eine „nervige Odysee in rosarot“. Schlimmer noch: Es sei ein Werk ohne Adressat. Denn die selbstironischen Meta-Kommentare der Regisseurin und die verdrehten Dialoge erschließen sich Kindern wohl kaum. Dabei war der Saal, als die Redakteurin sich den Film ansah, fast ausnahmslos mit Sechstklässlerinnen gefüllt. Als Erwachsenenfilm tauge *Barbie* ebenfalls nicht; als zu platt erweise sich die überdrehte Darstellung der Kens – sie werden samt und sonders als austauschbare „testosterongeladene Machos“ gezeichnet.

Dass sich Ryan Gosling an seinem Image als Hollywood-Schönling abarbeitet und der Film mit flachen Dialogen durchgezogen ist – gerade das findet Tom Haas im *Tageblatt* unterhaltsam. Daneben macht er einen weiteren Pluspunkt aus: Der 90-minütige „postmoderne Albtraum in Pink“ koche eine der ältesten Geschichten der Menschheit auf, nämlich die Vertreibung aus dem Paradies. Die im Film verhandelte Kritik

an herrschenden Rollenbildern wie etwa, dass Frauen moralisch einwandfrei mit celulitefreien Beinen alles meistern sollen, klassiert Tom Haas als „Pinkwashing-Kampagne“. Es bleibe ein Film mit dem kaum kaschiertem Ziel, eine Plastikpuppe zu vermarkten.

So fällt auch das Urteil des Filmkritikers Marc Trappendreher im *Land* aus: Die „offen feministische Kampfansage“ bleibt Werbezweck. Die angestrebte feministischen Gesellschaftskritik reduziere sich auf einen plakativen Geschlechterkampf und denke „keinerlei Perspektive auf wirtschaftliche oder kulturelle Beziehungen mit“. Dramaturgisch sei der Film nicht uninteressant, er spiele mit Gegensätzen: In der Barbiewelt existiert Ken beispielsweise nur durch den „female gaze“ der Barbie; in der realen Welt jedoch wird diese Gefüge auf den Kopf gestellt – dort ist er der Macher. Und so spiegeln sich die beiden Welten im Film ständig. Allerdings wirke der Film gerade wegen dieser Kontraste konturlos.

Barbie sei „en existenziellen an erstaunlech emouvante Film“, kommentiert Loïc Tanson im *RTL*-Format „Film vun der Woch“. Durch die Schauspielerin Margot Robbie erhalte die Barbie-Puppe „eng onerwaarten emotional Déift“. Originell findet er zudem, dass der Sommerblockbuster mit Referenzen der Filmgeschichte aufwarte: Gleich zu Beginn zitiert der rosarote Streifen Stanley Kubricks *2001: Odysee im Weltraum* und lässt eine Barbie in einer Wüste landen. Dort spielen Kinder noch mit Puppen

– baden und kochen für sie, legen sie ins Bett. Nun manifestiert Barbie sich auf einmal als kinderlose Alleskönnerin – ein neues Vorbild, das für kulturelle Evolution sorgen soll.

Genau diese entbiologisierte Darstellung entspreche nicht der Realität, hagelt es Kritik. *Wort*-Journalistin Ines Kurschat verlinkte auf *Twitter* einen Essay der Feministin Gertraud Klemm, den sie als „streitbar und auf den Punkt“ lobte. In diesem Essay schreibt Klemm: „Barbie kann alles andere besser als Mama sein.“ Wie soll sie auch, denn ihr würden die Geschlechtsorgane fehlen. Frausein sei in der Barbiewelt nicht mehr als eine Identität, die die Frage nach der Reproduktionsarbeit nicht stellen könne, so die Österreicherin.

Mittlerweile gibt es mehr Meinungen zu dem Film als Menschen, die ihn gesehen haben. Dem Schweizer *Tagesanzeiger* antwortete die Philosophin Silvia Federici gestern, sie habe ihn noch nicht gesehen, möchte ihn jedoch kommentieren. Man kann sich also entspannt zurücklehnen und keine Meinung zu *Barbie* haben, denn es gibt genug Meinungen dazu. Vielleicht gibt es statt Meinungen bald auch einen Aufstand: In Algerien wurde der Film nach ein paar Wochen wieder abgesetzt, weil er angeblich moralisch fragwürdige Ideen verbreite. Daraufhin kam es zu Protesten und zu der Social-Media-Kampagne *#IAmBarbie*. ●



Margot Robbie

Stil

L'ÉVÉNEMENT



Bring you pearls

Second Hand September aura-t-il le même succès que Dry January? Lancée en 2019 par Oxfam, l'initiative veut promouvoir le recyclage et le réemploi dans

tous les domaines. Dans ce cadre, la marque luxembourgeoise de bijoux Romantic Romantic propose pendant tout le mois à ses clients et clientes d'apporter leurs perles à la boutique pop-up de la rue Philippe II pour créer de nouvelles pièces : un collier (110 euros), un bracelet (55 euros) ou des boucles d'oreilles (75 euros). « Quand j'ai lancé ma marque il y a quatre ans, j'ai récupéré des anciennes perles de ma grand-mère et j'en ai fait un collier ras du cou et des boucles d'oreilles », relate Fanny Bervard, fondatrice de la marque (photo). Pendant la pandémie où les fournisseurs étaient à l'arrêt, elle a continué dans cette voie. Toutes les perles sont les bienvenues, perles fines bien sûr, mais aussi synthétiques, en verre ou en bois. « L'idée est de faire revivre une pièce, de stimuler la créativité tout en mettant en avant la durabilité. » fc

L'ENDROIT

Kazakiwi

Ce n'est pas un restaurant japonais, mais un hôtel installé en haut de la rue de Strasbourg qui porte ce drôle de nom, censé évoquer une maison pleine de peps et de vitamines (photo : fc). Cet ancien hôtel familial désuet a été rénové de fond en comble pour proposer 31 chambres en quatre tailles, de la mini à la supérieure (à partir de 120 euros la nuit). Partout, la décoration est particulièrement soignée, avec beaucoup de couleurs, du bois et un design actuel. Les espaces communs – rooftop, salons, salle de petit-déjeuner et bar – sont aussi signés de l'architecte namuroise Carole

Guyot (Sohoo). L'accent est aussi mis sur la qualité de la literie et des produits de beauté. L'hôtel propose aussi des cours de yoga et un service Bed & Bike pour ceux qui souhaitent découvrir Luxembourg à vélo. Mandela Gaye Verdeau et Jean-Marc Dame, les promoteurs derrière ce projet (le fonds d'investissement Ream qui développe aussi des locations de plus longue durée à travers la marque Flexiroom) visent à terme une soixantaine de chambres et ont acquis l'immeuble voisin pour cela.



N'en déplaie aux habitants qui préfèrent voir le verre presque vide et crient à l'insécurité du quartier, la rue de Strasbourg change de visage et passe aussi par la case « gentrification ». fc

DAS PHÄNOMEN

LSAP doheem

„Et gött een Äppel-Joer, et gött ee Biere-Joer“, ist sich Cécile Hemmen in ihrem Garten stehend sicher. Dann zupft sie mit der Gartenschere an ein paar Blättern. Die LSAP hat eine Kurzvideo-Serie produziert, die Politiker/innen in ihren privaten Habitaten zeigt und sie als gewöhnliche Menschen wirken lassen soll. Die Werbekampagne verleiht den Protagonisten allerdings

einen versnobten Anstrich: So fährt Lydia Mutsch von ihrem Zuhause in einer Luxuskarosse ins Escher Zentrum zum Markt. Yves Cruchten zeigt seine „léiwste Kachmaschinn“ – zwei überdimensionierte Grills (Foto: Screenshot) –, und Cécile Hemmens Grünoase ohne Gemüseproduktion wirkt gutbürgerlich. Ganz natürlich sollen die Politiker/innen rüberkommen, was zu sinnfreien Handlungen führt, wie *Reporter* feststellte: In seiner Küche legt Yves Cruchten „aus irgendeinem Grund ein Stück rohes Fleisch aufs Schneidebrett und trocknet seine Hände ab“. Der Düdelinger LSAP-Bürgermeister Dan Biancalana fragt aus dem Nichts heraus: „Hues de deng Laafsaachen dobäi?“ Wen fragt er das? Den anonym bleibenden Kameramann, der den Filmen seine subjektive Kameraführung aufdrückt. Ein Format, wie es für Horrorfilme üblich ist. Nicht so gekünstelt mutet das Gespräch



mit Francine Closener an. Die ehemalige Rundfunk-Journalistin ist den Umgang mit Mikrofonen außerhalb der Chamber gewohnt. Sie wartet gar mit einer Alliteration auf: Kinder bräuchten ihr zufolge Bindung, Bildung und Bewegung. sm

Les livres des Editions d'Lëtzebuerger Land
En vente en librairie et sur www.land.lu

